**Covid-19**  
**Soutien aux entreprises**

[*contact@cpme-bretagne.fr*](file:///C:\Users\Utilisateur\Desktop\CORONAVIRUS\contact@cpme-bretagne.fr)

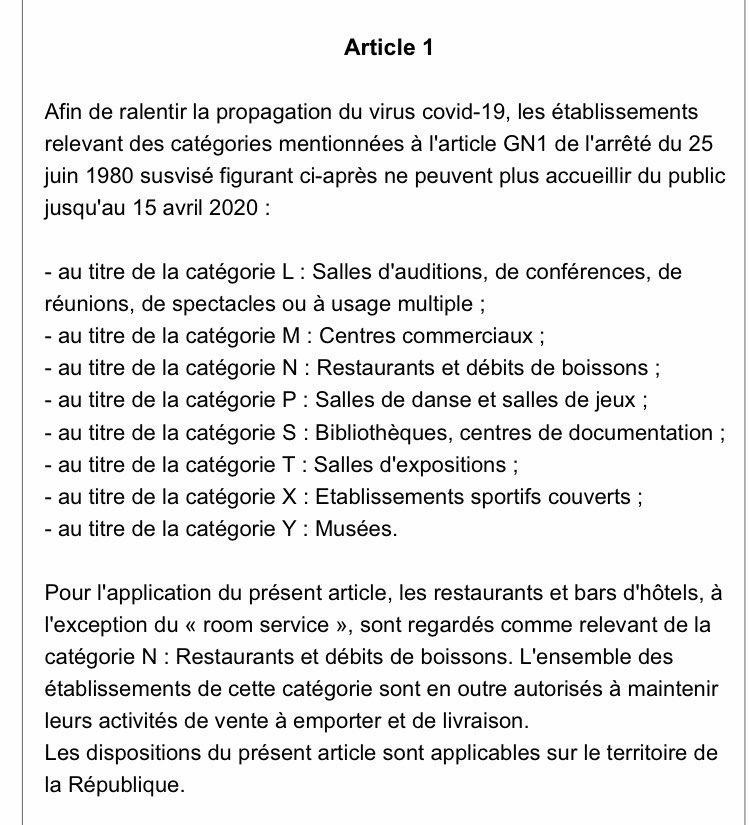
*Tél. :06 47 87 63 87*

*Mise à jour le 2 juillet 2020*

***\*tous les liens sont actifs***

***Ce document recense l’essentiel des dispositions et mesures de soutien aux entreprises dans le cadre de la crise Covid-19. Il sera complété et actualisé au fur et à mesure des évolutions de la situation.***

Samedi 14 mars 2020, le Premier Ministre, Édouard Philippe, a annoncé le passage au Stade 3 de l'épidémie du Covid-19. En conséquence, le gouvernement a demandé la fermeture de tous les commerces **non-essentiels** à la vie des français.

Cela concerne notamment les cafés, restaurants, bars et boites de nuit, dont la [liste a été fixée](https://cpmeparisiledefrance.us16.list-manage.com/track/click?u=75f2ffb57f032e2d070f73656&id=5ef6f1c3ed&e=a0791e7b0d) par arrêté.

Ceux classés dans les **catégories L M N P S T X Y** ne peuvent plus accueillir de publics.

À noter que les activités de cuisine pour vente à emporter et livraison des restaurants peuvent se maintenir.

**Nous vous demandons de respecter les consignes gouvernementales et de ne pas ouvrir au public, si votre secteur d'activité est concerné**. Il s'agit en effet d'une mesure sanitaire nécessaire à l'intérêt de la Nation.

Sachez que nous sommes totalement au fait du poids que ces dispositions représentent sur votre activité.

# **Covid-19 : attestation de déplacement**

Comme vous le savez, le Président de la République a annoncé que les déplacements des Français étaient limités à compter du 17 mars midi. Vous trouverez ici un exemple d’attestation de déplacement à remplir pour vous et vos équipes.

* Nouvelle [Attestation de déplacement dérogatoire](https://drive.google.com/open?id=11NlUU2YFJPJ56ALiU7-OolurH0tqB7eT)
* Nouveau [Justificatif de déplacement](https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2020/03/justificatif-deplacement-professionnel-fr.pdf) professionnel
* Consultez le texte du [décret relatif à cette mesure](https://drive.google.com/open?id=1aZvF-QntwzV6xSN2Zxes3cGoY5barDSj)

Déplacement en dehors de son département : Le déconfinement progressif à compter du 11 mai modifie les restrictions de déplacement en vigueur depuis le 17 mars. Une déclaration est désormais nécessaire lorsque le déplacement conduit à sortir du périmètre de 100 km autour de sa résidence et de son département.

* [Nouvelle attestation de déplacement +100km](https://drive.google.com/open?id=16WdGfC1V-n0811F55Mm51bDF3d5MaFmN)

*N.B. Un VRP, qui dans le cadre de ses missions professionnelles, a un cadre de prospection dépassant 100 km, serait donc en l’état des informations connues autorisé à se déplacer au-delà de 100 km.*

* [Consultez l’arrêté présentant la nouvelle déclaration de déplacement utilisable pour les déplacements hors département et au-delà de 100km.](https://drive.google.com/open?id=1lGbykDrWQmL1f19CuHt2UfOa6B1lu8tD)

Consultez le courrier sur la continuité de l’activité professionnelle :

* [Continuité de l’activité professionnelle – courrier du 20 mars Bruno Le Maire, Muriel Penicaud et Olivier Veran](https://drive.google.com/open?id=1iRf6OyEOlLEzKhI1t65arV91KuS6UQht)



###### **Sanitaire**

Le territoire français ne compte plus aucune zone rouge. Les départements d’Île de France, de la Guyane et de Mayotte restent classés en orange.

**Si tous les indicateurs sont bons, il convient de rester prudents et vigilants.** L’hôpital demeure sous tension, le virus circule toujours, dans toutes les régions. Il est très virulent en milieu fermé, ainsi que dans les grands rassemblements.

###### **Éducation**

**À compter de mardi, 100% des écoles primaires seront ouvertes.** Tous les parents qui le souhaitent pourront faire scolariser leurs enfants. Les groupes seront organisés à 15 élèves maximum, répartis entre la classe et les temps de sport, santé, culture, civisme.

L’ensemble des **collégiens** reprendra les cours dans les départements verts, uniquement les classes de 6ème et de 5ème dans les départements orange.

Tous les **lycées** seront rouverts à compter de mardi dans les départements verts, pour l’ensemble des élèves d’au moins un des trois niveaux. Dans les départements orange, la priorité est donnée aux lycées professionnels.

**Les épreuves orales du baccalauréat de français pour les élèves de première sont annulées.** Les notes des deux premiers trimestres seront prises en compte pour l’évaluation en contrôle continu.

###### **Économie**

**Le télétravail doit demeurer la règle**, le dispositif d’activité partielle est maintenu pour celles et ceux qui ne peuvent pas télétravailler.

**En zone verte, les cafés, bars et restaurants pourront rouvrir (uniquement en terrasse pour les zones orange).**

Les tables accueilleront dix personnes max et seront éloignées d’un mètre les unes des autres. Le port du masque sera obligatoire pour les personnels, en salle comme en cuisine, ainsi que pour les clients lors des déplacements. La consommation debout à l’intérieur des établissements ne sera pas autorisée.



###### **Tourisme, vie sociale et culturelle**

Les frontières restent fermées jusqu’au 15 juin. Une concertation sera menée au sein de l’Union européenne afin d’aboutir à un consensus applicable à compter de cette date.

Les hébergements touristiques pourront rouvrir dès le 2 juin en zone verte, dès le 22 juin en zone orange.

**Sur l’ensemble du territoire français, les parcs, jardins, plages, lacs, plans d’eau, musées et monuments (dans lesquels le port du masque sera obligatoire) seront ouverts à compter du 2 juin.** Sur demande des maires, les préfets pourront rendre le port du masque obligatoire dans l’espace public.

## **Mesures post-confinement**

Gestes barrières et distanciation sociale, zones vertes, oranges et rouges, transport de personnes et de marchandises, restauration, établissements sportifs... Retrouvez dans [notre fiche les dernières](https://drive.google.com/file/d/1MvyJdiJXobpHRPReG50GnIrfGrsw2I-L/view?usp=sharing) mesures à destination des entreprises.

## **La DGE s’associe à la plateforme StopCOVID19**

La plateforme [StopCOVID19.fr](https://www.stopcovid19.fr) permet aux entreprises de s’équiper en masques et autres dispositifs de protection des salariés. C’est une Marketplace mettant en relation des industriels / importateurs de produits stratégiques et des entreprises, hôpitaux et pharmacie pour accélérer la lutte contre le Covid-19 et le retour à l'activité.

# **Covid-19 et le monde du travail**

**Coronavirus et le Monde du Travail**

Le ministère du Travail tient à préciser les **modalités d’organisation du travail** qui doivent être adaptées à la suite des décisions du **Premier ministre du samedi 14 mars** et des **recommandations sanitaires** en vigueur.

**Dispositif télétravail**

Modalités d’organisation du travail : [LIRE LE COMMUNIQUÉ](https://drive.google.com/open?id=1r5W0exiS57nDse9EE4WpsOmyxhpyw-S7)

Pour résumer :

Doivent impérativement rester à la maison les salariés :

* Malades ou particulièrement vulnérables ;
* Qui sont l’un des deux parents qui assure la garde d’un enfant de moins de seize ans dont l’établissement scolaire est fermé ;
* Qui sont en chômage partiel ;
* Qui travaillent à distance (télétravail).

L’employeur est tenu d’organiser un travail à distance. Il est estimé que plus de 4 postes de travail sur 10 sont praticables à distance.

[](https://cpme-pdl.us9.list-manage.com/track/click?u=16df6f45589ed3eca4095be2e&id=62fb615480&e=adc44da79f)Lorsque les salariés sont obligés de se rendre physiquement sur leur lieu de travail, parce que leur travail ne peut être effectué à distance et ne peut être différé, l’employeur est tenu de respecter et faire respecter les gestes barrières sur le lieu de travail.

# **Préserver la santé des salariés**

### Dans le contexte de crise sanitaire majeure actuelle, le Comité Régional d’Orientation des Conditions de Travail (CROCT)\* de Bretagne a travaillé pour mettre à la disposition des entreprises de la région les repères essentiels à la poursuite ou à la reprise d’activités dans des conditions permettant de préserver la santé des salariés et d’éviter tout rebond de la pandémie.

Retrouvez l’ensemble des éléments et ressources sur le site de [monentreprise.bzh](https://www.mon-entreprise.bzh/actualites/preserver-la-sante-des-salaries), pour organiser la reprise ou l‘amplification de leurs activités en intégrant la prévention du risque de contagion par le SARS Cov 2.

# **Dispositif de télétravail**

La CPME Bretagne vous accompagne et vous propose [une trame d’accord](https://drive.google.com/open?id=1aHrmhg01cYF8aeE3BLJQLHaHLRlRywB6) collectif ou de charte sur le télétravail à compléter selon vos besoins[. Lien téléchargeable](https://drive.google.com/open?id=1aHrmhg01cYF8aeE3BLJQLHaHLRlRywB6)

Comment l’employeur peut déclarer les salariés contraints de rester à domicile suite à la fermeture de l’établissement accueillant leur enfant, sans possibilité de télétravail ?

Tous les établissements scolaires et les crèches étant fermés à compter de ce lundi 16 mars 2020 pour une durée a minima de 15 jours, certains parents vont être contraints de rester chez eux pour garder leurs enfants.

 La mise en place du télétravail est la solution à privilégier lorsque les fonctions du salarié le permettent.

En cas d’impossibilité, le salarié pourra bénéficier d’un arrêt de travail et d’une indemnisation.  Il appartient à l’employeur de déclarer l’arrêt de travail du salarié concerné via le lien suivant : <https://declare.ameli.fr/>.

Il s’agit d’une déclaration de maintien à domicile. L'employeur envoie ensuite les éléments nécessaires à la liquidation de l’indemnité journalière selon la procédure habituelle applicable aux arrêts maladie.

Pour information, cette procédure s'applique aux salariés du régime général, salariés agricoles, marins, clercs et employés de notaire, les travailleurs indépendants et travailleurs non-salariés agricoles et agents contractuels de la fonction publique. Les autoentrepreneurs se déclarent eux-mêmes dans le téléservice.

Pour bénéficier de cet arrêt de travail dérogatoire, le salarié doit remplir certaines conditions :

-      L’enfant doit être âgé de moins de 16 ans au jour du début de l’arrêt ;

-      Un seul parent peut se voir délivrer un arrêt de travail à la fois. À cet égard, le salarié doit fournir à son employeur une attestation sur l'honneur certifiant qu'il est le seul à demander un arrêt de travail dans ce cadre ;

-      L'arrêt de travail peut être partagé entre les parents. Il est possible de le fractionner en remplissant une demande pour chacune des périodes d'arrêt ;

-      L’entreprise ne doit pas être en situation de mettre, sur cette période, l'employé concerné en télétravail : l'arrêt de travail doit être la seule solution possible.

Dans quel ordre procéder ?

1. Le salarié adresse à l'employeur une attestation (voir modèle en pièce jointe) dans laquelle il s’engage à être le seul parent à demander le bénéfice d’un arrêt de travail pour garder l’enfant à domicile dont il indique le nom et l’âge, le nom de l’établissement scolaire et celui de la commune où l’enfant est scolarisé ;
2. L’employeur déclare le maintien à domicile du salarié en ligne <https://declare.ameli.fr/> et certifie que la mise en place du télétravail n’est pas possible ;
3. L’employeur transmet à son gestionnaire Paie la déclaration papier « Service de déclaration en ligne des arrêts de travail » pour chaque salarié concerné. A réception de ces éléments le gestionnaire Paie déclarera un signalement d’arrêt de travail via la DSN afin de déclencher l’indemnisation automatique des salariés concernés. En d’autres termes, c’est véritablement l’envoi d’une DSN maladie par nos services qui déclenche l’indemnisation des salariés. La déclaration [declare.ameli.fr](https://declare.ameli.fr/) ne suffit pas.

Les salariés seront indemnisés par la caisse de sécurité sociale et bénéficieront d’un maintien de salaire de l’employeur. S’agissant de l’indemnisation du salarié en cas d’arrêt de travail pour garder son enfant (taux des IJSS, taux du maintien…), nous attendons des précisions.

En application de la question réponse du 9 mars 2020 qui revoit au décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 et au décret n° 2020-193 du 4 mars 2020, vos salariés percevront l’indemnité complémentaire conventionnelle ou légale sans délai de carence. La subrogation sera a priori applicable.

L’arrêt peut être délivré pour une durée de 1 à 14 jours. Au-delà de cette durée, la déclaration devra être renouvelée autant que de besoin.

**Prescription et renouvellement des arrêts de travail**

Le décret n°2020- 549 du 11 mai 2020 publié au JO du 12, entre en vigueur ce jour (le 13 mai 2020).  
  
Il fixe les conditions temporaires de prescription et de renouvellement des arrêts de travail par le médecin du travail.

1. – Le médecin du travail peut délivrer les arrêts de travail mentionnés au I de l’article 2 de l’ordonnance du 1er avril 2020 pour les salariés de droit privé des établissements dont il a la charge, atteints ou suspectés d’infection au covid-19, ou faisant l’objet de mesures d’isolement, d’éviction ou de maintien à domicile au titre des mesures prises en application de l’article L. 16-10-1 du code de la sécurité sociale à l’exclusion des salariés mentionnés au quatrième alinéa du I de l’article 20 de la loi du 25 avril susvisée. (Loi de finance rectificative)  
     
   II. – 1° Le médecin du travail établit, le cas échéant, la lettre d’avis d’interruption de travail du salarié concerné selon le modèle mentionné à l’article L. 321-2 du code de la sécurité sociale. Il la transmet sans délai au salarié et à l’employeur concerné. Le salarié adresse cet avis, dans le délai prévu à l’article R. 321-2 du même code, à l’organisme d’assurance maladie dont il relève ;

2° Par dérogation aux dispositions du 1°, pour les salariés mentionnés aux deuxième et troisième alinéas du I de l’article 20 de la loi du 25 avril 2020 susvisée, le médecin du travail établit une déclaration d’interruption de travail sur papier libre qui comporte les informations suivantes :  
– l’identification du médecin ;  
– l’identification du salarié ;  
– l’identification de l’employeur ;  
– l’information selon laquelle le salarié remplit les conditions prévues aux deuxième et troisième alinéas du I de l’article 20 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020.

Le médecin transmet la déclaration d’interruption de travail sans délai au salarié. Le salarié l’adresse sans délai à l’employeur aux fins de placement en activité partielle.

Les dispositions du présent décret sont applicables aux arrêts de travail et aux déclarations d’interruption de travail délivrés à compter du lendemain de sa publication et jusqu’à la date fixée à l’article 3 du décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 susvisé.

[Consultez le décret.](https://drive.google.com/open?id=1msSxk7S2R2jjm2WmA4f36r6Izlh0qheb)

# Offres de services des acteurs numériques : les entreprises technologiques se sont mobilisées pour proposer gratuitement (ou au moins avec une offre promotionnelle importante) leurs solutions innovantes. Cette solidarité doit aider les Français à traverser cette épreuve commune. Cliquer sur le lien suivant : [Catégories de services présentés](https://www.economie.gouv.fr/coronavirus-offre-services-numeriques?xtor=ES-39-%5bBIP_COVID-19%5d-20200326-%5bhttps://www.economie.gouv.fr/coronavirus-offre-services-numeriques%5dhttps://www.economie.gouv.fr/coronavirus-offre-services-numeriques?xtor=ES-39-%5bBIP_COVID-19%5d-20200326-%5bhttps://www.economie.gouv.fr/coronavirus-offre-services-numeriques%5d)

Prime exceptionnelle liée au Covid

Les règles d’utilisation de la prime exceptionnelle liée au Covid 19 ont été conjointement définies par les ministères du travail, de l’économie et des solidarités vendredi 17 avril. [Pour retrouver ces règles cliquer ici](https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/coronavirus-covid-19/questions-reponses-par-theme/article/primes-exceptionnelles-et-epargne-salariale)

# **Activité partielle**

****

**Chômage Partiel**  
  
Pensez à faire votre déclaration d'activité partielle !   
**Désormais, aucune demande d’activité partielle ne peut avoir un caractère rétroactif ! Si vous souhaitez prolonger l’activité partielle au-delà du 28 juin, votre dossier doit par conséquent obligatoirement être déposé au plus tard aujourd'hui le vendredi 26 juin.**

# 

**Activité partielle en période de post-confinement**

La période post-confinement se traduit par une reprise de l’activité plus ou moins dynamique selon les secteurs d’activité. L’activité partielle reste en effet un outil nécessaire à bon nombre d'entreprises.

Dans ce cadre, nous souhaitons attirer votre attention sur certaines étapes à venir.

* **Évolution de la prise en charge par l’État à compter du 1er juin 2020**.
* **Prolongation de l’activité partielle**. Le recours à l’activité partielle peut porter sur une période pouvant aller jusqu’à 12 mois.
* **Modalités de contrôle de l’activité partielle**. Les courts délais d’instruction dont bénéficie la Direccte dans le cadre de l’activité partielle vont entraîner des contrôles dans les entreprises dans les mois à venir. Le Ministère du travail a donné des consignes en ce sens et accordé des moyens supplémentaires à ses services.

[**Pour en savoir plus, cliquer ici**](https://cpme-bretagne.fr/post-confinement/)

# Quels établissements sont concrètement visés par l’activité partielle dans ce contexte particulier ?

 A l’heure actuelle, ce sont les établissements relevant des catégories mentionnées à l'article GN1 de [l'arrêté du 25 juin 1980](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;?cidTexte=LEGITEXT000020303557) et qui sont listés par l'arrêté du 15 mars :

·         Salles d'auditions, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usage multiple

·         Magasins de vente et Centres commerciaux, sauf pour leurs activités de livraison et de retraits de commandes ;

·         Dans cette catégorie, les établissements exerçant l'une des activités figurant à l'annexe de l'arrêté du 15/03 peuvent toutefois continuer à recevoir du public.

·         Restaurants et débits de boissons, sauf pour leurs activités de livraison et de vente à emporter, le “room service” des restaurants et bars d'hôtels et la restauration collective sous contrat ;

·         Salles de danse et salles de jeux ;

·         Bibliothèques, centres de documentation ;

·         Salles d'expositions ;

·         Etablissements sportifs couverts ;

·         Musées ;

·         Chapiteaux, tentes et structures ;

·         Etablissements de plein air ;

·         Etablissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances, centres de loisirs sans hébergement, sauf ceux relevant des articles 4 et 5.

·         Les établissements de culte, relevant de la catégorie V, sont autorisés à rester ouverts. Tout rassemblement ou réunion de plus de 20 personnes en leur sein est interdit jusqu'au 15 avril 2020, à l'exception des cérémonies funéraires.

Si votre activité est contrainte de fermer suite aux annonces d’Édouard Philippe ou si votre activité est réduite compte tenu du contexte, vous pouvez recourir au dispositif d’activité partielle.

Ce dispositif vous permet, selon vos besoins, de réduire temporairement l’horaire de travail pratiqué dans l’entreprise en deçà de la durée contractuelle du travail de vos salariés ou demander à vos salariés de cesser temporairement toute activité et de bénéficier d’une prise en charge financière de l’État.

La mise en œuvre de l’activité partielle obéit à un certain formalisme, notamment une demande d’autorisation préalable auprès de la Direccte par voie dématérialisée (précisant notamment le contexte de l’entreprise). Celle-ci dispose d’environ 48 heures, pour donner son autorisation ou son refus.

Compte tenu du contexte, la Direccte devrait faire preuve d’une grande souplesse.

En ce qui concerne la rémunération des salariés, vous devez rémunérer les heures effectuées aux conditions habituelles. Pour les heures perdues en dessous de la durée contractuelle du travail, les salariés perçoivent une indemnisation. En effet, pour chaque heure indemnisable, vous devez verser aux salariés une indemnité égale à 70 % de leur rémunération brute de référence ou au minimum le SMIC net.

Je vous précise toutefois que ces obligations ne concernent que les heures en deçà de 35 heures. Vous n’êtes tenu à aucune obligation de maintien de salaire pour les heures entre 35 et 39 heures. Ainsi, le chômage partiel entrainera une baisse conséquente du salaire net de votre salarié.

Le versement du salaire a lieu chaque mois aux échéances normales de paie.

Le remboursement se fait par le biais d’une demande d’indemnisation des heures chômées à l'Agence de services et de paiement. Celle-ci vous versera mensuellement une allocation de 7.74 euros par heure indemnisable, par salarié.

Indemnisation des arrêts de travail « garde d’enfant » et « personne à risque » dans un contexte d’activité partielle

La [circulaire ministérielle du 12 juillet 2013](http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2015/07/cir_39848.pdf) sur l’activité partielle traite de l’impossible cumul de l’indemnisation pour arrêt de travail et pour activité partielle pour les arrêts de travail classiques. Quant à la jurisprudence, elle plafonne l’indemnisation perçue par le salarié en arrêt de travail à ce qu’il aurait perçu en activité partielle – pour les arrêts ayants débutés après l’activité partielle. Cette solution est transposable aux arrêts de travail « garde d’enfant » ou « personne à risque » qui suivent les mêmes principes généraux que les arrêts de travail classiques.

Par conséquent, si l’employeur verse un complément de salaire au malade (ou l’organisme de prévoyance selon le contrat applicable à l’entreprise), celui-ci doit être calculé de façon à porter la rémunération du salarié à hauteur de l’indemnité d’activité partielle qu’il aurait perçue s’il avait été en activité :

* La réponse est claire dès lors que l’arrêt de travail est postérieur à l’activité partielle
* Quand l’arrêt de travail est antérieur à l’activité partielle, il suit en principe le régime qui était applicable au premier jour de l’arrêt. En revanche, à l’occasion de son renouvellement, si l’entreprise est encore en activité partielle, l’arrêt de travail ne pourra être indemnisé au-delà de l’indemnisation prévue pour les salariés en activité partielle.

Le tableau suivant synthétise les différentes solutions en fonction de la date de début de l’arrêt de travail.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Début antérieur à l’activité partielle** | **Début postérieur à l’activité partielle ou renouvellement postérieur** |
| **Arrêt de travail (maladie, AT, MP, « garde d’enfant », « personne à risque »)** | IJSS + indemnisation de l’employeur (mini 90% du salaire brut) *\*ou de l’organisme de prévoyance selon le contrat applicable* | IJSS + indemnisation de l’employeur plafonnée (70% du salaire brut, soit 84% du net) *\*ou de l’organisme de prévoyance selon le contrat applicable*  **L’arrêt pour garde d’enfant ne pourra pas être délivré en cas d’activité partielle à 100%, le contrat étant suspendu outre que** l’attestation sur l’honneur du salarié sera considérée comme de mauvaise foi car le salarié demandeur peut garder ses enfants |

**Divers - Consultez les fiches :**

* S’inscrire et se connecter au [service dématérialisé d’activité partielle](https://drive.google.com/open?id=1dIrJ1N8AYsOV9hCHkCcfOsPXce2RA7eJ)

-    Description du [**nouveau système d’activité partielle**](https://travail-emploi.gouv.fr/emploi/accompagnement-des-mutations-economiques/activite-partielle), beaucoup plus protecteur pour les entreprises et les salariés, qui sera adopté par décret, mais sera rétroactif pour couvrir toutes les demandes formulées depuis le 1er mars.

-    [**Règles d’éligibilité à l’activité partielle**](https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-covid-19-employeurs-etes-vous-eligibles-a-l-activite-partielle), appliquées par les Direccte

- Le Gouvernement précise **les** [**nouvelles règles applicables aux demandes**](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_03_25_covid19-dispositif-exceptionnel-activite-partielle.pdf) d’indemnisation qui ont été déposées au titre de l’activité partielle, à compter du 1er mars 2020

* Une assistante téléphonique gratuite a été mise en place pour accompagner les employeurs dans la prise en main de l’outil « [activité partielle](http://bretagne.direccte.gouv.fr/Coronavirus-Activite-partielle-delai-de-30-jours-pour-deposer-sa-demande)» **0 800 705 800** *(accessible de 8h à 18h).* Les demandes d’assistance technique sont à adresser par courriel : [contact-ap@asp-public.fr](mailto:contact-ap@asp-public.fr)

# **Chômage partiel**

Seuls les salariés bénéficient des mesures de chômage partiel.

Ne sont donc pas concernés les travailleurs indépendants, les mandataires sociaux, les stagiaires. Les apprentis peuvent également bénéficier du dispositif.

Les salariés sous convention de forfait en heures ou en jours sur l’année sont :

* Exclus du champ d’application de l’activité partielle en cas de réduction d’horaire ;
* Mais pas en cas de fermeture de tout ou partie d’établissement partielle. Ainsi, dès qu’un établissement est fermé, pour une durée minimale d’une demi-journée, ces 2 catégories de salariés sont éligibles au bénéfice de l’activité.

Concernant la notion de « fermeture d’établissement », il faut entendre l’arrêt total de l’activité :

* D’un établissement ou partie d’établissement,
* Ou d’une unité de production,
* Ou d’un service, ✓ Ou d’un atelier,
* Ou bien encore d’une équipe chargée de la réalisation d’un projet notamment en matière de prestations intellectuelles.

Le chômage partiel concerne les entreprises qui, après avoir mis en place toutes les mesures pour maintenir leur activité (télétravail et congés payés, dans la mesure du possible, etc.), sont contraintes de réduire ou de suspendre leur activité.

Point important à noter : Chômage partiel simplifié

Au cours des prochains jours, une ordonnance supplémentaire devrait être publiée, afin de faciliter le recours au chômage partiel. Le dispositif sera ouvert aux employés à domicile, aux assistantes maternelles ainsi qu’aux VRP et aux salariés dont le temps de travail est décompté en jours et non pas en heures.

Des améliorations seront, de surcroît, apportées, notamment pour les personnes travaillant à temps partiel : ainsi, ceux qui sont à mi-temps au salaire minimum percevront 100% de la moitié du SMIC (et non pas 84% comme aujourd’hui).

Le gouvernement prévoit aussi de renforcer la protection des parents qui sont aujourd’hui contraints de garder leur enfant, et pour qui il n’y aura ni délai de carences, ni conditions d’ancienneté. L’ordonnance prévoit que leur rémunération sera au moins égale à 90% de leur salaire net.

Votre demande doit indiquer précisément les effets de l’épidémie de Covid19 sur l’activité de votre entreprise. Ces précisions conditionnent le délai de traitement de votre demande.

L’entreprise doit justifier de réelles difficultés économiques, qui peuvent notamment être causées par l’interruption temporaire des activités non-essentielles, la baisse d’activité liée à l’épidémie (par exemple : difficultés d’approvisionnement, annulation de commandes…), l’interdiction de manifestations publiques à la suite d’une décision administrative, ou encore l’absence de salariés indispensables à l’activité de l’entreprise.

Conservez tous les éléments pouvant préciser et appuyer cette demande durant 3 ans. [Télécharger la fiche dédiée à l’activité partielle](https://www.cpme.fr/sites/default/files/2020-03/200319_activit%C3%A9_partielle.pdf)

**Les nouveautés publiées** à la Une du Journal Officiel

* Vous avez désormais deux mois après la demande pour consulter le comité social et économique et transmettre son avis à l'administration.
* Vous avez un délai de 30 jours à compter du placement des salariés en activité partielle pour faire votre demande lorsqu'elle est justifiée par le motif de circonstances exceptionnelles.
* Jusqu'au 31 décembre 2020, le délai d'acceptation exprès ou tacite des demandes d'autorisation préalable est ramené de 15 à 2 jours.

**Les dispositions en attente de publication au JO**

* Ouverture du dispositif aux employés à domicile, aux assistantes maternelles ainsi qu’aux VRP et aux salariés dont le temps de travail est décompté en jours et non en heures.
* Améliorations pour les personnes travaillant à temps partiel : les salariés à mi-temps au Smic percevront 100% de la moitié du Smic (et non pas 84% comme aujourd’hui).

Protection des parents qui sont aujourd’hui contraints de garder leur enfant, pour qui il n’y aura ni délai de carences, ni conditions d’ancienneté.

***Nous précisons que la CPME Nationale ne partage pas l’analyse qui est faite quant à la responsabilité pénale de l’employeur. Nous maintenons notre demande de voir celle-ci expressément limitée dans la période actuelle à une obligation de moyen.***

Ministère du travail indique que les demandes de chômage partiel pour le mois de mars pourront être déposées jusqu’au 30 avril avec effet rétroactif.

**Activité partielle : nouveau dispositif suite au Covid-19 - 30/03/2020**

Afin de limiter les conséquences économiques de l’épidémie de Covid-19 sur l’activité des entreprises, le dispositif d’activité partielle (chômage partiel) est modifié \* :

* **L’activité partielle peut être mise en œuvre sans autorisation préalable de la Direccte :** La demande peut être effectuée auprès de la Direccte dans les 30 jours qui suivent le début de l’activité partielle. Jusqu’au 31 décembre 2020, l’absence de réponse de la Direccte sous 48 h vaut décision d’accord.
* **L’employeur bénéficie d’une indemnisation plus importante :**   
  L’allocation couvre 70 % de la rémunération brute du salarié. Cette allocation est au moins égale au Smic (8,03 € sauf cas particuliers) et est plafonnée à 70 % de la rémunération retenue dans la limite de 4,5 Smic. Elle ne peut pas être supérieure à l’indemnité versée par l’employeur au salarié
* **Le dispositif est étendu à de nouvelles catégories de salarié :**
* Le personnel des entreprises inscrites au répertoire national des entreprises contrôlées majoritairement par l’Etat (RECME) ;
* Le personnel des entreprises électriques et gazières, employé dans les conditions du droit privé ; sous réserve que leur employeur remplisse les obligations de déclaration et de versement des contributions et cotisations sociales françaises (y compris d’assurance chômage) auxquelles il est tenu pour tout emploi de salarié ;
* Les salariés en forfait jours ou heures, auquel le dispositif s’applique également en cas de réduction de l’activité de l’entreprise ;
* Les salariés saisonniers (bénéfice de l’indemnité horaire jusqu’au terme de la saison en cours) ;
* Les salariés des particuliers employeurs (sur ce point consultez notre [foire aux questions Particuliers employeurs/salariés à domicile](https://www.urssaf.fr/portail/home/actualites/foire-aux-questions.html)).
* **Un nouveau régime social s’applique aux indemnités d’activité partielle versées aux salariés à compter des périodes d'emploi de mars et jusqu’à une date fixée par décret et au plus tard au 31 décembre 2020.**

**Pour plus d’information consultez** [le site de l’URSSAF](https://www.urssaf.fr/portail/home/actualites/toute-lactualite-employeur/activite-partielle--nouveau-disp.html)

**Transformation en profondeur du système d’information de l’activité partielle pour répondre à l’afflux sans précédent de demandes des entreprises**

Pour **faire face à une croissance jamais connue de demandes de la part des entreprises, le Ministère du Travail, en lien avec l’Agence de Services et de Paiement (ASP), a revu entièrement le système d’information de l’**[activité partielle.](https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/presse/communiques-de-presse/article/transformation-en-profondeur-du-systeme-d-information-de-l-activite-partielle)

[Lire le communiqué](https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/presse/communiques-de-presse/article/transformation-en-profondeur-du-systeme-d-information-de-l-activite-partielle)

**Précisions sur l'indemnité d'activité partielle**

De nouvelles précisions sont apportées par le ministère du Travail, notamment des fiches relatives à l’articulation Activité partielle et maladie, ainsi que des précisions sur les modalités de calcul de l’allocation de l’activité partielle pour les professions dont la durée du travail est soumise à un régime d’équivalence. Accéder au [Questions / Réponses](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_04_03_covid19-document-precisions-activite-partielle_3_avril.pdf)

Un document d’aide au processus de création de compte jusqu’à la demande d’indemnisation est disponible [ici](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_04_pas_a_pas_si_activite_partielle_avril_2020.pdf).

Le montant de l’indemnité d’activité partielle est de 70% de la rémunération brute. Ce montant est soumis à la CSG (6,2%) et à la CRDS (0,5%) mais est exonéré de cotisations de sécurité sociale[. Toutes les infos sur le régime social et fiscal de l'indemnité d'activité partielle complémentaire](https://drive.google.com/open?id=1TuhseEd4MKrm-A2hTq5rFr_PvcPmWADK" \o "Toutes les infos sur le régime social et fiscal de l'indemnité d'activité partielle complémentaire " \t "_blank)

**Important** Le document apportant des précisions sur les évolutions procédurales a fait l’objet d’une mise à jour portant sur les modalités de calcul du taux horaire pour l’indemnité d’activité partielle et l’allocation d’activité partielle. Accéder au [document](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_04_10_covid19-document-precisions-activite-partielle.pdf)

**Important** Si lors de la création de compte votre établissement existe déjà, et que vous avez perdu vos identifiants de connexion, suivez les consignes décrites dans la fiche "Process de récupération des identifiants" Télécharger [la fiche de la DGEFP](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_04_14_process_recup_id_apart-covid-19_100420.pdf)|

Les demandes de chômage partiel pour le mois de mars pourront être déposées jusqu’au 30 avril avec effet rétroactif.

Les conditions d’accès à l’activité partielle pour tous les nouveaux publics ont été résumées, explicitées et mises à jour ce lundi par le ministère du travail, [Cliquer ici](https://travail-emploi.gouv.fr/emploi/accompagnement-des-mutations-economiques/activite-partielle). L’ordonnance permettant de recourir à une activité partielle individualisée sera adoptée ce mercredi en conseil des ministres, et publiée jeudi ou vendredi. Elle prévoira l’accès à l’activité partielle individualisée soit par accord d’entreprise, soit après avis conforme du CSE ou du conseil d’entreprise.

Covid19 - FAQ – Activité partielle – Vous avez des difficultés d'accès à l'extranet ? Veuillez trouver un Pas-à-pas de création d'une demande d'indemnisation ainsi qu’un document relatif aux difficultés techniques rencontrées par les utilisateurs avec l’Extranet ASP

* [Pas à pas création d’une demande d’indemnisation](https://drive.google.com/open?id=1VJwsS5urw5e56_z1Pr8-d5Y-ZPKTJWgj)
* [Document relatif aux difficultés techniques rencontrées par les utilisateurs](https://drive.google.com/open?id=1iiykMJDXquoYDyrrtAMqN2BnUhV9tSK4)

# Activité Partielle - Rappels

Si votre activité est réduite ou interrompue et/ou que vous n'avez pas la possibilité de déployer le télétravail, vous pouvez placer tout ou partie de vos salariés en Activité Partielle, avec l'accord de la Direccte.

Rappel des démarches en deux étapes :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| |  |  | | --- | --- | | |  | | --- | | **Étape 1 | Demande d'autorisation** | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| |  |  | | --- | --- | | |  | | --- | | Après avoir évalué votre situation et notifié vos salariés de leur placement en Activité partielle, vous devez demander une autorisation de la Direccte sur le site [activitepartielle.emploi.gouv.fr.](https://activitepartielle.emploi.gouv.fr/aparts/)  Vous pouvez demander jusqu'à 1607 heures de chômage partiel par an et par salarié. Vous avez 30 jours pour faire la demande. Sans réponse de la Direccte sous 48h, votre demande sera considérée comme acceptée.  **Attention, l’Activité Partielle n’est pas acceptée automatiquement. Il faut motiver votre demande et justifier l’impossibilité de maintenir vos salariés à 100% de leur activité habituelle.** Nous vous recommandons de communiquer un maximum de justificatifs.  S’il vous manque votre identifiant / mot de passe, contactez : [contact-ap@asp-public.fr](mailto:contact-ap@asp-public.fr)  **Votre demande initiale est incomplète ?** Dès qu'elle sera validée, vous pourrez déposer une demande d'avenant depuis votre espace en ligne. | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| |  |  | | --- | --- | | |  | | --- | | **Étape 2 | Demande de remboursement** | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| |  |  | | --- | --- | | |  | | --- | | **Après avoir réalisé les salaires et effectué vos DSN, vous devez chaque mois faire une demande de remboursement en fonction des heures réellement chômées.** | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| |  |  | | --- | --- | | |  | | --- | | Si votre demande est acceptée, vous recevrez le paiement sous 7 à 10 jours. La Direccte est susceptible de vous contacter pour obtenir des informations complémentaires avant de procéder au remboursement ; surveillez bien votre messagerie. | | |

|  |  |
| --- | --- |
| |  | | --- | |  | |

Activité partielle : Le document Questions/Réponses relatif au dispositif exceptionnel d’activité partielle qui apporte des précisions sur les évolutions procédurales a fait l’objet d’une mise à jour portant sur les demandes d’activité partielle pour les personnes vulnérables ou les parents contraints de garder leur enfant.

* Accéder au [Questions/Réponses](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid19-doc-precisions-activite-partielle.pdf)

**Formation des salariés en activité partielle**:

La crise sanitaire liée au Covid-19 a eu pour conséquence la mise en activité partielle de plus de 10 millions de salariés relevant de 820 000 entreprises, soit près de six entreprises sur dix concernées par ce dispositif. Ce chiffre risque par ailleurs de s’accroître avec le basculement automatique au 1er mai de certains arrêts de travail.

Afin de permettre aux entreprises d’investir et de développer les compétences de ses salariés en raison d’une baisse d’activité prolongée, des mesures de renforcement et de simplification de dispositifs proposés ont été mises en place.

Ainsi, le dispositif d’aide à la formation du Fonds National de l’Emploi (FNE-Formation) a été adapté et renforcé pour répondre aux besoins et attentes des entreprises.

En cas de sous-activité prolongée, voire d’arrêt total de l’activité, les entreprises peuvent demander à bénéficier du FNE-Formation en plus de l’activité partielle afin d’investir dans les compétences des salariés. Dans le cadre de la crise du Covid-19, le dispositif FNE-Formation est renforcé pour soutenir les démarches en faveur du développement des compétences, qui seront au cœur de la relance dans l’après crise. Il est renforcé de manière temporaire afin de répondre aux besoins des entreprises en activité partielle par la prise en charge des coûts pédagogiques.  Il est accessible à toutes les entreprises qui ont des salariés en chômage partiel. [Plus d’informations](http://bretagne.direccte.gouv.fr/Coronavirus-l-Etat-encourage-les-formations-pour-les-salaries-en-activite)

Consultez la page du site internet de la [DIRECCTE Bretagne consacré au FNE Formation](http://bretagne.direccte.gouv.fr/Coronavirus-l-Etat-encourage-les-formations-pour-les-salaries-en-activite)

Dispositif FNE-Formation

Le dispositif FNE-Formation est désormais ouvert à l’ensemble des entreprises qui ont des salariés en activité partielle.

En cas de sous-activité prolongée, voire d’arrêt total de l’activité, les entreprises peuvent demander à bénéficier du FNE-Formation en plus de l’activité partielle afin d’investir dans les compétences des salariés.

Le FNE-Formation a pour objet la mise en œuvre d’actions de formation, afin de faciliter la continuité de l’activité des salariés face aux transformations consécutives aux mutations économiques et technologiques, et de favoriser leur adaptation à de nouveaux emplois.

Boîte à outils :

* [Questions réponses FNE](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/qr-covid-fne-formation.pdf)
* [La demande de subvention au titre de la FNE Formation](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/demande-subvention-fne-formation.pdf)
* [Convention de formation](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/convention-formation-fne-formation.pdf)
* [Fiche CPME FNE-Formation](https://drive.google.com/open?id=1yKNQcIMS_0wPBEvwKi8dsAsqoB3W24Le)

Pour plus d’informations, vous pouvez consulter [le site du Ministère](https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/coronavirus-covid-19/questions-reponses-par-theme/article/fne-formation?var_mode=calcul)

Fiche d’information sur le dispositif exceptionnel FNE en application du décret N°2020 du 25 mars 2020 relatif à l’activité partielle et à l’ordonnance 2020-346 du 27 mars 2020 portant mesures d’urgence en matière d’activité partielle, ouvrant la possibilité de prise en charge par l’Etat des coûts pédagogiques des actions de formation suivies par les salariés placés en activité partielle.

Vous trouverez également le dossier de demande de subvention simplifiée pour l’entreprise qu’elle devra adresser à l’OPCO.

* [Fiche demande simplifiée de la DIRECCTE](https://drive.google.com/open?id=1TjMO3aviIQn9oC02wZim-0cUOA4_MDMw)
* [Covid19 FNE Formation](https://drive.google.com/open?id=1ozAPwCqI9sJUCpj_xx3aniUBEqu2IvwG)

**Consultez la fiche :** [*Demande d’indemnisation modificative par l’Entreprise – La régularisation*](https://drive.google.com/open?id=1DfN813pEWIvq2hO7-MgM97sNWISCNfg3)

Cette fiche ne concerne que les demandes de régularisation pour des demandes d’indemnisation déjà payées. Pour des modifications avant validation de la DIRECCTE veuillez-vous reporter à la fiche correspondante.

**A voir également :** [Récupérer ma DI](https://drive.google.com/open?id=1Kn1noyJz8qejp-RFmoO6pqsLws4FyHWW)

## **Actualisation des dispositifs déjà en place**

## Consultez la dernière mise à jour : [Activité partielle](https://drive.google.com/open?id=1p31d52AI_uMu5V-u_Ay905q6uzHt3JMR" \t "_blank)

# Activité partielle : ce qui change au 1er juin 2020

## **Évolution de la prise en charge de l'indemnité d'activité partielleau 1er juin**

Depuis le début de la crise sanitaire, le Gouvernement a mis en place un dispositif d'activité partielle (aussi appelé chômage partiel ou technique) pour favoriser le maintien dans l'emploi des salariés. L'indemnité versée au salarié pendant les heures non travaillées était prise en charge à 100 % par l'État et l'Unedic.

Dans le cadre du déconfinement, la prise en chargede l'indemnité d'activité partielle évolue au 1er juin 2020 pour les secteurs où l'activité économique reprend progressivement : elle passera de 100% à **85 %** de l'indemnité versée au salarié dans la limite (inchangée) de 4,5 SMIC.

**Cette modification ne changera rien pour les salariés :** ils continueront à percevoir 70 % de leur rémunération brut (soit environ 84 % du salaire net) et au minimum le SMIC net.

## Maintien de la prise en charge de l'indemnité d'activité partielle à 100 % pour certains secteurs

**Les** [**secteurs faisant l'objet de restrictions législatives ou réglementaires**](https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/plan-soutien-secteur-tourisme)**, en raison de la crise sanitaire, comme le tourisme, la restauration ou la culture, continueront à bénéficier d'une prise en charge à 100 %.**

Cette mesure sera mise en œuvre par décret.

L'objectif est d'encourager la reprise d'activité dans les secteurs qui ne subissent plus de contraintes à la reprise tout en préservant des secteurs demeurant fermés ou très impactés par les mesures sanitaires et en garantissant le même niveau d'indemnisation pour les salariés.

[Plus d’informations sur le chômage partiel](https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/dispositif-de-chomage-partiel)

****

Le Gouvernement vient de présenter les nouvelles règles d'indemnisation du chômage partiel, applicables dès le 1er juin "afin d'accompagner la reprise de l'activité économique", précise la ministre du Travail, Muriel Pénicaud. Dorénavant, les entreprises verseront 15 % du chômage partiel (jusqu'ici à la charge à 100 % de l'État et l'Unédic), **sauf dans la restauration et le tourisme**.

Le salarié continuera à percevoir au minimum 70 % de sa rémunération brute (84 % du net environ), dans la limite de 4,5 SMIC, et au minimum le Smic net.

Une modulation par secteur est à l'étude. Les secteurs concernés seront ceux faisant "l'objet de restrictions législatives ou réglementaires particulières en raison de la crise sanitaire" comme le tourisme, la culture ou encore la restauration qui "continueront à bénéficier d'une prise en charge à 100 %".

A noter, le chômage partiel est maintenu après le 2 juin, sur la base d'une attestation de l'école, pour les parents ne pouvant scolariser leur enfant.

Selon le ministère du Travail, 8,6 millions de salariés, soit plus d'un tiers des salariés du privé, auraient bénéficié du chômage partiel en avril. Le coût de ce dispositif, largement utilisé depuis mars pour éviter la flambée du chômage, serait de 24 milliards d'euros.

****

**Taux horaire allocation d’activité partielle**

Jamais le dispositif d'activité partielle n'aura connu de si nombreux et importants changements sur une même année civile.

**Le décret fixant le taux horaire de l’allocation d’activité partielle majorée à 70%** (au lieu de 60%) remboursée à l’employeur pour certains secteurs ou entreprises fermées a été publié le 30 juin. Il contient aussi la liste des secteurs éligibles en annexe. Ces dispositions s'appliquent aux demandes d'indemnisation adressées à l'Agence de services et de paiement au titre des heures chômées par les salariés depuis le 1er juin 2020 et jusqu'au 30 septembre 2020.

Bénéficient de cette majoration, les employeurs :

* qui relèvent des secteurs prioritaires dont l’activité a été particulièrement réduite du fait des conséquences économiques et financières de la propagation de l’épidémie de covid-19 (tourisme, hôtellerie, restauration, sport, culture, évènementiel) ;
* Ou relevant des secteurs dont l’activité est fortement liée à ces secteurs prioritaires sous condition d’une très forte baisse de leur chiffre d’affaires (80% durant la période comprise entre le 15 mars et le 15 mai).
* Ou enfin relevant d'autres secteurs et dont l'activité principale, impliquant l'accueil du public, est interrompue du fait de la propagation de l'épidémie en application d'une obligation légale ou réglementaire ou d'une décision administrative, à l'exclusion des fermetures volontaires.

La CPME, à la demande de beaucoup d’entre vous, s’est battue pour que puissent aussi bénéficier d’une majoration de l’activité partielle :

* D’une part les employeurs appartenant à des secteurs non listés parmi ceux éligibles qui, compte tenu de leur type de marché et de leur clientèle, auront été impactés différemment ou, à défaut, pour que la liste des secteurs concernés par la majoration soit élargie ;
* D’autre part les employeurs ayant fermé volontairement du fait de l’absence de retour de la clientèle ou parce qu’une partie de leur effectif n’était pas disponible en raison de problèmes de garde d’enfant ou de personnes considérées comme « vulnérables. »

Si la CPME avait été entendue sur la prolongation de la prise en charge de l’activité partielle après le 1er juin, elle n’a malheureusement pas été suivie sur l’assouplissement des conditions du bénéfice de la majoration.

Nous continuerons néanmoins à nous employer à faire évoluer le dispositif. [Consultez le décret](https://drive.google.com/file/d/158fbhPQ2DeDW5tuJOxiKtLLTqdDYBnkc/view?usp=sharing)

****

**Post-Covid : activité partielle et assouplissement de CDD**

Conditions de recours à l’activité partielle, allocations et indemnités, trame d’accord pour l’assouplissement d’un CDD : consultez les récentes évolutions de ces dispositifs.

Nous mettons à votre disposition nos fiches pratiques mises à jour en temps réel, pour vous informer de A à Z sur ces dispositions, [téléchargez-les.](https://cpme-bretagne.fr/post-confinement/)

**Durée du travail portée jusqu’à 60H par semaine**

Le gouvernement rallonge la durée légale du travail, jusqu’à 60 heures par semaine, contre 48 heures actuellement, et 46 heures contre 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines.

Ces rallongements du temps de travail devront se faire en «*respectant naturellement les temps de repos et en majorant les heures supplémentaires dès la 36e heure de travail* » a précisé la ministre du Travail.

Cette nouvelle mesure s’applique uniquement aux secteurs, « *jugés essentiels à la continuité de la vie économique et à la sûreté de la nation,* ». La liste de ces secteurs, qui seront soumis à ces dérogations temporaires, sera publiée par décret. Seraient notamment concernés les secteurs de « l'énergie », des « télécoms », de « la logistique », des « transports » ou encore de « l'agroalimentaire », a précisé l'entourage de la ministre du Travail.  
  
Le travail du dimanche sera également ouvert pour ces secteurs définis, sur la base du volontariat.  
  
Tout employeur faisant usage d’au moins une des dérogations admises devra en informer sans délai le comité social et économique ainsi que le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l’emploi.

# **Régime applicable en matière de travail le 1er mai**

La Direction Générale du Travail a communiqué aux Préfets et aux DIRECCTE une note qui précise les conditions dans lesquelles le travail peut être autorisé le 1er mai, compte-tenu de l’urgence et afin de prendre en compte la situation exceptionnelle liée à la crise sanitaire.

Cette note rappelle qu’en application des dispositions de l’article [L.3133-6 du code du travail](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000033020878&cidTexte=LEGITEXT000006072050&dateTexte=20160810), « dans les établissements et services qui, en raison de la nature de leur activité, ne peuvent interrompre le travail, les salariés occupés le 1er mai ont droit, en plus du salaire correspondant au travail accompli, à une indemnité égale au montant de ce salaire. Cette indemnité est à la charge de l'employeur. »

En l’absence de précisions législatives et réglementaires, il est d’usage de considérer que les dispositions visées ci-dessus s’appliquent par principe aux établissements bénéficiant d’une dérogation permanente de droit au repos dominical sur le fondement de [l’article L.3132-12 du code du travai](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006902591&cidTexte=LEGITEXT000006072050&dateTexte=20080501)l. La liste des catégories d’établissements concernés est fixée par l’article [R.3132-5 du code du travail](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000032671694&cidTexte=LEGITEXT000006072050&dateTexte=20161211).

A l’intérieur de ces catégories, sont concernés les établissements dont le fonctionnement est rendu nécessaire par les « contraintes de la production » ou les « besoins du publics », et il appartient aux établissements qui se prévalent de la dérogation d’en établir la justification au regard de la nature de leur activité.

La note précise également que la production de masques concourant à la prévention de la propagation de l’épidémie doit être regardée, dans les circonstances actuelles, comme « répondant aux besoins du public. »

# **Souplesse pour les congés payés et RTT**

L’article 1er de l'Ordonnance portant mesures d’urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos"permet à un accord collectif de branche ou d’entreprise d’autoriser l’employeur, par dérogation aux dispositions applicables en matière de durée du travail et de prise des congés payés et aux stipulations conventionnelles en vigueur au niveau de l’entreprise de l’établissement ou de la branche, d’imposer la prise de congés payés ou de modifier les dates d’un congé déjà posé, dans la limite de six jours ouvrables, soit une semaine de congés payés, en respectant un délai de prévenance d’au moins un jour franc.

Consulter :

* [L’ordonnance portant mesures d’urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos](https://drive.google.com/file/d/1G8oUsIeIno2G02jNHeDphWttQre3h88X/view)
* [Lire l'ordonnance qui modifie à titre exceptionnel, les dates limites et les modalités de versement des sommes versées au titre de l’intéressement et de la participation](https://drive.google.com/file/d/19Et3ZiIR7OiEG2RM_sh42t1vI4eyoAEW/view)

Face à la situation exceptionnelle d’épidémie à laquelle la France est confrontée, le gouvernement a prévu la possibilité pour l’employeur d’imposer la prise des jours de congés payés par accord collectif d’entreprise ou de branche (ordonnance modifiée n°2020-323 du 25 mars 2020).

La prise de jours de congés payés peut :

* D’une part, limiter le recours à l’activité partielle entrainant une baisse de rémunération et faire bénéficier les salariés d’un maintien de leur rémunération par le versement d’une indemnité de congés payés ;
* Et, d’autre part, préparer la reprise d’activité dès que les conditions de santé publique le permettront pour que tous les salariés soient mobilisés afin d’accompagner la poursuite de l’activité dans les meilleures conditions possibles.

Pour vous accompagner, veuillez trouver :

* Une proposition de trame d’accord collectif relatif aux mesures exceptionnelles de fixation et de modification des dates de congés payés à adapter selon votre contexte ; [Cliquez ici](https://drive.google.com/open?id=1AlLHOO8RyLOGJj6WSXjZk8TRkt9uz_70)
* Précédée d’une note sur les modalités de cette négociation de fixation des congés payés, outre un rappel des règles de fixation des RTT, liquidations des comptes épargne temps et allongement des durées maxima de travail. [Cliquez ici](https://drive.google.com/open?id=1_OtjEol-qyfwTP-Pz7eOMuWAw4ZXZjcc)

# **Reprise de l'activité : propositions de l'Agence européenne pour la santé et la sécurité au travail**

Mise à jour de l'évaluation des risques, adaptation de l'aménagement du lieu de travail et de l'organisation du travail, gestion des télé salariés... L'Agence d’information de l’Union européenne pour la santé et la sécurité au travail (OSHA) a délivré le 24 avril ses recommandations pratiques pour accueillir de nouveau les salariés dans les entreprises.

Ces lignes directrices apportent des réponses aux questions pratiques que se posent les employeurs.   
L'agence insiste sur la nécessité de se référer aux autorités locales (inspection du travail et service de santé) en cas de questions spécifiques.

Document utile : [Retour sur le lieu du travail](https://drive.google.com/open?id=1YmpBunQFy1N1dOoGNPiQS_e3ZkTRp3ef)

****

**Déconfinement : protégez vos salariés**

**Soyez prêt en cas de contrôle !**

Suite au déconfinement effectif depuis le 11 mai dernier, vous êtes tenu à une obligation d'hygiène, de santé et de sécurité à l'égard de vos salariés et devez tout mettre en œuvre pour assurer préventivement leur santé et leur sécurité. A défaut, votre responsabilité peut être engagée.

Fourniture de masques, de gants, de gels hydroalcooliques, de barrières de protection ; diffusion d'informations sous forme de consignes individuelles et d'affichages collectifs ; mise en place de process … vous êtes tenu de mettre en place l'ensemble des mesures nécessaires à la protection de vos salariés

**Votre DUERP doit être actualisé !**

Le Ministère du Travail ne cesse de le répéter : votre DUERP doit être actualisé et intégrer les risques directs et indirects liés à l'épidémie ainsi que l'ensemble des mesures de prévention individuelles et collectives mises en place dans l'entreprise.

Les contrôles de l'inspection du travail ont débuté. Plusieurs entreprises ont d'ores et déjà été sanctionnées d'astreintes de **500€ par journée de retard** sur leur mise en conformité, pour ne pas avoir pris les mesures permettant de garantir la santé et la sécurité de leurs salariés. **Une fermeture temporaire de site a également été ordonnée.**

**Pour vous mettre en conformité,** [Contactez la CPME Bretagne](https://cpme-bretagne.fr/contact/) pour connaître les modalités

---------

## **Ordonnance n° 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique**

Pour soutenir les entreprises qui rencontrent des difficultés dans l'exécution des contrats publics, le Parlement a autorisé le Gouvernement à prendre toute mesure relevant du domaine de la loi visant à adapter « les règles de passation, de délais de paiement, d'exécution et de résiliation, notamment celles relatives aux pénalités contractuelles, prévues par le code de la commande publique ainsi que les stipulations des contrats publics ayant un tel objet ».

Ce dernier a adopté différentes mesures ayant pour objectif de soutenir les entreprises (notamment les PME), fragilisées par cette crise. C’est l’objet de l’ordonnance que vous trouverez ci-dessous.

L'article 1er vise à faciliter l'accès aux marchés publics et aux contrats de concessions pour les entreprises admises à la procédure de redressement judiciaire. Le 3° des articles L. 2141-3 et L. 3123-3 du code de la commande publique (CCP) interdit à une entreprise en redressement judiciaire, qui ne peut justifier avoir été habilitée à poursuivre son activité pendant la durée prévisible du contrat, de se voir attribuer un marché public ou un contrat de concession. Il est proposé de préciser cette disposition en autorisant les entreprises en redressement judiciaire qui bénéficient d'un plan de redressement à se porter candidates aux contrats de la commande publique.

L'article 2 étend à tous les contrats globaux du code de la commande publique le dispositif en faveur des PME prévu pour les marchés de partenariat par l'article L. 2222-4 du CCP. Il impose qu'au moins 10 % de l'exécution du marché soient confiés à des PME ou des artisans et que la part que l'entreprise s'engage à confier à des PME ou à des artisans constitue un critère obligatoire d'attribution du contrat. La période de relance de l'économie après l'épidémie de covid-19 pourrait s'accompagner d'un fort recours à des marchés de ce type. Etendre ce critère à l'ensemble des contrats globaux du CCP permettrait de soutenir les PME fragilisées par cette crise en leur facilitant l'accès à ce type de contrat. Ces dispositions ne sont pas applicables aux marchés de défense et de sécurité, lorsqu'il est fait application de l'article L. 2371-1.

Enfin, l'article 3 propose d'imposer aux acheteurs publics de ne pas tenir compte, dans l'appréciation de la capacité économique et financière des candidats aux marchés publics ou contrats de concessions, de la baisse du chiffre d'affaires intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de covid-19.

Il est proposé de rendre ces mesures applicables pendant une période d'un an suivant la fin de l'état d'urgence sanitaire, soit jusqu'au 10 juillet 2021, à l'exception des dispositions de l'article 3 qui s'appliquent jusqu'au 31 décembre 2023.

Vous trouverez également ci-joint, pour mémoire, les « propositions de la CPME sur la commande publique », document annexé au plan de soutien et d’investissement que nous avons transmis aux pouvoirs publics.

## Par ailleurs, nous vous adressons ci-joint la FAQ sur « CAP relais », programme de réassurance publique portant sur l’ensemble des encours d’assurance-crédit offrant de manière transitoire une réassurance globale des portefeuilles des assureurs-crédits permettant théoriquement à ces derniers de maintenir les encours assurés**. N’hésitez pas, le cas échéant, à nous faire part de difficultés si les assureurs crédits persistaient à se désengager massivement.**

## Téléchargez [l’ordonnance n° 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique](https://drive.google.com/file/d/1YruQKl7ufSCIijj8hEH3Jd9adSL4HZv0/view?usp=sharing)

* Téléchargez la [proposition de la CPME sur la commande publique](https://drive.google.com/file/d/1h5kIaJYAP42fIQLdb23inTO1WQamp7gy/view?usp=sharing)
* Téléchargez la [FAQ sur « CAP relais](https://drive.google.com/file/d/1ZsGgf9LYJw0OZJwZfCnXw97pgEaWA0D9/view?usp=sharing)», programme de réassurance publique

## **------**

## **CPME Bretagne : Plan de soutien et d’investissement pour les PME et TPE.**

**Avec un objectif : faire des artisans, TPE et PME le moteur de la relance économique en Bretagne.** [Consultez nos propositions](https://cpme-bretagne.fr/post-confinement/)

## **Retrouvez nos avancées pour les PME et les mesures obtenues par la CPME** [*en cliquant sur ce lien*](https://cpme-bretagne.fr/nos-avancees-pour-les-pme/)

## ----

# **Mesures sociales pour relancer l’économie**

Lundi 15 juin, le président de la CPME a participé à une réunion bilatérale avec la ministre du Travail, dans le cadre du cycle de concertations sur l’emploi.

Cette rencontre a permis à François Asselin de défendre les propositions qu’il souhaite voir adoptées, afin d’accélérer le redémarrage économique tout en accompagnant la reprise par des mesures sociales. Ils ont ainsi évoqué les dossiers de l’assurance-chômage, du travail détaché, de l’emploi des jeunes ou encore de la formation.

* **Pour téléchargez les fiches CPME qui décryptent ces thèmes, rdv sur notre** [**site internet – dossier Post confinement**](https://cpme-bretagne.fr/post-confinement/)

**-----**

**Entrepreneurs, voici les différentes mesures mises en place pour vous accompagner à la sortie de crise.**

## Information sur les échéances fiscales

Une nouvelle mise à jour revient sur les principaux reports et aménagements d’échéances fiscales susceptibles d’être obtenus. Les entreprises qui le peuvent, sont invitées à s’acquitter de leurs obligations déclaratives et de paiement dans le calendrier initial.

* [En savoir plus](https://www.impots.gouv.fr/portail/node/13467#lesqr)

## Nouveau produit de soutien à l’assurance-crédit PME/ETI

Le dispositif « Cap Relais », qui vient en complément des dispositifs CAP et CAP+, permettra une réassurance globale des encours afférents aux factures émises à compter du 16 mars et jusqu’au 31 décembre.  
« Cap Relais » permettra la stabilisation des encours d’assurance-crédit et le maintien des lignes pour une très vaste majorité d’entreprises jusqu’à la fin de l’année 2020.

* [En savoir plus](https://www.economie.gouv.fr/renforcement-soutien-assurance-credit)
* [FAQ Cap Relais](https://drive.google.com/file/d/1ZsGgf9LYJw0OZJwZfCnXw97pgEaWA0D9/view?usp=sharing" \t "_blank)

## La durée de prorogation des délais d’exécution des marchés publics s’apprécie au cas par cas

Les contrats en cours d’exécution pendant la crise sanitaire peuvent être prolongés d’une durée minimale de 4 mois et 11 jours (soit le temps écoulé entre le 12 mars et le 23 juillet). Bercy attire l’attention sur le fait qu’il s’agit d’une durée minimale pouvant être allongée au cas par cas. Aussi, le ministère recommande aux autorités contractantes de prendre en considération le contexte d’une reprise des prestations en mode dégradée, pouvant générer un allongement des délais. Il invite à donner une suite favorable aux demandes de délai des opérateurs économiques, notamment dans le BTP, lorsqu’il est démontré que les difficultés affectant la bonne exécution du marché sont la conséquence du Covid-19.

* [En savoir plus](https://www.economie.gouv.fr/daj/la-duree-de-la-prorogation-des-delais-dexecution-des-contrats-publics-doit-etre-appreciee-au)

## Commande publique : une mesure en faveur des entreprises en redressement judiciaire

Afin de soutenir les entreprises dont l’activité et la santé financière ont été fortement impactées par la crise sanitaire, [la loi](http://www.senat.fr/dossier-legislatif/pjl19-440.html#timeline-7) relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d’autres mesures urgentes ainsi qu’au retrait du Royaume-Uni de l’Union européenne, définitivement adoptée par le Sénat le 10 juin, contient une mesure en faveur des entreprises en redressement judiciaire.

En l’état du droit, l’article L. 2195-4 du code de la commande publique permet aux acheteurs de résilier un marché public lorsque son titulaire fait l’objet d’une procédure de redressement judiciaire instituée par l’article L. 631-1 du code de commerce et n’informe pas l’acheteur du changement de sa situation.

Pour que les entreprises qui risquent d’être admises à la procédure de redressement judiciaire ne soient pas davantage pénalisées, l’article 1er nonies de la loi déroge temporairement à cette disposition afin de permettre à ces entreprises de poursuivre l’exécution de leurs marchés et éviter les risques de placement en liquidation judiciaire. Ainsi, jusqu’au 10 juillet 2021 inclus, les acheteurs ne pourront pas mettre en œuvre le dispositif de résiliation de plein droit du contrat, prévu par le 1° du III de l’article L. 622-13 du code de commerce, en cas de silence de l’administrateur après que l’acheteur l’a mis en demeure de prendre parti sur la poursuite du contrat.

**-----**

# **Actualités sociales post-Covid : santé au travail, titres-restaurant, déconfinement**

La CPME vous informe sur les dispositifs sociaux permettant d’accompagner les PME dans cette phase de reprise.

## Santé au travail

Les partenaires sociaux ont ouvert lundi 15 juin la négociation sur la santé au travail qui a été reportée en raison du confinement. La CPME a rappelé lors de cette ouverture, ses priorités en la matière.

## Déconfinement & tickets-restaurant

A la suite de la deuxième phase de déconfinement, plusieurs mesures ont été mises à jour et le plafond des tickets-restaurant a été revu à la hausse.

* Téléchargez la note sur [les titres restaurants](https://drive.google.com/file/d/1uHBdbD2cW85RLCKnP-VeYq3BhJMV-uvJ/view?usp=sharing)
* Téléchargez la [check liste déconfinement](https://drive.google.com/file/d/1WSFeUIptTIqmxm90k3ftNpECmpE_iElO/view?usp=sharing)

**-----**

# **Bonus écologique et prime à la conversion : nouveaux dispositifs**

Le décret faisant entrer en vigueur les annonces du plan de soutien à l’automobile relatives à la prime à la conversion et au bonus écologique est paru le 31 mai dernier. La CPME vous liste les principaux axes de ce plan.

Il prévoit notamment pour la période du 1er juin au 31 décembre 2020 :

## Nouveautés du bonus écologique

* Le bonus pour les véhicules électriques de moins de 45 000 euros est augmenté. Il passe de 6 000 à 7 000 euros pour les particuliers et de 3 000 à 5 000 euros pour les professionnels.
* Pour l’achat d’un véhicule hybride rechargeable dont l’autonomie est supérieure à 50 km et d’un coût inférieur à 50 000 euros, un bonus de 2 000 euros est mis en place. Il concerne les particuliers comme les entreprises.

## Prime à la conversion exceptionnelle applicable pour les 200 000 premières primes

* Augmentation du nombre de ménages pouvant bénéficier des hausses de primes sur les véhicules thermiques, électriques et hybrides rechargeables (critère de revenu élargi en relevant le seuil de revenu fiscal de référence par part à 18 000 euros)
* Augmentation du montant des primes actuelles pour l’ensemble des ménages concernés à 3 000 euros pour l’achat d’un véhicule thermique et 5 000 euros pour l’achat d’un véhicule électrique ou hybride rechargeable dont l’autonomie est supérieure à 50 km
* Pour les personnes morales, doublement de la prime actuelle pour les véhicules utilitaires légers électriques et hybrides rechargeables.

Le périmètre des véhicules éligibles à la mise au rebut est élargi aux véhicules classés Crit'Air 3.

A partir du 1er juin, l’État :

* Double la prime à la conversion quand elle est bonifiée par une collectivité pour les personnes habitant ou travaillant dans les zones à faibles émissions, dans la limite de 1000 euros de prime
* Double le bonus attribué par la collectivité territoriale pour l'achat d'un vélo à assistance électrique, dans la limite de 200 euros.
* Téléchargez [le décret](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041938774&categorieLien=id)
* Plus d’informations sur [le site du Ministère de la transition écologique](https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/plan-soutien-lautomobile-choix-transition-ecologique)

**-----**

# **Covid-19 : levée des contrôles aux frontières extérieures et intérieures de l’UE**

Le 11 juin, la Commission européenne a recommandé aux Etats appartenant à l’espace Schengen de lever les restrictions de contrôles aux frontières à partir du 15 juin, et d’autoriser les déplacements non-essentiels dans l’UE à partir du 30 juin.

Les frontières extérieures de l’UE restent, pour l’instant, fermées.

Retrouvez dans la fiche ci-dessous le détail des mesures pour l’espace Schengen et les pays tiers.

Téléchargez la note [sur la levée des restrictions des déplacements dans l’Union Européenne.](https://drive.google.com/file/d/1cU1qfnFhVpV8tWA5uHN8xZ2SUWVbyahY/view?usp=sharing)

**----**

**Décret n° 2020-757 du 20 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité**

## Le présent décret modifie le [décret n° 2020-371 du 30 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041768315&categorieLien=cid) relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation.

## Il ouvre le dispositif, **au titre des pertes du mois de mai 2020**, aux entreprises ayant **au plus 20 salariés et moins de 2 millions d'euros de chiffre d'affaires** qui appartiennent à des **secteurs particulièrement touchés par la crise (hôtels, cafés, restaurants, tourisme, événementiel, sport, culture)** ainsi **qu'aux entreprises remplissant les mêmes conditions de seuil appartenant à des secteurs d'activité dépendant des secteurs précédemment mentionnés et qui ont subi une perte de chiffre d'affaires de plus de 80 % entre le 15 mars 2020 et le 15 mai 2020.**

## Pour les entreprises ayant au moins un salarié appartenant à ces secteurs, le plafond de l'aide accordée au titre du deuxième volet du fonds est porté à 10 000 euros et la condition de refus de prêt est supprimée.

## Les entreprises créées entre le 1er et le 10 mars 2020 sont rendues éligibles au fonds au titre des pertes du mois de mai 2020 et les conditions du cumul de l'aide avec des indemnités journalières et des pensions de retraites sont assouplies.

## Les délais pour déposer les demandes sont repoussés au 31 juillet 2020 pour le volet 1 et au 15 août 2020 pour le volet 2. Pour les artistes auteurs dont l'activité n'est pas domiciliée dans leur local d'habitation, les conditions d'emploi d'un salarié et de refus de prêt pour accéder au volet 2 du fonds sont supprimées.

## Le décret offre enfin la possibilité aux collectivités locales et aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de financer une aide complémentaire destinée aux entreprises bénéficiaires du deuxième volet situées sur leur territoire.

## **Prolongation du fonds de solidarité pour les entreprises les plus touchées par la crise**

Conformément aux annonces du Premier ministre au comité interministériel du tourisme du 14 mai, les entreprises des secteurs de l’hôtellerie, restauration, cafés, tourisme, événementiel, sport, culture et les entreprises de secteurs connexes qui ont subi une très forte baisse d’activité, font l’objet d’un **soutien renforcé par l’État.**

Dans ce cadre, **le fonds de solidarité est prolongé pour** **les entreprises de ces secteurs et les artistes auteurs,** [**jusqu’au 31 décembre 2020**](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2020/6/10/ECOI2012371R/jo/texte)**.** Pour rappel ce fonds exceptionnel a été créé initialement pour une durée de 3 mois par une [ordonnance du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2020/3/25/ECOI2007978R/jo/texte).

**-----**

**Renforcement des aides apportées à l’hôtellerie, restauration, cafés, tourisme et secteurs amont et aval**

Les entreprises des secteurs de l’hôtellerie, restauration, cafés, tourisme, événementiel, sport, culture, les entreprises de secteurs connexes, qui ont subi une très forte baisse d’activité, font l’objet d’un soutien renforcé par l’Etat.

Les activités bénéficiant de ces soutiens renforcés sont réparties en deux catégories :

* Les secteurs de l’hôtellerie, restauration, cafés, tourisme, événementiel, sport, culture qui sont les plus durablement affectés car soumis à des restrictions d’activité allant au-delà du 11 mai 2020 (liste S1 ci-après) ;
* Les activités amont ou aval de ces secteurs (liste S1 bis ci-après). Pour bénéficier des mesures renforcées, les entreprises doivent avoir subi 80% de perte de chiffre d’affaires durant la période de confinement (15 mars – 15 mai).

#### Activité partielle

Les entreprises des activités relevant de ces secteurs, quelle que soit leur taille, pourront continuer à bénéficier d’une prise en charge à 100% de l’indemnité d’activité partielle pour les heures non travaillées jusqu’en septembre.

Pour mémoire, pour les autres secteurs d’activité, depuis le 1er juin, les heures chômées au titre de l’activité partielle sont prises en charge à 85%.

#### Fonds de solidarité

Le fonds de solidarité reste accessible aux entreprises de ces activités, ainsi qu’aux artistes auteurs, jusqu’à la fin de l’année 2020 et est élargi à partir du 1er juin : seront éligibles les entreprises de ces secteurs ayant jusqu’à 20 salariés (contre 10 salariés actuellement) et réalisant un chiffre d’affaires allant jusqu’à 2 millions d’euros (au lieu de 1 million d’euros actuellement).

Pour les entreprises de ces activités, les aides versées dans le cadre du deuxième volet du fonds peuvent aller jusqu’à 10 000 euros. Ce volet sera accessible sans condition de refus d’un prêt bancaire.

**Pour mémoire, pour les autres entreprises, le fonds de solidarité s’arrête au 31 mai. Les entreprises n’ayant pas encore demandé le deuxième étage du fonds, peuvent le faire jusqu’au mois de juillet.**

#### Exonérations de cotisations sociales

Les TPE (moins de 10 salariés) et les PME (moins de 250 salariés) relevant de ces secteurs bénéficieront d’une exonération de cotisations patronales acquittées ou reportées durant les mois de mars à juin 2020 (au titre des périodes d’emploi de février à mai). En outre, une aide au paiement des cotisations et contributions sociales égale à 20 % de la masse salariale bénéficiant de l’exonération sera mise en place.

Les travailleurs indépendants et non-salariés agricoles appartenant à ces secteurs d’activité pourront bénéficier d’une réduction forfaitaire de cotisations égale à l’équivalent de 4 mois des cotisations dues en moyenne dans ces secteurs en 2019. Les micro-entrepreneurs bénéficieront d’une exonération des cotisations dues au titre mois d’activité compris entre février et mai ou juin.

Les artistes-auteurs auront droit à une réduction forfaitaire de cotisations sociales d’un montant variable calculée en fonction de leurs revenus 2019.

**Pour mémoire, toutes les autres entreprises pourront bénéficier, selon leur situation, de mesures exceptionnelles d’exonération de cotisations, de remise ou d’apurement des dettes sociales :**

* Les TPE des secteurs pour lesquels l’accueil du public a été interrompu jusqu’au 11 mai du fait des mesures sanitaires prises pendant le confinement bénéficieront d’une exonération calculée sur les cotisations patronales dues de mars à mai 2020 (au titre des périodes d’emploi de février à avril). Ces TPE pourront également avoir recours à l’aide égale à 20 % de la masse salariale versée sur ces trois mois. Les travailleurs indépendants de ces mêmes secteurs bénéficieront d’une réduction forfaitaire de cotisations égale à l’équivalent de 3 mois des cotisations dues en moyenne dans ces secteurs en 2019.
* Pour toutes les entreprises, des plans d’apurement seront proposés par les organismes de recouvrement. Dans le cadre de ces plans, les entreprises de moins de 50 salariés ayant subi une diminution de leur chiffre d’affaires d’au moins 50 % qui ne relèvent pas des secteurs bénéficiant des exonérations, pourront demander à bénéficier d’un dispositif exceptionnel de remise d’une partie des dettes constituées pendant la crise. Les demandes donneront lieu à une décision au vu de la situation individuelle de chaque entreprise.

Ces mesures feront l’objet de dispositions législatives et réglementaires dans les prochaines semaines, issues du projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire dans le cadre du troisième projet de loi de finances rectificative présenté aujourd’hui en Conseil des Ministres et prochainement débattu au Parlement.

La CPME interviendra à cette occasion afin, dans la mesure du possible, que le texte prenne en compte vos remarques et observations.

#### [Consultez la liste des activités soumises à des restrictions](https://drive.google.com/file/d/1g0_XRa0Hc2X2owAyCdzxejGvIuu3e-we/view?usp=sharing)

----

## **Nouvelles mesures post-confinement**

****

De nouvelles aides pour la transition écologique des TPE-PME

**Accompagner les TPE-PME dans leur transition écologique** est indispensable. Elles ont en effet une **place centrale** dans notre économie : près de **99,7%** des entreprises françaises sont des TPE et PME.

Aussi, afin d’accélérer la transition écologique des TPE-PME, le ministère de la Transition écologique et solidaire a lancé conjointement avec BPI France et l’ADEME le « **Plan d’accélération de la transition écologique des TPE et PME** ».

Lancé à l’occasion de la journée mondiale de l’environnement, le 5 juin, il propose **10 mesures** pour aider les entreprises à s’engager vers une **croissance verte**.

### **10 mesures pour accompagner les TPE-PME**

1. Lancement d’une initiative d’entrepreneurs engagés pour le climat

2. Lancement d’un autodiagnostic TEE, « le Climatomètre »

3. Lancement du dispositif « Diag Eco-flux »

**4. Prêt vert ADEME-Bpifrance**

5. Prêt Economies d’Energie

6. Déploiement en 2021 d’une deuxième promotion de l’Accélérateur Transition Energétique

7. Déploiement d’un Accélérateur de transition

8. Nouvel appel à projets sur l’intégration de matières plastiques recyclées

9. Mobilisation des étudiants et des jeunes diplômés pour accompagner les PME dans leur transition écologique

10. Promotion du dispositif « Entreprises engagées pour la nature / Act4Nature France » auprès des PME

### **Le prêt vert ADEME-Bpifrance en quelques mots**

Ce prêt vise à :

* **Financer** les **projets accompagnés par l’ADEME** (Agence de l’environnement et de la maîtrise de l’énergie) ;
* Participer au **cofinancement de programmes d’investissement** de TPE-PME et ETI visant à **maîtriser** et **diminuer les impacts environnementaux** des procédés ;
* **Améliorer la performance énergétique des sites** (locaux, bureaux…) ;
* Investir dans la **mobilité « 0 carbone »** pour les salariés et les marchandises ;
* Innover pour mettre sur le marché des **produits ou des services** en matière de protection de l’environnement, à **faible consommation d’énergie**

**Montant total** de l’allocation initiale : **100 millions d’euros**

**Montant du prêt** pouvant aller **jusqu’à 1 millions d’euros** par entreprise

**Durée** du prêt : **jusqu’à 10 ans**

**Différé d’amortissement** de **maximum 2 ans**

Dans un contexte où le Gouvernement place la **transition écologique** au **cœur de sa politique de soutien à l’activité**, l’enveloppe globale de ce nouveau prêt sera surement enrichie dans les prochaines années. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpirance, dans un entretien pour [Les Echos](https://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/transition-ecologique-le-plan-du-gouvernement-pour-les-tpe-pme-1208505) affirme que « pour réussir la transition, il faudra probablement multiplier ces chiffres par dix dans les dix ans à venir ».

### **Transition écologique et économie circulaire, des leviers de compétitivité pour les TPE-PME**

Dans son **plan de soutien** et d’**investissement pour les entreprises**, « **Sauver le présent pour bâtir l’avenir** », la CPME a rappelé l’**engagement des TPE-PME** pour une **croissance plus verte**, **moins énergivore**, protégeant l’environnement et accompagnant les **transformations écologiques** et **économiques au niveau territorial**, au plus près des réalités.

Faire de la **transition écologique** un **outil de développement économique et durable** est l’une des clés pour assurer une reprise économique et un renouveau écologique. Il apparaît donc nécessaire de **soutenir les investissements** liés à la transition écologique, d’inciter à la **rénovation énergétique des bâtiments**, de développer des **filières de réemploi** pour lutter contre le gaspillage ou encore d’encourager la **réduction de la dépendance énergétique de la France** aux énergies fossiles.

Retrouvez l’ensemble des propositions de la CPME « Sauver le présent pour bâtir l’avenir » [ici](http://cpmeparisiledefrance.fr/sauver-le-present-pour-batir-lavenir/).

------

****

**Nouveau protocole national de déconfinement a été publié mercredi 24 juin.**

Il est à noter que les fiches conseils métiers édités par le Ministère du travail dont la valeur normative était déjà discutable, offrent désormais de simples repères en matière de bonnes pratiques.

Les recommandations en termes de jauge et l’espace de 4 m2 par personne ont été supprimées. Seule subsiste la distanciation physique d’au moins un mètre. De même le télétravail n’est plus désormais à privilégier sauf pour les publics fragiles.

Par ailleurs une nouvelle obligation fait son apparition, celle de désigner un référent COVID qui « peut dans les entreprises de petite taille être le dirigeant ».

Afin d’accompagner au mieux les entreprises, vous trouverez ci-joint une synthèse des mesures à appliquer. (Checklist à jour) [Cliquer ici](https://drive.google.com/file/d/1nm6zIHcPyBkcDxFfXh4hrk8PfBtg0OKG/view?usp=sharing)

-----

**Les mesures de confinement ont été levées par le gouvernement et l’activité reprend peu à peu.**

**Pour vous accompagner dans cette reprise des plans de soutien massifs sont mis en œuvre et des outils sont à votre disposition.**

Il s’agit notamment :

* **Mémo « Commerces – Artisanat » et « Tourisme » :** Dans les établissements qui ont repris leur activité, des questions nouvelles ayant trait à **l’organisation du travail**, aux **conditions de travail,** à la **gestion des ressources humaines,** aux **relations commerciales** se posent.

Ce sont autant de sujets qui nécessitent une vigilance toute particulière compte tenu du risque sanitaire et économique. La Direccte Bretagne propose deux documents pour outiller les professionnels au moment de la reprise d’activité en direction de leur clientèle et de leurs salarié.es. L’un à destination des [commerces et entreprises artisanales](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_06_18_memo_commerces_artisanat_direccte_bretagne.pdf), l’autre à destination du secteur du [tourisme](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_06_18_memo_tourisme_direccte_bretagne.pdf).

* **Plan de relance de l’apprentissage** : Pour encourager et inciter les entreprises à continuer à recruter des salariés en contrat d’apprentissage malgré le contexte économique difficile, le gouvernement prend des mesures de relance de l’apprentissage.
* Création d’une aide exceptionnelle au recrutement des apprentis, jusqu’au niveau de la licence professionnelle et pour toutes les entreprises
* Prolongation à six mois du délai de signature d’un contrat d’apprentissage avec une entreprise
* La possibilité de financer pour les CFA l’achat de matériels numériques dans le cadre de l’aide au premier équipement ;
* Chaque jeune qui a fait un vœu sur Parcoursup ou Affelnet pour aller en apprentissage se verra offrir au moins une proposition d’apprentissage.

Plus d’info : <https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/plan-de-relance-de-l-apprentissage-ce-qu-il-faut-retenir>

* **Plan de relance Tourisme** : Le Premier ministre a annoncé, à l’issue du 5ème Comité interministériel du Tourisme qui s’est tenu le 14 mai 2020, un ensemble de mesures spécifiques qui porteront le montant global des aides à 18 milliards d’euros pour le secteur des hôtels, cafés et restaurants, du tourisme et du loisir.
* Les entreprises des activités relevant des secteurs de l’hôtellerie, restauration, cafés, tourisme, événementiel, sport, culture qui sont les plus durablement affectés car soumis à des restrictions d’activité allant au-delà du 11 mai 2020 et  les activités amont ou aval, qui ont subi 80% de perte de chiffre d’affaires durant la période de confinement, pourront continuer à bénéficier d’une prise en charge à 100% de l’indemnité **d’activité partielle** pour les heures non travaillées jusqu’en septembre ;
* Le **fonds de solidarité** reste accessible aux entreprises de ces activités, ainsi qu’aux artistes auteurs, jusqu’à la fin de l’année 2020 et est élargi à partir du 1er juin : seront éligibles les entreprises de ces secteurs ayant jusqu’à 20 salariés (contre 10 salariés actuellement) et réalisant un chiffre d’affaires allant jusqu’à 2 millions d’euros (au lieu de 1 million d’euros actuellement).
* Les TPE (moins de 10 salariés) et les PME (moins de 250 salariés) relevant de ces secteurs bénéficieront **d’une exonération de cotisations patronales** acquittées ou reportées durant les mois de mars à juin 2020. En outre, une aide au paiement des cotisations et contributions sociales égale à 20 % de la masse salariale bénéficiant de l’exonération sera mise en place.
* Les **artistes-auteurs** auront droit à une réduction forfaitaire de cotisations sociales d’un montant variable calculée en fonction de leurs revenus 2019.

Une plateforme permet à chaque entreprise d’identifier les différentes aides dont elle peut bénéficier. En fonction des différents critères (secteur d’activité, taille, région etc..), l’entreprise est redirigée vers les plateformes d’aides existantes et peut ainsi formuler ses demandes : <https://www.plan-tourisme.fr/>

* **Plan de soutien à l’aéronautique pour une industrie verte et compétitive | #PlanAéro** : La crise sanitaire liée au Coronavirus COVID-19 ne doit pas mettre en péril le savoir-faire de cette industrie d’excellence ni obérer ses capacités de rebond et d’innovation, d’autant que la continuité de la progression technologique constitue le cœur de ses succès. La reprise devrait être longue : les prévisions actuelles pour le transport aérien n’anticipent pas de retour au niveau pré-crise avant 2023. Les crises précédentes ont montré que l’impact sur la filière de construction aéronautique sont plus durables encore.

Ce plan de soutien permettra de :

1. Répondre à l’urgence en soutenant les entreprises en difficulté et protéger leurs salariés
2. Investir dans les PME et les ETI pour accompagner la transformation de la filière
3. Investir pour concevoir et produire en France les appareils de demain

Plus d’info : <https://www.economie.gouv.fr/plan-soutien-aeronautique>

* **Plan de soutien à l’automobile pour une industrie verte et compétitive | #planauto :** En avril, le secteur a connu une baisse moyenne d’activité de plus 80%. A cela s’ajoute une chute du même ordre pour les ventes d’automobiles. C’est une situation, à l’image de la crise, totalement inédite pour un secteur qui représente près de 18 % du chiffre d’affaires de l’industrie française. La reprise sera longue : les prévisions actuelles du marché automobile font état d’une baisse du marché en 2020 d’au moins 20% au plan mondial et potentiellement de 30% en Europe. Ces chocs auront des conséquences majeures.

Au total, ce plan représentera plus de huit milliards d’euros d’aides, d’investissements et de prêts. Ce plan de soutien permettra de :

1. Renouveler le parc automobile français en faveur des véhicules propres
2. Investir pour inventer et produire en France les véhicules de demain
3. Soutenir les entreprises en difficulté et protéger leurs salariés

Plus d’info : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/plan-soutien-lautomobile-choix-transition-ecologique>

* **Plan de soutien aux entreprises technologiques | #plantech :** Les entreprises technologiques ont un poids économique croissant, notamment en matière d’emplois, et sont un vecteur essentiel de la souveraineté de la France. C’est pourquoi elles sont au cœur de la politique économique depuis 2017 avec l’ambition de faire de la French Tech un écosystème d’innovation leader au niveau mondial. Affectées par la crise, le Gouvernement déploie dans la continuité un plan de soutien public conjoncturel qui leur est destiné, financé pour l’essentiel à travers le Programme d’investissements d’avenir (PIA) piloté auprès du Premier ministre par le Secrétariat général pour l’investissement (SGPI).

Il comprend 5 volets :

1. Soutien aux entreprises développant des technologies d’avenir souveraines : lancement d’un fonds « French Tech Souveraineté »
2. Soutien au financement des entreprises technologiques pour passer la crise et continuer à innover, pour environ 500 M€
3. Soutien à l’émergence d’un nouveau vivier de start-ups, en particulier fortement technologiques, pour près de 200 M€
4. Soutien à la demande : inventaire des verrous pour accélérer la numérisation de la société et de l’économie
5. Soutien au recrutement par des actions d’information

Plus d’info : <https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/plan-soutien-entreprises-technologiques>

* **Plan de soutien au secteur du bâtiment et des travaux publics :** Le BTP est l’un des secteurs qui a vu son activité la plus fortement réduite : - 88% début avril, soit la même baisse que l’hôtellerie-restauration, alors même qu’il n’a pas fait l’objet d’une fermeture administrative à partir de mi-mars.

Pour soutenir la reprise complète de l’activité dans le secteur du BTP et en complément des dispositifs de soutien déjà mis en œuvre, de nouvelles mesures sont prises pour aider les entreprises du BTP à compenser les surcoûts et accélérer la reprise.

Plus d’info : <https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/soutien-batiment-travaux-publics>

* **France Active renforce son Pacte Relance** : Pour renforcer son pacte Relance, France Active a mobilisé autour du programme Relance Solidaire des partenaires publics et privés pour créer un collectif à même de soutenir les entrepreneurs les plus engagés dans l’impact social, territorial et écologique, comme sur la création d’emplois. Ces derniers peuvent bénéficier d’un accompagnement renforcé, mobiliser le prêt « Relève solidaire » sans intérêt qui peut s’élever jusqu’à 100 k€.

Plus d’info : <https://www.franceactive.org/communiques/france-active-renforce-son-pacte-relance/>

Par ailleurs, compte tenu de l’importance du soutien financier apporté par les pouvoirs publics aux entreprises et aux salariés, le Gouvernement a souhaité renforcer le **contrôle sur les demandes d’activité partielle**, en distinguant bien les entreprises qui, de bonne foi, ont fait des erreurs lorsqu’elles ont renseigné leurs demandes d’indemnisation, et celles qui ont fraudé. Les contrôles seront organisés par les unités départementales de la Direccte, en fonction des caractéristiques du tissu économique local et de la connaissance des entreprises. En Bretagne, les contrôles s’effectueront de juin à la fin de l’année 2020 et porteront notamment sur les demandes d’indemnisation sollicitées par les entreprises relevant des secteurs fortement consommateurs et sur les demandes dont les taux horaires moyens sont atypiques.

Tout signalement fera également l’objet d’un traitement approfondi. Plus d’info : <http://bretagne.direccte.gouv.fr/Activite-partielle-deploiement-d-un-plan-de-controle>

Plus d’informations sur le site du :

* Ministère de l’économie : <https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises>
* Ministère du Travail : <https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/coronavirus-covid-19/>

------

Le [décret 2020-759](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000042020786&categorieLien=id) est venu apporter des modifications quant aux nouvelles règles applicables concernant la liste des établissements qui ne peuvent toujours pas accueillir du public, les règles à destination des établissements sportifs, ou encore les procédures relatives au transport de marchandises.

* [Consulter notre fiche explicative](https://www.cpme.fr/sites/default/files/2020-06/200622_MESURES_POST_CONFINEMENT_1.pdf)

## Covid-19 : importation en franchise de droits et taxes de matériel sanitaire

Consultez la note aux opérateurs de la Douane qui fixe la procédure à suivre pour une demande de remboursement relative à la franchise de droits et taxes à l’importation de matériel sanitaire, dans le cadre de la lutte contre le coronavirus.

* [En savoir plus](https://www.douane.gouv.fr/covid-19-importation-en-franchise-de-droits-et-taxes-de-materiel-sanitaire)

## Mesures de la SACEM envers les diffuseurs de musique

Le 27 mai, par [communiqué de presse](https://societe.sacem.fr/ressources-presse/par-publication/communiques/face-la-crise-sanitaire-la-sacem-mobilisee-pour-accompagner-ses-membres-et-ses-clients), la SACEM a annoncé 3 mesures en faveur des diffuseurs de musique :

* La suspension de toute facturation des droits d’auteur,
* La suspension des prélèvements automatisés sur comptes bancaires,
* La suspension des pénalités (pour non-paiement dans les délais) jusqu’au 24 juillet.

Afin d’accompagner la reprise progressive de l’activité de ses clients utilisateurs de musique, la SACEM

Prévoit :

* La génération d’un crédit équivalent à la durée du confinement (tel que fixée par les arrêtés des 14 et 15 mars 2020) et porté au compte client SACEM sous 30 jours,
* L’assouplissement des délais de paiement des droits d’auteur.

## Commerces : lettre des ministres pour accepter le paiement par espèce

Dans une lettre commune, les ministres de l’Economie et des Finances, des Solidarités et de la Santé ; de la Ville et du Logement demandent aux commerçants :

* Accepter le paiement en numéraire en toute circonstance
* Accepter le paiement en ticket services et rendre la monnaie sur ceux-ci
* Veiller à ce que les produits d’hygiène puissent être éligibles aux paiements par tickets services

[Télécharger le courrier](https://www.cpme.fr/sites/default/files/2020-06/Lettre_paiement_especes_0.pdf)

-----

# **Mesures de soutien au secteur du bâtiment et des travaux publics**

À l’occasion de la présentation en conseil des ministres, mercredi 10 juin, du 3è projet de loi de finances rectificative pour 2020 (PLFR 3), le Gouvernement a présenté les mesures de soutien mises en place pour accompagner la reprise d’activité du secteur du BTP.

Retrouvez les mesures de soutien à la reprise [en cliquant ici](https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/soutien-batiment-travaux-publics?xtor=ES-29-%5bBIE_214_20200618%5d-20200618-%5bhttps://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/soutien-batiment-travaux-publics%5d)

**-----**

**Objectif Reprise : Accompagner la reprise d’activité post-confinement**

En réponse à la sollicitation du Ministère du travail et à l’appel à projets FSE, l’Anact a proposé - en s’appuyant sur le réseau Anact – Aract - la mise en œuvre d’un dispositif (« Objectif reprise »), soutenu par le FSE, visant à apporter un appui gratuit individuel ou collectif aux entreprises de moins de 250 salariés pour les aider à adapter et faire évoluer.

* Leurs mesures de prévention ;
* Leurs pratiques de gestion des RH (équilibres vie privée/vie prof., reconnaissance, horaires de travail …) ;
* L’organisation et les modalités même de réalisation du travail.

Le dispositif développe une offre qui va de la réponse immédiate à l’accompagnement plus approfondi afin d’aider les entreprises à organiser la poursuite ou reprise d’activité en s’appuyant notamment sur la conduite de retours d’expérience associant le management et le dialogue social.

[Consultez la présentation Objectif Reprise](https://drive.google.com/file/d/1Ww2lAVEAPaTXWxBapKnQmXx4ygoePEb8/view?usp=sharing)

[Téléchargez le Flyer](https://drive.google.com/file/d/1Xinm2YS6UX7mf-UNg4FKo7QlNPEMbxqc/view?usp=sharing)

---

**Apprentissage. Des aides renforcées pour inciter les entreprises à recruter**

Afin de soutenir l'apprentissage, les entreprises qui recruteront, entre le 1er juillet et le 28 février 2021 des apprentis, bénéficieront, pendant 1 an, d'aides revalorisées : 8 000 euros pour un apprenti majeur et 5 000 euros pour un mineur. Ces aides seront également accessibles, du CAP à la licence pro, pour toutes les entreprises de moins de 250 salariés. Celles de 250 salariés et plus devront atteindre, en 1 an, 5 % d'alternants dans leurs effectifs pour y prétendre.

Ce plan de plus d'1 milliard d'euros, résulte de la rencontre du 4 juin entre Emmanuel Macron, Edouard Philippe et les partenaires sociaux. Il doit permettre de maintenir les effectifs d'apprentis à leur niveau historique de 2019 (près de 370 000 contrats signés cette année-là).

Autres mesures :

* Les jeunes inscrits en CFA auront désormais 6 mois (et non plus 3) pour trouver un employeur. Cette modification prend en compte la brutale modification du marché du travail consécutive à la crise sanitaire. Toutes les personnes formulant un vœu de formation en apprentissage sur Parcoursup ou Affelnet se verront proposer une offre.
* L'aide de 500 euros aux premiers équipements de l'apprenti pourra également servir à acheter un ordinateur portable ou une tablette.

----

## **Nouvelles mesures d'allègement du paiement de la cotisation foncière des entreprises (CFE)**

Dans le prolongement des dispositifs adoptés en matière d’impôt sur les sociétés et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, deux mesures d’allègement du paiement de la CFE sont prises : une dispense d’acompte pour certaines entreprises et la faculté d’anticiper le plafonnement sur la valeur ajoutée pour les autres.

Par ailleurs, le gouvernement proposera, dans le cadre du prochain projet de loi de finances rectificative, un nouveau dispositif permettant aux communes et intercommunalités qui le souhaitent, d’accorder un dégrèvement de 2/3 du montant de la CFE des entreprises de ces mêmes secteurs d’activité. Les collectivités pourront délibérer au plus tard au mois de juillet pour décider d’activer ou non cette mesure. L’État prendra en charge la moitié du coût du dégrèvement.

[**En savoir plus**](https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/allegement-paiement-cotisation-fonciere-entreprise)

**----**

## **Mise à jour de la fiche technique relative à la remise d’échantillons, maquettes et prototypes**

La Direction des Affaires juridiques de Bercy a reçu plusieurs alertes relatives à des pratiques d’acheteurs qui semblent méconnaître la portée de l’article R. 2151-15 du code de la commande publique. Il semblerait que certains aient une lecture trop restrictive de l’obligation, particulièrement dans le secteur du design.   
  
C’est pour rappeler ces points essentiels que [la fiche technique](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/conseil_acheteurs/fiches-techniques/mise-en-oeuvre-procedure/FT30Remise-echantillons-maquettes-prototypes-20200518.pdf) sur « La remise d’échantillons, de maquettes et de prototypes dans le cadre de la passation des marchés publics » a été mise à jour.

**-----**

# **Lancement d’un plan d’accélération de la transition écologique pour les TPE-PME**

Vendredi 5 juin, la ministre de la Transition écologique et solidaire, Elisabeth Borne, a annoncé le lancement d’un « plan d’accélération de la transition écologique des TPE-PME », en partenariat avec Bpifrance et l’ADEME. Il s’articule autour de trois axes : diagnostiquer, financer et accompagner les entreprises dans cette transition.

Ce plan, d’une enveloppe de 250 millions d’euros, contient 10 mesures parmi lesquelles :

* Le l**ancement d’un club d’entrepreneurs engagés** en faveur de la transition écologique, mobilisés pour ouvrir leur porte et témoigner face à leurs pairs, et dont l’emblème serait le coq vert ;
* La **mise en place de nouveaux outils** :  un outil d’autodiagnostic en ligne baptisé le « Climatomètre », et le dispositif « Diag Eco-flux » pour aider les TPE-PME à identifier des pistes d’économie d’énergie et de déchets ;
* **Deux prêts pour accompagner et financer les PME** dans leur transition écologique. Un « prêt vert » ADEME- BpiFrance pour financer des projets de diminution des impacts environnementaux des procédés ou investir dans la mobilité zéro carbone des salariés pour un montant total de financement de plus de 100 millions d’euros. Un « prêt Economies d’énergies » pour accompagner près de 1 000 entreprises, pour un volume de près de 140 millions d’euros.

[**Pour en savoir plus**](https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/2020.06.05_dp_plantpepme_projet-vf.pdf)

**----**

# **Les solutions pour financer votre reprise d'entreprise**

Définir votre projet, vous renseigner sur le marché, trouver la bonne entreprise : les étapes d'une reprise sont nombreuses. Parmi elles figurent aussi un incontournable : réunir des fonds pour racheter l'entreprise convoitée. Quels dispositifs existent pour financer votre projet ? Qui pouvez-vous solliciter ? Quels montants devez-vous réunir ? Tour d'horizon des moyens à votre disposition.

[**Plus d’information en cliquant ici**](https://www.economie.gouv.fr/entreprises/financer-reprise-entreprise?xtor=ES-29-%5bBIE_213_20200611%5d-20200611-%5bhttps://www.economie.gouv.fr/entreprises/financer-reprise-entreprise%5d)

-----

# **Des nouvelles mesures pour alléger le paiement de la cotisation foncière des entreprises (CFE)**

[Pour en savoir plus](https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/allegement-paiement-cotisation-fonciere-entreprise?xtor=ES-29-%5bBIE_213_20200611%5d-20200611-%5bhttps://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/allegement-paiement-cotisation-fonciere-entreprise%5d)

----

# **Plan de soutien aux entreprises technologiques**

Le 5 juin, Bruno Le Maire, ministre de l’Économie et des Finances, et Cédric O, secrétaire d’Etat chargé du Numérique, ont annoncé le plan de soutien aux entreprises technologiques, qui ont été fortement touchées par la crise sanitaire. Ce plan prévoit des mesures conjoncturelles de soutien public sous forme d’investissements, de prêts et d’aides afin que ces entreprises puissent continuer à se lancer, croître et innover. [Pour en savoir plus](https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/plan-soutien-entreprises-technologiques#?xtor=ES-29-[BIE_213_20200611]-20200611-[https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/plan-soutien-entreprises-technologiques)

----

## **Nouveaux aménagements pour le paiement des acomptes d’IS et de CVAE**

Afin d’accompagner les entreprises dans la reprise de leur activité, les modalités de paiement des acomptes d’IS et de CVAE sont assouplies. Ainsi, le paiement du 2ème acompte d’IS et du 1er acompte de CVAE est notamment décalé du 15 au 30 juin.

Par ailleurs, les sommes à verser au titre de l’IS (pour les 2ème à 4ème acomptes) et de la CVAE (paiement du 1er acompte) peuvent être modulées dans des conditions et avec des marges d’erreur assouplies. Enfin, les entreprises qui ont reporté leur acompte d’IS de mars à juin bénéficient d’une dispense de versement de l’acompte de juin qui sera régularisée à l’échéance suivante.

Pour consulter le détail des modalités de report, les modulations possibles et les tolérances accordées, [cliquer ici](https://minefi.hosting.augure.com/Augure_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=F831F0D0-AB47-4629-AF6F-B408BAD18CD4&filename=1037%20-%20CP_Acomptes%20IS%20et%20CVAE.pdf).

## **Aménagements de l'IS et de la CVAE**

Des précisions sont apportées pour les entreprises qui rencontrent des difficultés matérielles pour effectuer leur paiement avec une distinction entre les entreprises dont le dernier CA connu est inférieur à 10 M€ et celles dont le dernier CA connu est supérieur ou égal à 10 M€.

Retrouvez  [toutes les réponses aux questions](https://www.impots.gouv.fr/portail/node/13467#lesqr) que vous vous posez sur les actions mises en œuvre par la DGFiP.

---------

## **Taux réduits sur les masques et gels**

Les commentaires relatifs aux taux réduits applicables sur les masques et les gels hydroalcooliques sont publiés. Les caractéristiques techniques des produits et les modalités de régularisation du fait de l’application rétroactive de certaines opérations sont précisées.

[En savoir plus](https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/12313-PGP?branch=2)

---------

**Covid 19 - Objectif reprise TPE-PME : Un dispositif d’appui pour sécuriser la reprise ou la poursuite d’activité des TPE-PME**

Le dispositif gratuit « Objectif reprise » confié au réseau Anact-Aract et aux Direccte est destiné à accompagner les entreprises de moins de 250 salariés dans la reprise ou la poursuite de leur activité en sécurité en agissant sur l’organisation du travail, la prévention des risques et les relations sociales.

* [Consultez le Flyer Objectif Reprise](https://drive.google.com/open?id=1KwSSjZDuBl8IeGYJdNIbHkn-u5ANjg-N)
* [Consultez le Communiqué de Presse](https://drive.google.com/open?id=1U274tO6sxhPDQ4pHblgxGN_wk9WafxUB)

---------

## **Nouvelle édition du guide de la dématérialisation des marchés publics**

La direction des Affaires juridiques de Bercy publie une nouvelle version de son guide pour accompagner les opérateurs économiques dans la dématérialisation des marchés publics.

Cette nouvelle version rend notamment compte de l[’ordonnance du 25 mars 2020](https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwjpqbb33tbpAhWR4YUKHezkAyoQFjAAegQIBRAB&url=https%3A%2F%2Fwww.legifrance.gouv.fr%2FaffichTexte.do%3FcidTexte%3DJORFTEXT000041755875%26categorieLien%3Did&usg=AOvVaw3JDSJduKMhSCrf1HO8Kc-M), qui adapte les règles de procédure et d’exécution des contrats publics afin de permettre à ses acteurs de faire face aux difficultés qu’ils rencontrent pendant l’état d’urgence sanitaire liée à l’épidémie de Covid-19.   
Pour en savoir plus, [cliquer ici](https://www.economie.gouv.fr/daj/nouvelle-edition-des-guides-tres-pratiques-de-la-dematerialisation-des-marches-publics)

---------

# **Coronavirus : recommandations de l’Union européenne à la France pour la relance**

La Commission européenne a proposé ses recommandations dans le cadre du Semestre Européen. Compte tenu de la pandémie actuelle, ces recommandations visent à mettre en place des mesures pour une relance économique effective et durable.

Ces recommandations concernent à la fois :

* Des problématiques de très court terme : atténuer autant que possible les conséquences économiques et sociales de la pandémie,
* Des problématiques de moyen/long terme : investir pour relancer une croissance durable.

Parmi elles, le renforcement de la trésorerie des PME ou encore la réduction des charges administratives. [Téléchargez les recommandations](https://drive.google.com/open?id=1_orRSA_4Osen2lNFuazh5n5ycGfRDpzK)

---------

**Paiement sans contact** : À partir du 11 mai 2020, le plafond de paiement sans contact par carte bancaire est relevé à 50 € par opération (contre 30 € auparavant).

Cette évolution permet de contribuer au renforcement de la sécurité sanitaire dans le commerce de détail dans le cadre des gestes barrières prônés par le Gouvernement pour limiter la transmission du Coronavirus COVID-19, et de faciliter une reprise rapide de l'activité de ce secteur à l'occasion du déconfinement progressif dès le 11 mai.

--------

# **La possibilité de report des cotisations sociales est prolongée sur demande pour le mois de juin**

Afin d'aider les entreprises à faire face aux conséquences de la crise sanitaire, de nombreuses mesures ont été prises par le Gouvernement, notamment celle de pouvoir reporter le paiement de certaines échéances sociales. Cette possibilité est prolongée pour le mois de juin, à conditions que les entreprises du régime général et du régime agricole qui en ont besoin, en fassent préalablement la demande.

## Comment faire pour bénéficier du report du paiement des échéances de juin ?

### Pour les entreprises de moins de 5 000 salariés

Pour les échéances des **5** et **15 juin**, les entreprises de moins de 5 000 salariés qui sont dans l’incapacité de payer leurs cotisations et contributions sociales, doivent demander le report partiel ou total :

* en **faisant la demande auprès de l’Urssaf**, via le [compte en ligne](https://mon.urssaf.fr/liensprfd?urlsuivre=www.dcl.urssaf.fr/messagerie/RedirectionFromTeledep.action?action=DemReportEcheance&choixCompte=1)
* en **motivant la demande**, en précisant les démarches engagées pour réduire le besoin de report de paiement des cotisations (demande de [prêt garanti par l’État](https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/pret-garanti-par-letat) notamment).

[Communiqué : Gérald Darmanin annonce que les possibilités de report des cotisations sociales sont prolongées pour le mois de juin, sur demande](https://minefi.hosting.augure.com/Augure_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=7527227F-7F00-40D8-BBBD-C73ACCFE38E3&filename=1040%20-%20G%C3%A9rald%20DARMANIN%20annonce%20que%20les%20possibilit%C3%A9s%20de%20report%20des%20cotisations%20sociales%20sont%20prolong%C3%A9es%20pour%20le%20mois%20de%20juin%2C%20sur%20demande..pdf" \o "\« Presse \» dans une nouvelle fenêtre" \t "_blank)

--------

****

[Coronavirus COVID-19 : Les mesures de soutien aux entreprises](https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises)

--------

## **Reprise des délais de procédure suspendus**

Délais relatifs à la rupture du contrat de travail, à la durée et l'organisation du temps de travail ou encore aux mesures de prévention et de sécurité dans l'entreprise : découvrez ce que [le nouveau décret](https://drive.google.com/open?id=1sPy9f-YDbdVcMAfg5qwVV1WhdpzeYWER) prévoit.

**Situation sur le marché du travail** : La **Dares** publie chaque semaine des informations relatives à l’activité partielle (ou chômage partiel), aux restructurations, aux inscriptions à Pôle emploi, aux contrats aidés, aux offres d’emploi en ligne et aux demandes enregistrées pour les emplois francs.

Les indicateurs proposés sont issus de l’exploitation de données journalières ou hebdomadaires*.* **Ils sont donc nécessairement plus fragiles que ceux traditionnellement diffusés** sur ces différentes thématiques. **Ils sont également susceptibles d’être révisés** dans les semaines qui viennent.

* Accéder au [tableau de bord](https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/tableaux-de-bord/le-marche-du-travail-pendant-le-covid-19/tableaux-de-bord-hebdomadaires/article/situation-sur-le-marche-du-travail-au-28-avril-2020) | 28/04/2020

## **Actualisation des dispositifs déjà en place**

Consultez les dernières mises à jour, intégrées dans nos fiches thématiques :

* [Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat](https://drive.google.com/open?id=1ALiaIaigvlmqht2FbO1pmLvQApP56fFF" \t "_blank)
* [Aménagement du temps de travail](https://drive.google.com/open?id=1yuElFOFxn1ichfusnTJUM0yKXMF4Zc92" \t "_blank)
* [Indemnisation des arrêts de travail](https://drive.google.com/open?id=1XogsvcSb_aGGC3DoYL8kh5NFJnz7jq4f" \t "_blank)
* [Mesures d'urgence relatives aux instances représentatives du personnel](https://drive.google.com/open?id=1VvEX0ALxI-fJEdlunC9WZZZU_4DGfObh" \t "_blank)
* [Fiche Arrêt de travail basculement chômage partiel](https://drive.google.com/open?id=1YS-dctlSk01gVVHCYdkgpe1iSdEt0cEz)

**Dirigeants mandataires sociaux salariés**

# **Gérants minoritaires, Présidents de SAS ou de SASU : enfin une aide pour les dirigeants salariés !** [**Pour plus d’informations**](https://cpme-bretagne.fr/gerants-minoritaires-presidents-de-sas-ou-de-sasu-enfin-une-aide-pour-les-dirigeants-salaries/)

Jusqu’à présent, les 150 000 dirigeants mandataires sociaux salariés à la tête de TPE/ PME, restaient les grands oubliés des différentes aides mises en place par les pouvoirs publics à l’intention des salariés (chômage partiel) et des entreprises (Fonds de Solidarité, Prêt Garanti par l’Etat...). Ils ne « rentrent pas dans les cases » et ne sont personnellement éligibles à aucune aide financière.

Et pourtant ils ont pris des risques pour créer de la richesse et des emplois. Ils méritent qu’on ne les oublie pas. Nous avions donc à cœur de réparer cette injustice.

C’est pourquoi après avoir été à l’initiative de l’indemnité de perte de gains attribuée par le CPSTI aux indépendants issus du secteur artisanal et du commerce, la CPME, se réjouit tout particulièrement d’être parvenue à convaincre les instances de gouvernance paritaire de l’AGIRC- ARRCO d’ouvrir aux cotisants salariés ne pouvant bénéficier du chômage partiel, la possibilité d’une aide individualisée, plafonnée à 1500 €.

Les dirigeants mandataires sociaux salariés (gérants minoritaires, Présidents de SAS...) pourront ainsi, à compter du 11 mai, l’obtenir sur demande formulée auprès de l’Institution de Retraite Complémentaire (IRC) à laquelle ils cotisent à titre individuel.

[Consultez la fiche pour connaître les modalités](https://drive.google.com/file/d/13KJzFerq-hZolAivxib9dFOUTm341soj/view?usp=drive_open)

**Faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.**

Est paru lundi 11 mai [un décret (N° 2020-545)](https://drive.google.com/open?id=1wEdtFJcHoHKSKqUonyReJVH8D4MRBtIW) prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Il apporte notamment des précisions en matière de :

* Transports,
* Rassemblements,
* D’accès à certains lieux et notamment aux commerces et lieux recevant du public,
* D’encadrement des prix,

 Vous pourrez trouver ci-joint le décret ainsi qu’une [note synthétique rédigée par la CPME.](https://drive.google.com/open?id=1kNtWgqk_4eU5JhCXGy4wOK9zTAWRobsb)

Vous trouverez également ci- joint :

* [L’ordonnance N° 2020-534 du 07 mai 2020](https://drive.google.com/open?id=1kPqFow5HkiilSVBXAk3sA1jMMAqMesOU) portant diverses dispositions en matière bancaire en particulier sur l’augmentation du plafond de paiement sans contact.
* [L’ordonnance N°2020-538 du 07 mai 2020](https://drive.google.com/open?id=1oSXRJA6XZvaHZyS01T-VJtwUxVvJFdDE) *relative aux conditions financières de résolution de certains contrats en cas de force majeure dans les secteurs de la culture et du sport* ouvrant la possibilité de faire bénéficier d’un avoir plutôt que d’un remboursement
* [L’arrêté du 07 mai 2020](https://drive.google.com/open?id=1fR4hw2wQxZV8Nh3KsNb0rTY3MCHyPbqg) *relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d’entreposage et de transport de produits d’origine animale et denrées alimentaires en contenant*, introduisant notamment la notion d'excédent en restauration collective en vue de faciliter leur don à des associations collectives
* [L’ordonnance N°2020-539 du 07 mai 2020](https://drive.google.com/open?id=1r8A1UWvpJxapR8Kmtdd1dws1sceR3Zt2) fixant des délais particuliers applicables en matière d’urbanisme, d'aménagement et de construction pendant la période d’urgence sanitaire (fiche ci-jointe)
* [Le décret 2020-541 du 09 mai 2020 relatif au forfait mobilités durables](https://drive.google.com/open?id=1g8GEXPBAxv4h7L3l6lRw4Wwio6Ebo4uT) sur les modalités de mise en œuvre de la prise en charge des frais de transport personnel entre le domicile et le lieu de travail

# Responsabilité de l’Employeur – Sécurité des travailleurs

Depuis de nombreuses semaines la CPME alertait les pouvoirs publics sur la responsabilité civile et pénale des employeurs dont la responsabilité, au regard de la législation et de la jurisprudence actuelle, pouvait être engagée par un salarié considérant avoir été contaminé par le virus du COVID 19 sur son lieu de travail. Et ce quels que soient les moyens mis en œuvre par le chef d’entreprise pour protéger la santé de tous dans l’entreprise. La Confédération s’insurgeait notamment contre le fait que l’employeur soit considéré comme responsable à titre personnel, du résultat de consignes sanitaires décidées par d’autres que lui.

Face au refus du Ministère du travail de prendre en compte nos arguments, pourtant parfaitement fondés juridiquement, nous avons mobilisés les autres organisations patronales nationales (MEDEF, U2P, FNSEA, UDES et UNAPL) et avons adressé, tous ensemble, un courrier à Muriel Pénicaud pour réclamer une modification législative.

Dans le même temps, en étroite liaison avec l’Association des Maires de France (AMF), nous avons multiplié les échanges et contacts avec les parlementaires, lesquels ont également été alertés par les élus locaux, et en particulier les maires, qui ont leur ont fait part des mêmes craintes.

Ces actions ont permis d’aboutir à l’adoption au Sénat, à l’unanimité, d’un amendement modifiant l’article 1 du *projet de loi prorogeant l’urgence sanitaire*, limitant la responsabilité des acteurs publics et privés aux fautes intentionnelles ou commises par imprudences ou négligences.

Un compromis a finalement été trouvé en commission mixte paritaire.

L’article 1 de la Loi, votée ce samedi 09 mai, prorogeant l’état d’urgence sanitaire dispose donc : « ***l’article 121-3 du code pénal est applicable en tenant compte des compétences, du pouvoir et des moyens dont disposait l’auteur des faits dans la situation de crise ayant justifié l’état d’urgence sanitaire, ainsi que de la nature de ses missions ou de ses fonctions, notamment en tant qu’autorité locale ou employeur. »***

***On peut ainsi considérer, qu’au regard de ce texte, dans le contexte actuel de pandémie, l’employeur est astreint à une obligation de moyens et non de résultat. Sa responsabilité pénale ne pourra donc être engagée que s’il n’a pas mis les moyens en œuvre pour éviter la propagation du coronavirus au sein de l’entreprise.***

Cette clarification qui délimite la responsabilité de l’employeur est pour la CPME , qui en avait fait un point majeur de son action, une avancée importante dont nous pouvons légitimement nous réjouir. Elle vient couronner nos efforts et apporte une forme de sécurisation juridique aux employeurs qui pourront ainsi aborder plus sereinement la période de reprise qui s’ouvre.

Reste toutefois à attendre la validation du texte par le Conseil Constitutionnel pour pouvoir le considérer comme définitif. [Lire le courrier](https://drive.google.com/open?id=1RA5GwUkpisGHdx12MrhhcsMMH9eRni56)

# ---------

# [Note Sur la Responsabilité de l’employeur](https://drive.google.com/open?id=1pK4aEbpAYRWLIo5Q0s3iKT9kxxsXwJQo) (Note de la CPME)

[Note du Ministère du Travail](https://drive.google.com/open?id=1K7_QYwam8eaGPK7m3x04b-1Rxsqo7jx3)

La Direction Générale du Travail vient de publier une note sur le site du Ministère du Travail.

Cette note précise que, aux termes de la *loi, « l’employeur doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et la santé physique et mentale des travailleurs. Ces mesures comprennent des actions de prévention des risques professionnels, des actions d’information et de formation, la mise en place d’une organisation et de moyens adaptés » et il doit veiller à « l’adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l’amélioration des situations existantes ».*

*Ainsi, il n’incombe pas à l’employeur de garantir l’absence de toute exposition des salariés à des risques mais de les éviter le plus possible et s’ils ne peuvent être évités, de les évaluer régulièrement en fonction notamment des recommandations du gouvernement, afin de prendre ensuite toutes les mesures utiles pour protéger les travailleurs exposés.*

*C’est au regard de ce cadre que doivent être définies les obligations respectives des employeurs mais aussi des salariés.*

*Il incombe à l’employeur dans la situation actuelle de :*

* Procéder à l’évaluation des risques encourus sur les lieux de travail qui ne peuvent être évités en fonction de la nature du travail à effectuer ;
* Déterminer, en fonction de cette évaluation les mesures de prévention les plus pertinentes ;
* Associer à ce travail les représentants du personnel à ce travail ;
* Solliciter lorsque cela est possible le service de médecine du travail qui a pour mission de conseiller les employeurs, les travailleurs et leurs représentants et, à ce titre, de préconiser toute information utile sur les mesures de protection efficaces, la mise en œuvre des « gestes barrière » ;
* Respecter et faire respecter les gestes barrière recommandés par les autorités sanitaires.

*La responsabilité de l’employeur pour méconnaissance de cette obligation spécifique de prévention des risques professionnels peut être recherchée en amont de toute atteinte à l’intégrité physique ou mentale du travailleur, comme en raison d’une telle atteinte avec la survenance d’un accident du travail ou d’une maladie professionnelle.*

*Quelle que soit la situation, le respect de cette obligation spécifique ou au contraire sa méconnaissance ne sont pas présumés (sauf rares exceptions) et doivent faire l’objet d’une démonstration, en cas de litige.*

*Face à la pandémie, la responsabilité de l’employeur est donc évaluée au cas par cas, au regard de plusieurs critères : nature des activités du salarié et son niveau d’exposition aux risques, compétences de l’intéressé, expérience, étendue des mesures prises par l’employeur, notamment en termes de formation et d’information, d’organisation du travail, d’instructions délivrées à la chaine hiérarchique.*

*Ces mesures doivent, le cas échéant, être réactualisées en fonction de l’évolution de la situation dans l’entreprise mais aussi des instructions des pouvoirs publics. En cas d’infection au virus, s’il est pris en charge au titre d’un accident du travail par la sécurité sociale, une éventuelle faute inexcusable de l’employeur qui ouvre droit à une réparation intégrale du préjudice ne peut être retenue que s’il est démontré que celui-ci avait conscience du danger auquel était exposé le salarié et qu’il n’a pas pris les mesures nécessaires pour l’en préserver.*

*Dans le cadre du Covid-19, les mesures nécessaires sont celles préconisées par le Gouvernement, en particulier les mesures prises pour respecter les gestes barrière et les règles de distanciation.*

*Le législateur précise également que chaque salarié est acteur de sa propre protection puisqu’il doit, « prendre soin, en fonction de sa formation et selon ses possibilités, de sa santé et sécurité ainsi que celles des autres personnes concernées par ses actes ou ses omissions au travail » il incombe donc ainsi au salarié au regard du risque de contamination d’assurer sa propre protection, en respectant par exemple « les gestes barrière », celle de ses collègues et celle aussi des tiers évoluant dans leur environnement immédiat de travail.*

Cette note indique par conséquent que l'employeur a une "obligation de moyen renforcée" et non de résultat. Ce principe a été, à nouveau, rappelé récemment par Muriel Pénicaud, Ministre du travail.

*Il s'agit d'une analyse sur laquelle on peut se montrer dubitatif, au regard notamment des responsabilités des entreprises en matière civile et pénale et du risque jurisprudentiel existant en la matière. De surcroît, il semble que d’ores et déjà des inspecteurs du travail ait une vision de la responsabilité de l’employeur beaucoup plus extensive.*

Aussi la CPME prône une modification législative, seul moyen pour sécuriser véritablement l’employeur.

La solution : la transposition de l’article 5.4 de la directive de 1989

La seule solution pour être certain d’écarter la responsabilité de l’employeur est de prévoir cette exonération par une mesure législative qui transpose effectivement l’article 5.4 de la directive du Conseil du 12 juin 1989 « concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleurs au travail (89 / 391 / CEE) ».

Cet article 5.4 dispose que :

« La présente directive ne fait pas obstacle à la faculté des États membres de prévoir l'exclusion ou la diminution de la responsabilité des employeurs pour des faits dus à des circonstances qui sont étrangères à ces derniers, anormales, imprévisibles, ou à des événements exceptionnels, dont les conséquences n'auraient pu être évitées malgré toute la diligence déployée. ».

Les États membres ne sont pas tenus d'exercer la faculté visée au premier alinéa (1. L'employeur est obligé d'assurer la sécurité et la santé des travailleurs dans tous les aspects liés au travail).

C’est la demande que formule la CPME depuis plusieurs semaines auprès des pouvoirs publics et ce afin de mettre un terme définitif aux inquiétudes de très nombreux employeurs.

Document unique

Sur ce même sujet, nous vous rappelons que l’employeur doit notamment procéder à l’évaluation des risques encourus par ses salariés sur son lieu de travail. En application de l’article R.4121-1 du Code du travail, cette évaluation est retranscrite annuellement dans un document unique d’évaluation des risques professionnels (DUER).

Ainsi, dans le cadre de la pandémie de COVID 19, le ministère du travail estime, dans la question réponse qu’il a mis en ligne sur son site et qui est régulièrement mis à jour, qu’aux termes de l’article R.4121-2 du Code du travail, le document unique d’évaluation des risques doit être actualisé pour prendre en compte ce risque épidémique.

<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-questions-reponses-pour-les-entreprises-et-les-salaries>

La Direction Générale du Travail a d’ailleurs très récemment envoyé une note aux services déconcentrés (les DIRECCTE) et aux inspecteurs du travail leur précisant les modalités de leurs interventions au sein des entreprises pendant l’épidémie. Il y est notamment indiqué qu’il est nécessaire au chef d’entreprise de lui laisser le temps pour évaluer ou réévaluer les risques liés au Covid aux fins de le mettre dans son document unique. (cf note DGT du 30 mars 2020 jointe sur les modalités d’intervention du système  d’inspection du travail dans les entreprises )

Il semblerait néanmoins que, sur le terrain, certains agents de l’inspection du travail continuent, dans le cadre des mesures d’informations qu’ils doivent apporter aux entreprises au titre de la prévention de la crise sanitaire, de leur adresser des courriers assimilables à de véritables mises en demeure.Nous vous demandons donc, si un de vos adhérents se voit adresser ce type de lettre de nous le faire remonter sans délai, de telle façon que nous en informions, comme convenu avec elle, la Direction Générale du travail.

# **Conditions d'ouverture et de déplacements des salariés**

Depuis le 16 mars 2020, suite à la pandémie de coronavirus et pour des raisons de santé publique, plusieurs lieux doivent demeurer fermés au public.  Quels sont les magasins fermés jusqu'au 15 avril ? Quels sont les lieux qui peuvent rester ouverts ? Retrouvez dans [cette fiche tout](https://drive.google.com/open?id=1ZNGOYd_cztmPGn3Q2IgIgMrKzpq5qpFs)es les informations nécessaires.

Consultez [la liste des commerces](https://drive.google.com/open?id=1msrPiNz87xTykHe5A6M4s5ZFYRRdlDJi) qui peuvent rester ouverts et les sanctions

**À noter : ces interdictions concernent les lieux recevant du public. Certaines activités non ouvertes au public peuvent donc continuer à s’exercer au sein des entreprises ou des chantiers.**

## **Fermeture des lieux recevant du public : précisions au-delà de la liste officielle**

La Direction générale des entreprises (DGE) a précisé que les activités qui ne sont pas visées expressément par l’obligation de fermeture au public mais qui ne sont pas indispensables à la vie de la Nation, ne peuvent pas ouvrir au public lorsqu’elles impliquent des contacts rapprochés avec le client. De fait, ces contacts rendent impossible le respect des mesures d'hygiène et de distanciation sociale, dites « gestes barrières » mises en place au niveau national pour ralentir la propagation du virus, et qui doivent être observées en tout lieu et en toute circonstance.

La DGE évoquait, par exemple, les modelages, applications de produits sur le corps ou le visage, application des mains sur la tête ou le corps.

* [Retrouvez la fiche relative à l’ouverture des commerces et aux déplacements.](https://www.cpme.fr/publications/covid-19/gestion-de-lentreprise)

# **Quelles aides sont accessibles aux entreprises ?**

Pour aider les **TPE-PME** à gérer cette crise sanitaire dont l**’impact économique** est déjà fort, plusieurs mesures ont été travaillées lors de réunions auxquelles la CPME a activement participé, puis annoncées par le gouvernement

Si vous êtes impacté, **des mesures sont mobilisables**, notamment en matière de :

* **Report d’échéances sociales et/ou fiscales** (URSSAF, impôts)
* Un **plan d'étalement de créances** avec l’appui de l’Etat et de la Banque de France
* Obtention ou maintien d’un **crédit bancaire** via Bpifrance
* Financement des salariés par le mécanisme de **chômage partiel**
* Appui au **traitement d’un conflit avec des clients ou fournisseurs**

Dans [la fiche pratique](https://drive.google.com/open?id=1fJYVsQkpzdpb_lOmlmSnmG3Vo5cV0ALA), retrouvez le dispositif des régions qui s’engagent aussi aux côtés des PME pour les aider à faire face à cette crise inédite. Soutien de la trésorerie, renforcement des capacités de garantie, accompagnement, etc.

La **CPME** a [regroupé dans une fiche](https://drive.google.com/file/d/1qMCywQgwlOPihqluVtHRAkO2guxGTnmz/view) toutes ces **aides** de manière claire et exhaustive, et surtout les **contacts et modalités** pour en bénéficier.

# **Autres mesures de soutien aux entreprises**

**Une subvention de l’Assurance Maladie – Risques professionnels pour aider les TPE/PME à prévenir le Covid-19 au travail**

**La commission AT-MP de la Cnam a voté à l'unanimité une aide spécifique pour le financement des mesures de prévention sanitaire dans les petites entreprises.**

**Objectif : permettre l'adaptation des milieux de travail afin de réduire l'exposition des salariés au risque sanitaire dans les structures les plus fragiles.**

**Ainsi, pour aider les entreprises de moins de 50 salariés et les travailleurs indépendants** à prévenir la transmission du Coronavirus au travail, **l’Assurance Maladie – Risques professionnels propose la subvention « Prévention COVID ».** Si vous avez investi depuis le 14 mars ou comptez investir dans des équipements de protection, de distanciation physique ou d’hygiène et de nettoyage, votre caisse régionale (Carsat, Cramif ou CGSS) pourra subventionner jusqu’à 50 % de votre investissement.

Pour connaître les modalités [cliquer sur le lien suivant](https://www.ameli.fr/cotes-d-armor/entreprise/covid-19/une-subvention-pour-aider-les-tpe-pme-prevenir-le-covid-19-au-travail)

La subvention concerne les achats ou locations de certains équipements ou installations réalisés du 14 mars au 31 juillet 2020.

Pour bénéficier de la subvention, il suffit de :

* + Télécharger et remplir [le formulaire de demande pour les entreprises de moins de 50 salariés](https://www.ameli.fr/sites/default/files/Documents/684793/document/formulaire_de_demande_de_subvention_prevention_covid_pour_les_entreprises_de_moins_de_50_salaries.pdf) ou [le formulaire dédié aux travailleurs indépendants sans salariés](https://www.ameli.fr/content/formulaire-de-demande-de-subvention-prevention-covid-pour-les-travailleurs-independants-sans-salarie) ;
  + Adresser, de préférence par mail, le formulaire avec les pièces justificatives demandées dans le formulaire à votre caisse régionale de rattachement (Carsat, Cramif ou CGSS). Pour savoir à quelle caisse vous adresser et ses coordonnées, consultez la liste classée par région.  
    Votre subvention vous sera versée en une seule fois par la caisse régionale après réception et vérification des pièces justificatives.  
    Votre demande devra être envoyée à la caisse avant le 31 décembre 2020.

Nos services restent à votre disposition pour toutes précisions complémentaires que vous souhaiteriez.

**AIDE EXCEPTIONNELLE AGIRC-ARRCO**

Dans le cadre du Covid-19, l’action sociale du régime de retraite complémentaire Agirc-Arrco a créé une [aide exceptionnelle d’urgence](https://www.agirc-arrco.fr/actualites/detail/covid-19-lagirc-arrco-met-en-place-une-aide-exceptionnelle-dediee-aux-salaries/) de 200 millions d’euros pour les salariés et dirigeants salariés cotisants Agirc-Arrco. Le détail de cette aide est détaillé ci-dessous.

**Conditions d’éligibilité et montant de l’aide**

L’aide sociale est allouée aux salariés et dirigeants salarié cotisants à l’Agirc-Arrco qui **rencontrent des difficultés d’ordre financier** du fait de la crise sanitaire.

Le montant **variera** en fonction de la situation de chaque cotisant et sera **plafonné à 1 500 euros.**

Cette aide sera mise en œuvre jusqu’à fin juillet, une prolongation pourra potentiellement être décidée par les instances de l’Agirc-Arrco après une évaluation de l’utilisation du dispositif.

**Modalités d’octroi de l’aide**

L’aide n’est pas versée automatiquement, le salarié ou le dirigeant salarié doit contacter [sa caisse de retraite complémentaire](https://espace-personnel.agirc-arrco.fr/public/#/dopli) et saisir une [demande d’intervention sociale simplifiée](https://www.agirc-arrco.fr/fileadmin/agircarrco/documents/formulaires/demande-intervention_sociale_simplifiee.pdf). La demande d’intervention doit être complétée par une déclaration sur l’honneur qui précise sa situation et décrit les difficultés financières rencontrées.

Le versement de l’aide interviendra dans un délai d’un mois environ après analyse et acceptation du dossier par les instances.

* Pour plus d’informations, consultez le [communiqué de presse de l’Agirc-Arrco](https://www.agirc-arrco.fr/fileadmin/agircarrco/documents/presse/presse_2020/20200512_CP_Aide_aux_salaries_01.pdf).

**Transport routier** : L’ensemble des transporteurs routiers de marchandises et de voyageurs, vont bénéficier d’un **remboursement accéléré de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE**) acquittée sur leurs consommations de gazole.

Tout au long de l’année 2020, ce remboursement interviendra au trimestre échu et non au semestre échu et sera applicable aux consommations effectuées depuis le 1er janvier 2020.

Cette mesure bénéficiera à l'ensemble des entreprises du secteur, et prioritairement à celles qui déposent leurs demandes de remboursement de façon dématérialisée, via l'application SidecarWeb. Les dossiers de remboursement pour le premier trimestre 2020 peuvent dès à présent être déposés dans l’application.

Par ailleurs, le secteur des cars et bus touristiques est inclus dans le plan de soutien pour le tourisme présenté par le Premier ministre. Ces entreprises pourront ainsi bénéficier d’une exonération de cotisations sociales sur les mois de mars à juin 2020.

* Accéder au [communiqué de presse](https://minefi.hosting.augure.com/Augure_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=C6FAEA94-6A92-4013-A574-3E7A9FCD76F7&filename=1029.pdf)

**Tourisme** : À l’occasion du comité interministériel du Tourisme du 14 mai, le Premier ministre a présenté les grandes lignes **du plan de soutien au secteur du CHR-tourisme, événementiel, sport et culture** pour permettre au secteur de tenir bon, face à la crise actuelle, en limitant les faillites et les licenciements, afin de lui permettre de se reconstruire mais aussi  de tracer des perspectives et préparer sa réouverture à court terme.

Ces mesures sont notamment les suivantes :

* Le **fonds de solidarité** restera ouvert jusqu’à la fin de l’année 2020, son accès sera élargi à des entreprises de plus grande taille et l’aide à laquelle il pourra donner droit sera augmentée jusqu’à 10 000 €.
* Les entreprises du secteur pourront continuer de recourir à **l’activité partielle** dans les mêmes conditions qu’aujourd’hui au moins jusqu’à la fin du mois de septembre 2020.  Au-delà, le chômage partiel leur restera ouvert si les activités reprennent trop lentement, dans des conditions qui seront le cas échéant revues.
* Un **plan d’investissements en fonds propres de 1,3 milliards d’euros** sera porté par la caisse des dépôts et par Bpifrance pour un effet attendu en matière d’investissement de 6,7 milliards d’euros
* Une **exonération de cotisations sociales** s’appliquera aux TPE et aux PME pendant la période de fermeture ou de très faible activité, au moins de mars à juin, pour un montant estimé à 2,2 Md€.
* Les collectivités locales qui le souhaiteront pourront **alléger la taxe de séjour des hébergements touristiques**. Elles pourront également décider de réduire des deux tiers la cotisation foncière des entreprises du tourisme. l’état en financera la moitié.
* Sous réserve de l’évolution de l’épidémie et de possibles restrictions localisées, les Français pourront partir en vacances en France en juillet-août : un **remboursement intégral sera possible en cas d’annulation des nouvelles réservations effectuées**, dans le contexte sanitaire de l’été 2020.
* Le **plafond journalier des tickets restaurants sera augmenté de 19 € à 38 €** et leur utilisation sera autorisée les week-ends et jours fériés, à partir de la date de réouverture des établissements et jusqu’à la fin de l’année 2020, uniquement dans les restaurants.
* Accéder au [discours d’Edouard Philippe](https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/document/document/2020/05/discours_de_m._edouard_philippe_premier_ministre_-_5eme_comite_interministeriel_du_tourisme_-_14.05.2020.pdf)
* Accéder au [dossier de presse](https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/document/document/2020/05/dossier_de_presse_-_comite_interministeriel_du_tourisme_-_14.05.2020.pdf)

La CPME salue le plan gouvernemental en faveur de l’hôtellerie et du tourisme. Retrouvez le [communiqué de presse sur le site de la CPME Bretagne](https://cpme-bretagne.fr/la-cpme-salue-le-plan-gouvernemental-en-faveur-de-lhotellerie-et-du-tourisme/)

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint pour votre bonne information un rapport reprenant [les 150 propositions de députés de la Majorité pour un tourisme à réinventer.](https://drive.google.com/open?id=1LLFr4gVLxYkGHmPQXMUaK5ohrTq3o-0R) Ce rapport est le fruit du travail du groupe d'études tourisme.

* Les réponses du Gouvernement aux **difficultés rencontrées par les indépendants dont les micro-entrepreneurs :**

<https://www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/2020/covid-independants.pdf>

* Le Gouvernement apporte des réponses aux difficultés rencontrées par les indépendants, dont les micro-entrepreneurs, frappés par la crise sanitaire. [Document mis à jour le 23/03/2020](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_03_23_covid-independants.pdf)

*Plus d’informations sur les Indépendants dans un chapitre suivant.*

* Pour soutenir les trésoreries des entreprises et des professionnels, lancement ce mercredi 25 mars des **« prêts garantis par l’Etat » (PGE)** avec la mobilisation de l’Etat, de la Fédération Bancaire Française et Bpifrance. Ce dispositif inédit et ouvert à tous les secteurs d’activité, va permettre à l’Etat de garantir pour 300 milliards d’euros de prêts.

[Modalités pratiques](https://www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/2020/dp-covid-pret-garanti.pdf)

* Le Médiateur des entreprises

Pendant cette situation inédite liée au coronavirus, le Médiateur des entreprises se mobilise et adapte son fonctionnement pour vous aider. Toutes les médiations sont effectuées par téléphone ou visioconférence donc n'hésitez pas les consulter si besoin. [Voir le site](https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/publications-mediateur-des-entreprises)

Le Médiateur des entreprises peut venir en aide à toute entreprise, organisation publique ou privée (quels que soient sa taille et son secteur d’activité) rencontrant des difficultés dans ses relations commerciales avec un partenaire (client ou fournisseur), qu’il soit, lui aussi, privé ou public. La procédure est gratuite et totalement confidentielle.

Lien vers la page internet du [site de la DIRECCTE Bretagne](http://bretagne.direccte.gouv.fr/Le-mediateur-des-entreprises-en-Bretagne) relatif au médiateur des entreprises en Bretagne

* + [Saisine de la médiation de crédit](https://mediateur-credit.banque-france.fr/saisir-la-mediation/vous-allez-saisir-la-mediation-du-credit)
  + [Pour consulter le site de la médiation du crédit](https://mediateur-credit.banque-france.fr/saisir-la-mediation/vous-allez-saisir-la-mediation-du-credit)
  + [Fiche pratique](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_fiche_presentation_mediateur_des_entreprises.pdf)
* La Banque des Territoires active des mesures exceptionnelles.[Consultez le communiqué](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_03_20_cp_mesures_exceptionnelles_banque_des_territoires_covid-19.pdf)
* Les services de la Direccte Bretagne ont produit [un document qui rappellent les obligations qui incombent au maitre d’ouvrage avant la réouverture d’un chantier du BTP de niveau 1](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_03_25_direccte_bretagne_reouverture_chantier_btp.pdf)
* Dans le cadre du plan gouvernemental de lutte contre le COVID-19, l’Agence de l’Innovation de Défense(AID) lance un appel à projets visant à disposer de propositions pour lutter contre la pandémie. Il porte sur la recherche de solutions innovantes, qu'elles soient d’ordre technologique, organisationnel, managérial ou d’adaptation de processus industriels, qui pourraient être directement mobilisables afin de : protéger la population, soutenir la prise en charge des malades, tester la population, surveiller l’évolution de la maladie au niveau individuel et l’évolution de la pandémie, ou aider à limiter les contraintes pendant la période de crise.

[Pour en savoir plus.](https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/appel-a-projets-aid-covid-19?utm_source=Liste+principale&utm_campaign=32fb73518c-EMAIL_CAMPAIGN_2020_03_19_02_52_COPY_03&utm_medium=email&utm_term=0_e1a672f5a4-32fb73518c-305041729)

* Plan d’urgence de soutien dédié aux start-ups de près de 4 milliards d’euros
  + Une enveloppe de 80 millions d’euros, financée par le Programme d’investissements d’avenir (PIA) et gérée par Bpifrance, afin de financer des bridges entre deux levées de fonds
  + Des prêts de trésorerie garantis par l’Etat pouvant aller spécifiquement jusqu’à deux fois la masse salariale France 2019, ou, si plus élevé,25 % du chiffre d’affaires annuel comme pour les autres entreprises
  + Le remboursement accéléré par l’État des crédits d'impôt sur les sociétés restituables en 2020, dont le crédit impôt recherche (CIR) pour l’année 2019, et des crédits de TVA
  + Le versement accéléré des aides à l’innovation du PIA déjà attribuées mais non encore versées, pour un montant total estimé de 250 millions d’euros
  + Enfin, l’État maintient, à travers Bpifrance, son soutien aux entreprises innovantes avec près d’1,3 milliard d’euros d’aides à l’innovation prévu pour 2020

Pour en savoir plus [télécharger le communiqué de presse](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_03_25_cp128_-plan_durgence_de_soutien_dedie_aux_start_up.pdf)

* Pour permettre aux consommateurs de soutenir leurs commerces de proximité et aux commerces de proximité de poursuivre [une activité en ligne](http://bretagne.direccte.gouv.fr/Coronavirus-Vente-en-ligne) et d’écouler leurs stocks, Cédric O,  et Agnès Pannier-Runacher,  ont rendu publiques les offres, gratuites ou préférentielles, recueillies auprès de nombreuses entreprises du e-commerce, pour fournir des solutions en matière de vente en ligne, de paiement ou de livraison.

## Report des dates limites de versement de la participation et de l’intéressement en 2020. Les employeurs ont jusqu’au 31 décembre 2020 pour verser les primes de participation et d’intéressement, sans devoir appliquer les dates limites de versement prévues par le Code du travail ou un accord applicable dans l’entreprise. [Pour en savoir plus.](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041755930&categorieLien=id)

## Mesures exceptionnelles en matière fiscale

## Afin de tenir compte de l’impact du coronavirus sur l’activité économique, le réseau de la Direction générale des Finances publiques (DGFiP) prend des mesures exceptionnelles pour accompagner les professionnels. Pour consulter la page dédiée, [cliquer ici](https://www.impots.gouv.fr/portail/node/13467#lesqr).

# Une tolérance pour les déclarations de TVA des entreprises

# En raison des contraintes de confinement liées à la crise du Covid-19, les entreprises qui sont dans l’impossibilité de rassembler les pièces utiles à leurs déclarations de TVA peuvent évaluer forfaitairement l’impôt dû.

## Suspension des délais des procédures de contrôle fiscal

## La loi d’urgence sanitaire prise en raison de la pandémie de coronavirus a autorisé le gouvernement à prendre certaines mesures nécessaires par voie d’ordonnance. Dans ce cadre, une ordonnance « relative à la prorogation des délais échus pendant la période d’urgence sanitaire et à l’adaptation des procédures pendant cette même période » a été publiée. Elle ne traite que des aspects liés aux procédures de contrôle fiscal. Des informations plus complètes vont être mise en ligne dans le Bulletin officiel des finances publiques (BOFIP) sur l'ensemble des procédures fiscales (rescrits, agréments...).

* [Voir l'ordonnance](https://www.cpme.fr/sites/default/files/2020-04/Ordonnance%2025%2003%2020%20d%C3%A9lais.pdf)
* [Consultez la fiche explicative](https://www.cpme.fr/sites/default/files/2020-04/Fiche%20explicative%20Article%2010%20de%20l%27ordonnance_d%C3%A9laisCF-3.pdf)

# Point sur les mandats de prélèvements fiscaux et sociaux auprès de votre banque

# Vous pouvez suspendre certains prélèvements dans votre compte fiscal professionnel. Néanmoins, l’administration fiscale attire l’attention sur le fait que vous ne devez en aucun cas résilier vos mandats (SEPA) accordés à l’administration fiscale.

# En effet, vous ne devez pas :

* Faire une opposition temporaire jusqu'à une certaine date que vous avez déterminée. A défaut, il convient de lever rapidement votre opposition aux prélèvements fiscaux en contactant votre agence bancaire ou directement dans votre espace bancaire.
* Faire une demande de révocation de mandat. Il faut que vous transmettiez rapidement à votre banque un nouveau mandat dûment signé. Vous pouvez générer ce mandat dans votre espace professionnel sur le site impots.gouv.fr (rubriques « gérer mes comptes bancaires » puis « éditer le mandat »).

# Fiscalité : assouplissements applicables pendant la période de Coronavirus

# Pour faire écho aux demandes de la CPME, le ministère de l’Economie et des Finances a officialisé le report au 31 mai de la date limite de souscription des déclarations de résultat 2019 et reconduit pour avril le dispositif de report des échéances de paiement d’impôt déjà applicable en mars.

Sur demande conjointe avec d’autres organisations, la DGFIP vient d’accorder un assouplissement temporaire des modalités de déclaration de TVA.   
  
Pour en savoir plus :

* Site [impots.gouv.fr](https://www.impots.gouv.fr/portail/node/13467)
* [Communiqué de presse](https://minefi.hosting.augure.com/Augure_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=1EBAEA47-F784-43DB-B26B-01268C294FBF&filename=1006%20-%20G%C3%A9rald%20DARMANIN%20annonce%20un%20prolongement%20des%20possibilit%C3%A9s%20de%20report%20des%20cotisations%20sociales%20et%20imp%C3%B4ts%20directs%20des%20entreprises%20pour%20tout%20le%20mois%20d%E2%80%99avril.pdf) du 3 avril 2020
* [Lettre du directeur de la DGFIP](https://www.cpme.fr/sites/default/files/2020-04/Lettre%20DG_TVA_Covid-19%20Pdt%20CPME.pdf) sur les modalités d’assouplissements

##### Suspension des pénalités de retard pour les marchés publics

L’UGAP, centrale d’achat public, a décidé la suspension des pénalités de retard. La mesure s’applique à toutes les commandes enregistrées depuis le 2 mars et dont la livraison était prévue avant le 30 juin 2020.

## Passation et exécution des marchés publics : les règles applicables durant l’état d’urgence sanitaire

## L’[ordonnance n° 2020-319](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=EFB73DB8FA515A6C634BD7834DFF5123.tplgfr41s_3?cidTexte=JORFTEXT000041755875&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041755510) adapte la passation et l’exécution des marchés publics en situation de crise sanitaire. Pour en savoir plus, consulter la [fiche technique](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/conseil_acheteurs/fiches-techniques/crise%20sanitaire/FT_Urgence_Covid_19%20_commande_publique_06-04-2020.pdf) de Bercy ainsi qu’[une FAQ](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/conseil_acheteurs/fiches-techniques/crise%20sanitaire/questions-reponses-coronavirus-commande-publique.pdf). Les mises à jour sont faites régulièrement, en fonction des besoins des entreprises.

## 

## Second Projet de Loi de Finances Rectificative pour 2020 (PLFR 2)

## Ce texte amplifie et complète les mesures instaurées par la première loi de finances rectificative du 23 mars 2020. Il contient un soutien renforcé aux entreprises (amélioration du fonds de solidarité, mise en œuvre d'une enveloppe d'avances remboursables pour les entreprises de 50 à 250 salariés…).

## [Consulter le PLFR 2](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/l15b2820_projet-loi)

* Médiation sur les loyers des commerçants

Bruno Le Maire, ministre de l’Economie et des Finances, a confié à Jeanne-Marie Prost une mission de médiation sur les loyers des commerçants. Madame Prost, conseillère maître à la Cour des Comptes, aura pour mission d’organiser une médiation entre les fédérations de bailleurs professionnels et les fédérations de commerçants, en vue de définir des accords cadre et des règles de bonne conduite pour permettre aux commerçants et à leurs bailleurs professionnels de trouver des solutions adaptées à leur situation sur la question des loyers.

Accéder au [communiqué de presse](https://minefi.hosting.augure.com/Augure_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=78969C84-291C-4F48-9AC9-0CCED28677E1&filename=2134%20-%20Bruno%20Le%20Maire%20confie%20%C3%A0%20Jeanne-Marie%20Prost%20une%20mission%20de%20m%C3%A9diation%20sur%20les%20loyers%20des%20commer%C3%A7ants.pdf)

### Assurance-crédit : réactivation des dispositifs de garanties CAP

Face aux retraits de garanties parfois brutaux, le gouvernement a remis en place un [dispositif d’assurance-crédit](https://www.economie.gouv.fr/lancement-dispositif-reassurance-publique-risques-assurance-credit) qui prend la forme de compléments d’assurance-crédit proposés par les assureurs à tous leurs assurés français, via trois produits :

* + Cap, qui offre une garantie complémentaire d’assurance-crédit domestique, venant s’ajouter à la garantie classique de l’assureur,
  + Cap +, qui offre une garantie d’assurance domestique de substitution lorsque la contrepartie n’est plus assurable,
  + Cap-France Export, qui offre les mêmes couvertures pour les créances export de court terme.

### Plus de trésorerie pour les entreprises du transport routier

Le gouvernement a introduit [deux nouvelles mesures](https://minefi.hosting.augure.com/Augure_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=B388890E-2A38-458D-9AF4-0A6EC301BC57&filename=1014%20-%20G%C3%A9rald%20Darmanin%20et%20Jean-Baptiste%20Djebbari%20annoncent%20390%20millions%20d%E2%80%99euros%20de%20mesures%20de%20tr%C3%A9sorerie%20en%20faveur%20du%20transport%20routier.pdf) en faveur des entreprises du transport routier. Elles vont se traduire par :

* + Un gain de trésorerie immédiat de près de 300 millions d’euros (remboursement de la TICPE tous les trimestres au lieu des semestres)
  + Un gain de trésorerie de 90 millions d’euros au quatrième trimestre 2020 (report de trois mois de la prochaine échéance de la taxe sur les véhicules routiers, initialement fixée au 1er septembre).

# Report et échelonnement du règlement des factures de gaz et d’électricité

Le Gouvernement vient de mettre en place un dispositif concernant le règlement des factures de gaz et d’électricité pour les très petites entreprises éligibles au Fonds de Solidarité.

Concrètement, ce dispositif concerne les échéances de paiement des factures exigibles entre le 12 mars et la date de fin de l’état d’urgence sanitaire. Le paiement sera échelonné sur une durée de 6 mois à compter du dernier jour du mois suivant la date de fin de l’état d’urgence sanitaire. EDF applique le report de paiement des factures aux TPE éligibles qui en font la demande via notamment le formulaire mis à disposition sur leur espace Client. [Cliquez ici](https://www.edf.fr/entreprises/le-mag/le-mag-entreprises/actualites-edf-entreprises/covid-19-edf-mobilise-a-vos-cotes)

A noter également : afin d’accompagner ses fournisseurs TPE et PME dans un contexte de ralentissement économique dû à l’épidémie, le Groupe EDF met en place un dispositif de paiement accéléré des factures pour les prestations achevées et validées par EDF au 31 mars 2020.

Ainsi, au lieu du délai contractuel de 60 jours en France, le règlement des fournisseurs interviendra avant mi-avril pour les TPE et avant fin avril pour les PME. Ce dispositif concerne les fournisseurs d’EDF SA et de ses filiales, Dalkia et EDF Renouvelables. Aucune démarche particulière de leur part n’est nécessaire. La durée du dispositif est évolutive en fonction de la durée de la crise. Enedis a décidé de s’engager dans une démarche équivalente.

* Report des cotisations sociales et impôts directs

Dans le cadre du plan de soutien de l’économie face à la crise du COVID-19, le gouvernement a donné la possibilité aux entreprises qui en avaient besoin de reporter les cotisations sociales et les impôts directs dus à partir du 15 mars. Gérald Darmanin a décidé de prolonger ces mesures exceptionnelles pour les échéances sociales et fiscales du mois d’avril.

[Plus d’info](https://minefi.hosting.augure.com/Augure_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=1EBAEA47-F784-43DB-B26B-01268C294FBF&filename=1006%20-%20G%C3%A9rald%20DARMANIN%20annonce%20un%20prolongement%20des%20possibilit%C3%A9s%20de%20report%20des%20cotisations%20sociales%20et%20imp%C3%B4ts%20directs%20des%20entreprises%20pour%20tout%20le%20mois%20d%E2%80%99avril.pdf)

# Un report pour le dépôt de votre déclaration de résultats

# A titre exceptionnel, dans le contexte de crise sanitaire actuel, l’administration a décidé d’octroyer quelques jours supplémentaires aux entreprises qui ne peuvent pas déposer leur déclaration de résultats dans les délais habituels. Pour elles, la date limite de dépôt est reportée du 20 au ***31 mai 2020.***

# Entreprises en difficulté : assouplissement des règles relatives au dépôt de bilan

# Un délai plus long vient d’être exceptionnellement et provisoirement accordé aux chefs d’entreprise en difficulté. Ainsi, si leur entreprise se retrouve en état de cessation des paiements après le 12 mars 2020, ces derniers pourront déposer le bilan à une date pouvant aller jusqu’à trois mois après la fin de la période d’état d’urgence sanitaire (a priori le 24 août 2020). Ce qui leur laissera le temps de voir si leur activité repart après la crise et donc, si c’est le cas, précisément d’éviter le dépôt de bilan.

# COVID 19 : Précisions sur les 10 aides financières et services exceptionnels mobilisés par l'Agefiph

# Agefiph a décidé de créer ou adapter 10 aides financières et services pour accompagner les entreprises et les personnes handicapées dans leur parcours professionnel. Ces mesures exceptionnelles concernent à la fois les personnes en emploi, en formation professionnelle, les demandeurs d’emploi, les employeurs privés et les entrepreneurs travailleurs handicapés.

# [Téléchargez le document](https://www.agefiph.fr/sites/default/files/medias/fichiers/2020-04/Covid%2019-pr%C3%A9cisions%20sur%20les%2010%20mesures%20exceptionnelles%20de%20l%27Agefiph.pdf)

* Report des loyers

Les principales fédérations de bailleurs et la Caisse des dépôts ont appelé leurs adhérents à annuler trois mois de loyers pour les TPE(qui sont contraintes de fermer en application de l’arrêté du 15 mars 2020), et s’engagent à rédiger un code de bonnes pratiques avec les fédérations de commerçants pour gérer les reports des autres entreprises en difficulté.

Accéder au [communiqué de presse](https://minefi.hosting.augure.com/Augure_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=4542340E-4407-4F57-B5E2-6EA5568472A3&filename=2129%20-%20%20Les%20principales%20f%C3%A9d%C3%A9rations%20de%20bailleurs%20et%20la%20Caisse%20des%20d%C3%A9p%C3%B4ts%20ont%20appel%C3%A9%20leurs%20adh%C3%A9rents%20%C3%A0%20annuler%20trois%20mois%20de%20loyers%20pour%20les%20TPE.pdf)

* Employeurs publics

Dans le contexte de crise sanitaire actuelle, le Comité national du FIPHFP (Fonds pour l’Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique), réuni en séance exceptionnelle le 17 avril, a validé la mise en place de deux aides financières pour faciliter le travail à distance des travailleurs handicapés durant la période de confinement. Une, destinée à accompagner l’équipement informatique des apprentis, dans la limite de 500€. Une seconde pour favoriser le travail à distance pour les travailleurs handicapés qui ne sont pas habituellement en télétravail, dans la limite de 1 000€.

[Plus d’info](http://www.fiphfp.fr/Actualites-COVID-19/Actualites-COVID-19/COVID-19-Le-FIPHFP-met-en-place-deux-aides-pour-accompagner-les-travailleurs-handicapes-pendant-le-confinement)

## **Contrats publics : de nouvelles mesures pour les entreprises**

Le gouvernement a adopté, le 22 avril, une nouvelle ordonnance portant diverses mesures pour faire face à l’épidémie de Covid-19. Le texte introduit notamment la possibilité de suspendre le versement des redevances pour les entreprises dont l’activité est fortement dégradée à cause de la pandémie.

* [L’ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041814597&dateTexte=&categorieLien=id)
* [La fiche « réponses à vos questions »](https://www.economie.gouv.fr/daj/conseil-acheteurs-fiches-techniques)

## **Nomination d’une médiatrice aux loyers commerciaux**

Bruno Le Maire a nommé une médiatrice sur les loyers commerciaux, Jeanne-Marie Prost, qui a pour mission d'accompagner bailleurs et commerçants afin de gérer les conflits sur le paiement des loyers, durant la période de confinement.  
Elle devra organiser une médiation entre les fédérations de bailleurs professionnels et les fédérations de commerçants, pour définir des accords cadre et des règles de bonne conduite et permettre aux commerçants et à leurs bailleurs professionnels de trouver des solutions adaptées à leur situation sur la question des loyers.

## **Dématérialisation de certains documents douaniers**

Les douanes viennent de mettre à jour - en ce qui concerne la partie portant sur la réglementation CITES - [la fiche](https://drive.google.com/open?id=1KkyhlWZwVEBlY1JyY2uVLuckIzX4w-XX) sur l'adaptation des modalités pour la présentation et le contrôle des autorisations spécifiques aux marchandises soumises à restriction.

## **Cellule d'écoute pour les chefs d'entreprise**

Le ministère de l'Economie et des Finances a mis en place un numéro vert pour apporter une réponse aux entrepreneurs fragilisés par la crise : 0 805 65 505 0, disponible 7 jours sur 7, de 8 heures à 20 heures.

Cette cellule d'écoute psychologique est mise en place avec l’association Aide psychologique aux entrepreneurs en souffrance aiguë (APESA) et le soutien des partenaires Harmonie Mutuelle.

[En savoir plus](https://www.economie.gouv.fr/mise-en-place-cellule-ecoute-soutien-psychologique-chefs-entreprise)

**Gérants minoritaires, Présidents de SAS ou de SASU Enfin une aide pour les dirigeants salariés !**

Pas de chômage partiel, aucune aide directe, les dirigeants salariés des sociétés étaient les grands oubliés des différents dispositifs d’aides mis en place suite à la pandémie.

Quelque 150.000 dirigeants, **Gérants minoritaires ou égalitaires** **de SARL**, **Présidents de SAS ou de SASU** notamment**,** relèvent à titre personnel du régime des **salariés**. Mais en tant que tel, ils étaient les seuls à ne bénéficier **d’aucune** aide personnelle directe.

Rappelons en effet que si le fonds de solidarité profite aussi aux sociétés, il constitue une subvention en faveur de **l’entreprise**, non une aide en faveur de ses dirigeants.

Certains Gérants **majoritaires** ont eu quant à eux un petit coup de pouce le mois dernier avec le remboursement de leurs cotisations de retraite complémentaire de 2018, dans la limite de 1.250 €.

Mais les Gérants salariés en revanche, rien. Néanmoins, leur situation vient enfin d’être prise en compte. Grâce à l’intervention de la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises (CPME), la caisse de retraite complémentaire des salariés, **l’AGIRC-ARRCO**, vient de créer une **aide exceptionnelle d’urgence** en faveur de ses cotisants, y compris donc les **dirigeants salariés** de sociétés.

Cette aide individuelle exceptionnelle fera l’objet d’un **versement unique**, qui pourra s’élever jusqu’à **1.500 €**. Une enveloppe globale de 200 millions d’euros y est consacrée.

Pour connaître les modalités et où s’adresser, [cliquer sur le lien suivant](https://www.gerantdesarl.com/actualite/gerants-minoritaires-presidents-de-sas-ou-de-sasu-enfin-une-aide-pour-les-dirigeants-salaries#.XrzwPAJbp8s.twitter)

# **Les Commissaires aux Restructurations et à la Prévention des difficultés des entreprises (CRP) pour les entreprises en difficulté**

**Les CRP sont au cœur du dispositif d’anticipation et d’accompagnement des entreprises en difficulté.** [Pour en savoir plus et retrouver la Liste des CRP](https://www.entreprises.gouv.fr/politique-et-enjeux/commissaires-aux-restructurations-et-a-la-prevention-des-difficultes-des)

Pour la région Bretagne le CRP est monsieur Cyril charbonnier :

Courriel : [cyril.charbonnier@direccte.gouv.fr](mailto:cyril.charbonnier@direccte.gouv.fr)

Tél : 02.99.12.21.37

**Report des cotisations et contributions sociales**

Les reports des échéances sociales des mois de mars et d'avril ont déjà permis un soutien massif aux entreprises qui y ont largement recouru.

Ces sommes représentent un volume massif de soutien à leur trésorerie.

Gérald Darmanin, Ministre de l’Action et des Comptes publics a décidé de **reconduire en mai les mesures de report des cotisations et contributions sociales pour l’ensemble des entreprises qui en ont besoin.**

* Accéder au co[mmuniqué de presse](https://minefi.hosting.augure.com/Augure_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=B3E96E59-8622-4892-B578-C9498958EE79&filename=1024%20-%20G%C3%A9rald%20DARMANIN%20annonce%20la%20reconduction%20des%20possibilit%C3%A9s%20de%20report%20des%20cotisations%20et%20contributions%20sociales%20au%20mois%20de%20mai%20pour%20les%20entreprises%20confront%C3%A9es%20%C3%A0%20des%20difficult%C3%A9s.pdf)

# Mesures de soutien massif de la Région Bretagne

Les conséquences de cette crise sanitaire sont nombreuses : annulations d’événements, perte brutale de chiffre d’affaires dans beaucoup de secteurs, difficultés d’approvisionnement pour beaucoup d’entreprises… La Région Bretagne mobilise 103,8 M€ pour prendre un ensemble de mesures économiques afin d’aider les entreprises et les associations à traverser la crise et préparer le rebond.

Pour consulter le site #Covi19 les mesures exceptionnelles de la Région, cliquer [ici](https://www.bretagne.bzh/actions/grands-projets/covid-19/un-soutien-massif-aux-entreprises/)

#### **Prêt Rebond Région Bretagne**

Prêt à taux 0 de 10 000 à 200 000 € pour les PME de plus d’un an ayant des perspectives de reprise d’activité qui nécessitent un recours supplémentaire à l’endettement.  
Dispositif proposé par la Région et Bpifrance (5 M€).

Bénéficiaires : PME bretonne de plus d’un an rencontrant un besoin de financement lié à une difficulté conjoncturelle ou une situation de fragilité temporaire.

Pour en savoir plus, [consultez la fiche aide sur le Prêt rebond](https://www.bretagne.bzh/aides/fiches/pret-rebond/)

#### **Fonds de solidarité**

Aide de 1 500 € maximum (volet 1 instruit par l’Etat) : le dirigeant de l’entreprise effectue une demande à partir de son espace personnel sur la plateforme [impots.gouv.fr](https://www.impots.gouv.fr) (avant le 30 avril 2020)

**Aide de 2000 € à 5000 € (volet 2 instruit conjointement par la Région et l’Etat)** pouvant compléter la première aide pour les entreprises les plus en difficulté.  
Pour en savoir plus et et effectuer votre demande sur la plateforme régionale : [consulter la fiche aide](https://www.bretagne.bzh/aides/fiches/covid19-fonds-de-solidarite-volet-2-region/)

Fonds national abondé par la Région Bretagne (21 M€). Bénéficiaires : très petites entreprises de 10 salariés et moins : sociétés, associations ou coopératives lucratives, structures individuelles (micro-entrepreneur, professions libérales, artisans, commerçants, indépendants)

***Fonds régional de garanties Bretagne***

Extension des conditions de garanties d’emprunt bancaire à 80 voire 90% pour les prêts destinés à renforcer la trésorerie des PME et TPE.

Fonds doté par la Région Bretagne et Bpifrance

Bénéficiaires : TPE, PME affectées par les conséquences du Coronavirus.

Contact : Bpifrance – **0 969 370 240** ou via le [**formulaire de contact**](https://mon.bpifrance.fr/authentication/?TAM_OP=login&ERROR_CODE=0x00000000&URL=%2Fmon-espace%2F#/formulaire/soutienauxentreprises)

***Les mesures pour les entreprises bénéficiaires d’aides régionales***

### **Versement anticipé des aides régionales**

Un versement anticipé des avances remboursables et subventions accordées déjà votées (d’un montant jusqu’à 90 %), sans justificatif nouveau.

### **Suspension du remboursement des avances remboursables**

À compter du 15 mars : suspension jusqu’à fin du mois de septembre 2020 de l’ensemble des remboursements d’avances accordées aux entreprises. L’échéancier sera aussi étudié pour les entreprises n’ayant pas honoré leurs engagements en février.  
Bénéficiaires : toutes entreprises et associations bénéficiant d’une avance remboursable.

38 M€ d'aides supplémentaires votées par la Région le 27 avril 2020

* 7 M€ pour le fonds Covid Résistance en soutien aux petits commerces, artisans, hôtels, restaurants, associations. A côté du fonds national de solidarité, la Région Bretagne met en œuvre avec les collectivités et la Banque des territoires un **fonds doté de 27,2 M€** pour aider les **petites entreprises, commerces, hôtels, restaurants, artisans et associations** (avances remboursables jusqu’à 10 000 €).
* Aides aux entreprises investies dans la santé
* 100 000 € au fonds d'urgence au CROUS pour les étudiants les plus précaires.

# **Depuis mi-mars, la Région a mobilisé 141,5 M€ d’aides supplémentaires.** [**Consultez le communiqué**](https://www.bretagne.bzh/presse/communiques-dossiers/soutien-aux-activites-et-aux-personnes-affectees-par-lepidemie-de-covid-19-depuis-mi-mars-la-region-a-mobilise-1415-me-daides-supplementaires/)

**Covid Resistance**

Cette aide vise à maintenir la vitalité du territoire breton en accordant des prêts à taux zéro aux associations et aux petites entreprises qui présentent un besoin de trésorerie, non couvert par financement bancaire, dans le contexte de la crise sanitaire du Covid-19.

[Consultez le site](https://www.bretagne.bzh/aides/fiches/covid19-fonds-covid-resistance/)

# Indemnisation des indépendants et des TPE impactées

###### Vous cotisez à la Sécurité Sociale des Indépendants ?

Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) propose quatre aides financières au travailleur indépendant en fonction de la difficulté rencontrée. Ces aides sont mises en œuvre par la branche Recouvrement et les Urssaf. Pour plus d’informations et pour soumettre une demande d’aide exceptionnelle, [cliquez-ici](https://www.secu-independants.fr/action-sociale/demander-une-aide/).

 Les travailleurs indépendants du commerce et de l’artisanat bénéficient donc, en avril, d’une « indemnité de perte de gains », telle que [demandée par la CPME.](https://www.cpme.fr/espace-presse/communiques-de-presse/la-cpme-propose-la-mise-en-place-dune-indemnite-de-perte-de-gains-pour-les-travailleurs-independants)

Cette aide exceptionnelle validée par le Conseil de la Protection Sociale des Travailleurs Indépendants (CPSTI), sous la présidence de Sophie Duprez (CPME), avec l’accord des ministères de tutelle, sera modulable en fonction du niveau de cotisations de chacun au régime de retraite complémentaire des indépendants (RCI), et ce dans la limite maximale de 1.250 € nets.

La somme attribuée est exonérée de charges sociales et d’impôts.

Le paiement de cette somme, qui, ne pourra excéder le montant individuel des cotisations annuelles de chacun au RCI, sera uniquement conditionné au fait d’être en activité au 15 mars 2020 et immatriculé avant le 1er janvier 2019.

Les droits à la retraite complémentaire acquis ne seront pas remis en cause.

Elle sera prochainement versée par le CPSTI, via les URSSAF, sans que les indépendants concernés n’aient la moindre démarche à accomplir. Le paiement des cotisations sociales des travailleurs indépendants a été reporté en mars et avril, et il le sera probablement, si la situation l’exige, au mois de Mai.

Cette aide sera cumulable avec le Fonds de Solidarité mis en place par le gouvernement à l’intention des petites entreprises.

Ainsi les travailleurs indépendants du commerce et de l’artisanat, aujourd’hui en grande difficulté, bénéficieront d’une aide financière ponctuelle, et ce sans que soient mises à contribution les finances publiques**.**

Précisions relatives à l’aide exceptionnelle de 1250 euros pour les Travailleurs Indépendants

Les 4 organisations représentatives des Travailleurs Indépendants (CPME, U2P, MEDEF et CNPL) ont fait adopter, dans le cadre du CPSTI (Sécurité Sociale des Indépendants) le principe d’une aide exceptionnelle plafonnée à 1250 euros. Cette aide sera versée de manière automatique par les Urssaf et ne nécessitera aucune démarche.

Les modalités d’attribution et le périmètre de cette aide doit être précisé, car en l’état, elle ne concerne pas les Professions Libérales.

1 - L’aide exceptionnelle plafonnée à 1250 euros. Il s’agit d’une initiative proposée par le Bureau du CPSTI, le 19 mars, et étudiée par les instances compétentes (Commission financière, Assemblées Générales). Le dispositif a été voté lors de l’Assemblée Générale du 2 avril 2019.

2 - Principes :

* + L’aide exceptionnelle est prélevée sur les réserves du régime complémentaire des Commerçants et Artisans, et dans la limite des liquidités de ce régime, afin de ne pas vendre d’actions en cette période de baisse boursière.
  + Son montant ne pourra pas excéder celui des cotisations sociales au régime complémentaire versé par l’assuré au titre de l’exercice 2018, et ce avec un plafond de 1250 euros. L’idée de base initiale était donc celui d’un remboursement de cotisation limité dans son montant, afin de procurer des liquidités immédiates aux cotisants subissant les effets du confinement et du ralentissement de l’économie.
  + Elle sera payable courant avril.
  + Elle ne sera pas soumise à cotisations sociales ou prélèvement fiscal.

3 - Les pouvoirs publics, et la Direction de la Sécurité Sociale, ont validé, sous conditions du maintien des grands équilibres du régime, et du service des prestations, le dispositif voté initialement. Celui-ci est donc devenu exécutoire.

4 - Les Professions Libérales qui disposent de régimes de retraite spécifiques (CNAVPL ou CNBF) et ne cotisent pas aux régimes de retraite gérés par le CPSTI, ne sont donc pas éligibles à cette aide.

**Un mécanisme similaire est à l’étude pour les professions libérales.**

[Lire le Communiqué de presse](https://drive.google.com/open?id=13Ci1_dObv3jxoIBU-JKceU_AJaqqZcF2)

# **Cotisation URSSAF : Mesures exceptionnelles**

L’Urssaf Bretagne est mobilisée et met en place des mesures d’accompagnement. Ainsi, les employeurs ou travailleurs indépendants ayant subi une perturbation majeure de leur activité sont invités à se rapprocher de l’Urssaf afin que la solution la plus adaptée soit trouvée. Ces demandes seront traitées de manière prioritaire par l’organisme, par une équipe dédiée.

Pour les employeurs, il est possible de solliciter :

* Le report des cotisations sociales
* L’octroi de délais (échelonnement de paiements)
* Une remise exceptionnelle des majorations et pénalités de retard sur les périodes ciblées.

Employeur : connectez-vous en priorité à votre espace en ligne sur [www.urssaf.fr](http://www.urssaf.fr) et signalez votre situation via la rubrique : « Une formalité déclarative » / « Déclarer une situation exceptionnelle ».

Il vous est également possible de joindre l’Urssaf par téléphone au 3957 (0,12€ / min + prix appel) ou d’adresser un courrier en spécifiant la mention « Dispositif de crise Covid-19 »à l’adresse suivante : Urssaf Bretagne **-** TSA 40015 - 93517 Montreuil cedex

Pour les travailleurs indépendants il est possible de demander :

* Une anticipation de la régularisation annuelle afin d’obtenir un recalcul des cotisations cohérent avec les résultats de l’entreprise (revenus ou chiffre d’affaires) et obtenir un nouvel échéancier de paiement des cotisations provisionnelles,
* L’octroi de délais (échelonnement de paiements)
* Une remise exceptionnelle des majorations et pénalités de retard sur les périodes ciblées.
* De solliciter l’intervention de l’action sociale pour la prise en charge partielle ou totale des cotisations au titre de l’aide aux cotisants en difficulté, ou pour l’attribution d’une aide financière exceptionnelle.

Travailleur indépendant, artisan, commerçant, professions libérales (hors praticiens auxiliaires médicaux) : connectez-vous en priorité sur le site [www.secu-independants.fr](file:///C:\Users\Utilisateur\Desktop\CORONAVIRUS\www.secu-independants.fr) , rubrique action sociale/ demander une aide pour réajuster vos revenus, solliciter un délai ou une demande d'aide sociale. Vous pouvez également joindre l’Urssaf par téléphone au 3698 (service gratuit + prix d’un appel).

# Cotisations URSSAF : le report des cotisations dues au 15 avril 2020 est confirmé

Le **même dispositif** que celui appliqué aux échéances du 15 mars et du 5 avril est reconduit : les employeurs (entreprises de plus de 50 salariés) dont la date d’échéance URSSAF intervient le 15 du mois **peuvent reporter tout ou partie** du paiement de leurs cotisations salariales et patronales pour l’échéance du **15 avril 2020**.

# **Mesures exceptionnelles pour le paiement de vos impôts**

Afin de tenir compte de l’impact de l’épidémie de coronavirus COVID-19 sur l’activité économique, et conformément aux annonces du Président de la République le 12 mars 2020, laDGFiP se mobilise pour accompagner les entreprises et les entrepreneurs individuels qui rencontrent des difficultés pour déclarer ou payer leurs prochaines échéances.

Si vous êtes une entreprise (ou si vous êtes expert-comptable et intervenez pour des clients dans cette situation), vous pouvez demander à votre service des impôts des entreprises le report sans pénalité du règlement de vos prochaines échéances d'impôts directs (acompte d'impôt sur les sociétés, taxe sur les salaires).

# **Cotisations sociales**

Modulation et report des prélèvements à la source

**Report des impôts directs**

Si vous avez déjà réglé vos échéances de mars, vous avez peut-être encore la possibilité de vous opposer au prélèvement SEPA auprès de votre banque en ligne.

Sinon, vous avez également la possibilité d'en demander le remboursement auprès de votre service des impôts des entreprises, une fois le prélèvement effectif.

* Si vous êtes travailleur indépendant, nous vous rappelons que vous pouvez moduler à tout moment votre taux et vos acomptes de prélèvement à la source. Vous pouvez aussi reporter le paiement de vos acomptes de prélèvement à la source sur vos revenus professionnels d’un mois sur l’autre jusqu’à trois fois si vos acomptes sont mensuels, ou d’un trimestre sur l’autre si vos acomptes sont trimestriels. Toutes ces démarches sont accessibles via votre espace particulier sur [impots.gouv.fr](https://cpme-pdl.us9.list-manage.com/track/click?u=16df6f45589ed3eca4095be2e&id=a188c4f9c4&e=adc44da79f), rubrique « Gérer mon prélèvement à la source » : toute intervention avant le 22 du mois sera prise en compte pour le mois suivant.
* Si vous avez un contrat de mensualisation pour le paiement de votre CFE ou de votre taxe foncière, vous avez la possibilité de le suspendre sur [impots.gouv.fr](https://cpme-pdl.us9.list-manage.com/track/click?u=16df6f45589ed3eca4095be2e&id=2f418a7dfc&e=adc44da79f) ou en contactant votre Centre prélèvement service : le montant restant vous sera prélevé au solde, sans pénalité.

Pour faciliter l'ensemble de vos démarches, la DGFiP met à votre disposition un modèle de demande, disponible sur le site [impots.gouv.fr](https://www.impots.gouv.fr/portail/), à adresser à votre service des impôts des entreprises. Pour toute difficulté, n’hésitez pas à vous rapprocher de votre service des impôts des entreprises, par la messagerie sécurisée de votre espace professionnel, par courriel ou par téléphone.

**CFE & Taxe foncière mensualisées ?**

Suspension des prélèvements

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| |  |  | | --- | --- | | |  | | --- | | Pour les contrats de mensualisation pour le paiement du CFE ou de la taxe foncière, vous pouvez suspendre le prélèvement sur [impots.gouv.fr](https://cpmeparisiledefrance.us16.list-manage.com/track/click?u=75f2ffb57f032e2d070f73656&id=f6bc59c1e2&e=a0791e7b0d) ou en contactant votre service des impôts.  Pour faciliter l’ensemble des démarches, la DGFiP met à disposition un modèle de demande. [> Télécharger le document](https://www.impots.gouv.fr/portail/actualite/demande-de-delai-de-paiement-ou-de-remise-pour-les-entreprises-en-difficulte-suite-au)  **Pour toute difficulté dans le paiement des impôts, ne pas hésiter à se rapprocher du service des impôts des entreprises, par la messagerie sécurisée de votre espace professionnel, par courriel ou par téléphone.** | | |

**Les informations détaillées sont disponibles sur les sites habituels :**

Vous êtes employeur ou profession libérale ? [Consultez le site de l’URSSAF](https://www.urssaf.fr/portail/home/actualites/toute-lactualite-employeur/mesures-exceptionnellespour-les.html)

Vous êtes travailleurs indépendants artisan commerçant ? [Consultez le site de la Sécu des indépendants](https://www.secu-independants.fr/cpsti/actualites/actualites-nationales/epidemie-de-coronavirus/)

Pour connaitre le détail des mesures sur les échéances sociales et fiscales, [rendez-vous sur le site du ministère](https://www.economie.gouv.fr/mesures-exceptionnelles-urssaf-et-services-impots-entreprises)

# **Mobilisation totale des banques françaises**

Les banques ont fait part, dès la semaine dernière, de leur totale mobilisation afin d’accompagner leurs clients, en particulier commerçants, professionnels, petites et moyennes entreprises, qui pourraient faire face à des difficultés résultant du développement de l’épidémie de coronavirus pouvant impacter temporairement leur activité.

Les banques françaises sont à vos côtés pour vous accompagner dans cette période exceptionnelle. [LIRE LE COMMUNIQUÉ](https://drive.google.com/open?id=1Isib3UXLc_bMFLc1-1I1x2354_vJWUlu)

**Des prêts garantis à 90% par l'État - PGE**

Emmanuel Macron a annoncé le 16 mars un dispositif de garantie de l’État pour des prêts accordés par les banques pour les entreprises impactées par le Covid–19.

# #COVID19 [| Tout savoir sur les prêts garantis par l’État](https://drive.google.com/open?id=1VmKaow7R9LsvmFkejkfObTChNE3MRh4E)

[Prêts garantis par l’Etat : publication d’une foire aux questions détaillée](https://drive.google.com/open?id=1G3465sT2SCqeOIaQy-4IE_c7ocs-57bZ)

Ce document rappelle notamment que :

* Les banques s'engagent à octroyer très largement le prêt garanti par l'Etat dans un délai de 5 jours à compter de la réception d'un dossier simplifié, pour toutes les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 10 M€ (ou un seuil supérieur propre à la banque) et qui ne présentent pas de difficulté financière (notations de 3++ à 5+), soit 85% des entreprises en France ;
* Les banques s'engagent pour tous les autres professionnels et entreprises à examiner attentivement, au cas par cas, leur demande ; c'est également le cas des start-ups et des entreprises dont la notation Fiben ou équivalente ne serait pas encore représentative de leur potentiel à moyen terme
* En cas de décision négative, le professionnel ou l'entreprise peut s'adresser à la médiation du crédit de son ressort.

*Par ailleurs je vous rappelle que la CPME reste à votre disposition pour appuyer les entreprises rencontrant des difficultés pour obtenir ces PGE. N’hésitez à nous communiquer (*[*contact@cpme-bretagne.fr*](mailto:contact@cpme-bretagne.fr)*), avec les pièces afférentes, toutes situations qui vous sembleraient anormales.*

Consultez [le PAQ Prêt Garanti par l’État](https://drive.google.com/open?id=1w_8sASabko1QRlm8j4Tpsw_61ZM39hVY)

**Prêt garanti par l’État (PGE)** : Un **tableau de bord hebdomadaire** permettant de suivre la distribution des PGE recense les prêts accordés par taille d’entreprise, par secteur d’activité, par région et par cotre de crédit.

* Accéder au [tableau de bord](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/covid19-soutien-entreprises/Tableau_de_bord_PGE_Situation_24avril_20200429.pdf) | Données au 23/04 inclus
* Accéder au [communiqué de presse](https://minefi.hosting.augure.com/Augure_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=819DFBAD-5A6E-4332-A093-CC876B668040&filename=2144%20-%20Pr%C3%AAts%20garantis%20par%20l%27Etat%20-%20publication%20d%27un%20tableau%20de%20bord%20hebdomadaire%20.pdf) | 30/04/2020

# **Dispositif exceptionnel de la Banque de France**

Banque de France propose un rapport d’analyse financière pour chaque entreprise qui pourra être téléchargé gratuitement sur le site de la Banque de France sous réserve que cette dernière dispose de 2 liasses fiscales au format standard ou que l’entreprise puisse les transmettre à la Banque de France.

Pourquoi ?

Pour faciliter les échanges de chaque entreprise en difficultés avec ses partenaires financiers (banquiers, assureurs crédit, fournisseurs) et disposer d’un rapport de synthèse qui démontrera le caractère ponctuel des difficultés rencontrées si l’entreprise est structurellement viable et de disposer d’une comparaison avec son secteur d’activité.  
  
Qui peut y accéder ?

Toute entreprise qui a 2 exercices comptables successifsavec des liasses fiscales au format standard (pas disponible avec des liasses fiscales simplifiées) et dont le secteur d’activité ou la forme juridique sontéligibles à cette analyse en ligne.

Sont exclues les formes juridiques suivantes : entreprises individuelles, SNC et GIE.

Pour obtenir le rapport, connectez-vous sur le site internet [opale.banque-france.fr](https://opale.banque-france.fr/#/espace-entreprise/espace-public/test-eligibilite)

Ou en contactant votre correspondant TPE-PME. Pour toute difficulté de financement, vous pouvez également contacter votre correspondant TPE/PME de la Banque de France qui peuvent vous accompagner sur cette thématique :



* Une adresse mail : [TPMExx@banque-france.fr](mailto:TPMExx@banque-france.fr) (xx correspond au numéro de département).
* Ou les joindre par courriel : [opale@banque-france.fr](mailto:opale@banque-france.fr) en mentionnant « DIAGNOSTIC BDF – COVID 19 ».

Plus d’informations sur [le site de la Banque de France](https://entreprises.banque-france.fr/coronavirus)

## Comprendre la crise en cours et les mesures associée [cliquer ici](https://covid19-economie.banque-france.fr/)

Retrouvez les Flyers de la Banque de France :

* [Dispositif exceptionnel diagnostic financier gratuit](https://drive.google.com/open?id=10vO29YhcDRCJydZsL829u0vLx7IiG0v1)
* [Flyer Covid Bretagne](https://drive.google.com/open?id=1KbneUCgycr4QDRNVhoq6NFkPhYXTcSWp)

# **Outil de diagnostic gratuit et accompagnement des entreprises**

Dans le cadre de la crise sanitaire COVID 19, la Banque de France s’engage vis-à-vis des entreprises à travers diverses actions de soutien à l’économie.

 À ce titre, ils proposent un **diagnostic en ligne** **gratuit** (OPALE). Il permettra à chaque entreprise en difficultés avec ses partenaires financiers (banquiers, assureur crédit, fournisseurs) de faciliter les échanges avec eux et de montrer le caractère ponctuel des difficultés rencontrées pour les entreprises structurellement viables.

Cet outil ne remplace en aucun cas **l’appui des experts-comptables**, partenaires historiques pour l’accompagnement et le conseil aux entreprises.

**L’accès à ses demandes de diagnostic se fera via 2 canaux :**

* Prioritairement via le **site internet** ( [diagnostics-financiers- BDF](https://entreprises.banque-france.fr/diagnostics-financiers/le-produit-opale))
* La mise à disposition du rapport de diagnostic via notre site n’est possible que pour les entreprises de plus de 750 K€, éligibles (forme juridique, représentant légal et secteur) et pour lesquelles nous avons 2 bilans successifs en base.
* Pour les entreprises avec CA < 750K€ ou les entreprises avec CA > 750K€ mais dont les bilans ne sont pas dans notre base, l’entreprise doit transmettre les liasses fiscales standards pour mise à disposition du rapport de diagnostic (délai 4 à 5 jours). Le traitement technique de ces cas sera réalisé par une équipe nationale dénommée OSMOSE. La redirection du dirigeant vers OSMOSE est automatique via le site internet.
* Via les Correspondants TPE-PME au niveau national a contacter via le numéro vert ci-après, qui relaieront les demandes liées au diagnostic gratuit (NUMERO VERT 0800 08 32 08)

Pour répondre aux besoins de vos interlocuteurs sur des problématiques à court terme de trésorerie, vous pourrez utiliser les tableaux ci-dessous également référencés par le site <https://www.mesquestionsdentrepreneur.fr/>  dans la rubrique « Mes chiffres – Ma trésorerie », « Gérer ma trésorerie », sujet : [Tableau de trésorerie : qu'est-ce que c'est ?](https://lesclesdelabanque.com/Web/Cdb/Entrepreneurs/Content.nsf/DocumentsByIDWeb/7J7HUS?OpenDocument)

Disponibles en ligne, ils peuvent être un support pour accompagner les entreprises de plus petites tailles avec des outils facilement accessibles.

* [Opale COvi19](https://drive.google.com/open?id=1AGvsQlV_U3rh7oIva_3HxcjZzE5DdAVX)
* [Modop simulation](https://drive.google.com/open?id=1xgkkkizidMGN4Qv0tv5kwDrAxIPqs-Wp)
* [Diaporama OPale](https://drive.google.com/open?id=1KKkAbPiU4hvbLQRZ4I7wemGOA8jNnT6L)
* [Copie de Plan de trésorerie simplifié](https://drive.google.com/open?id=1A0PW6aLGDocN895oYcHHypjCdMGoIodh)
* [Copie de Plan de trésorerie annuel](https://drive.google.com/open?id=18QMd5EsGg-c0Yzn3D4_WrUxckC5l0aQh)

**Délais de paiement**: Le **comité de crise sur les délais de paiement** poursuit son action et **met en garde contre l’apparition de nouvelles pratiques anormales**.

Mis en place le 23 mars dernier, le comité de crise s’est réunion à 7 reprises. Les chiffres mis à jour semblent indiquer que son action, au cœur de l’écosystème entrepreneurial français, contribue à limiter l’hémorragie de trésorerie liée à la détérioration des délais de paiement. En effet, les comportements anormaux recensés avec l’appui des organisations interprofessionnelles font l’objet d’un traitement ciblé et cessent rapidement. Cependant, derrière cette problématique bien identifiée, le comité de crise constate l’émergence de nouvelles pratiques anormales de la part de certaines entreprises et s’engage à intervenir auprès de leurs dirigeants pour mettre un terme à cette dérive.

Accéder au [communiqué de presse](https://minefi.hosting.augure.com/Augure_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=3AC23CAF-FCE6-41F6-8505-7353F62C172C&filename=2149%20-%20LE%20COMIT%C3%89%20DE%20CRISE%20SUR%20LES%20D%C3%89LAIS%20DE%20PAIEMENT%20POURSUIT%20SON%20ACTION%20ET%20MET%20EN%20GARDE%20CONTRE%20L%E2%80%99APPARITION%20DE%20NOUVELLES%20PRATIQUES%20ANORMALES.pdf)



# **Mobilisation de BPI France**

Plan de soutien d'urgence aux entreprises de [@Bpifrance](https://twitter.com/Bpifrance) dans le cadre des premières mesures d’aide et d’accompagnement mises en place par le Gouvernement.

BPI France active des mesures exceptionnelles de soutien aux entreprises impactées par le coronavirus (aide au financement de la trésorerie notamment)

Toutes les aides [sur leur site](https://www.bpifrance.fr/A-la-une/Actualites/Coronavirus-Bpifrance-active-des-mesures-exceptionnelles-de-soutien-aux-entreprises-49113) et contacter Bpifrance au numéro suivant : 0 969 370 240

Mesures exceptionnelles d’accompagnement financier pour les TPE, PME et entreprises de taille intermédiaire.

Financements en cours des entreprises

* Financements bancaires garantis par Bpifrance

Un report d'échéances pourra être accordé sur demande de l’entreprise à son interlocuteur bancaire habituel. Ce dernier transmettra alors la demande de report de la garantie à Bpifrance, qui la traitera, sans coût additionnel.

* Financements bancaires octroyés par Bpifrance

Bpifrance reporte automatiquement les échéances de l’ensemble de ses clients pour une durée de 6 mois. Cette mesure sera applicable à compter du 20 mars 2020.

Nouveaux dispositifs mis en place par Bpifrance

* Dispositifs de Garantie

Comment faire ? Se rapprocher directement de son banquier, qui contactera la Direction régionale Bpifrance de son territoire.

* Garantie renforcement de la trésorerie des entreprises

Ce dispositif permet de garantir :

* + Les crédits à moyen terme mis en place par la banque pour soutenir la trésorerie
  + La transformation avec augmentation de crédits court terme des banques en moyen terme.

L’objectif est une augmentation des fonds disponibles pour l’entreprise.

Pour qui ? La garantie s’adresse aux TPE, PME et Entreprises de Taille Intermédiaires indépendantes (ETI) quelle que soit leur date de création.

Caractéristiques de la garantie :

* Taux de couverture : Jusqu’à 90% du montant des prêts

Plafond de risque : 5M€ pour les PME et 30M€ pour les ETI. En savoir plus sur la [Garantie Renforcement de la trésorerie](https://drive.google.com/file/d/1fbcpyt3iwaU9VuKEs_UGBPyclEJODsZF/view)

* Garantie Ligne de Crédit Confirmé

Ce dispositif permet de garantir la mise en place ou le renouvellement de lignes de crédit court terme confirmées sur une durée de 12 ou 18 mois.

Pour qui ? Cette garantie s’adresse aux TPE, PME et Entreprises de Taille Intermédiaires indépendantes (ETI) quelle que soit leur date de création.

Caractéristiques de la garantie :

* Taux de couverture : Jusqu’à 90% des lignes confirmées par la banque  
  Plafond de risque : 5M€ pour les PME et 30M€ pour les ETI.En savoir plus sur [la Garantie Ligne de Crédit Confirmé](https://drive.google.com/file/d/171klg9dn1AVo8QzXG7VXdsZU_R8Swnv_/view)

Dispositifs de Financement

Comment faire? L’entreprise est invitée à se rapprocher directement de la Direction régionale Bpifrance de son territoire – [www.bpifrance.fr](https://cpme-pdl.us9.list-manage.com/track/click?u=16df6f45589ed3eca4095be2e&id=b82e8fe792&e=6e4e2e2644)

* Prêt Atout

Il s’agit d’un crédit à moyen terme sans garantie mis en place, en partenariat avec la banque, pour couvrir les besoins de trésorerie liés à la crise actuelle.

Pour qui ? TPE, PME et Entreprises de Taille Intermédiaires indépendantes (ETI) possédant 12 mois de bilan minimum.

Caractéristiques : Le montant maximum de ce prêt s’élève à 5M€ pour les PME et 30M€ pour les ETI. Sa durée est comprise entre 3 et 5 ans, dont 6 à 12 mois de différé d’amortissement du capital. [En savoir plus sur le Prêt atout](https://drive.google.com/file/d/1iQW4EXJp65nviLT916ZUoYF4k55TRXrE/view)

## Les réflexes pour bien réagir avec une trésorerie en tension par Bpifrance. Via sa [plateforme le Hub](https://lehub.bpifrance.fr/covid-19-les-reflexes-pour-bien-reagir-avec-une-tresorerie-en-tension/) Bpifrance met en place des outils à destination des entreprises les plus fragiles, parmi lesquelles de nombreuses start-up et PME.

# **Fonds de solidarité**

**Un décret (cf. ci-dessous) actualise les règles relatives au fonds de solidarité**

 Parmi les nouveautés figurent :

* La prolongation en mai du fonds de solidarité et les règles applicables pour le mois de mai,
* Il précise l'application du dispositif aux associations.
* Il étend, à compter des pertes d'avril, le bénéfice du fonds, aux entreprises créées en février 2020 et à celles dont le dirigeant a perçu moins de 1 500 € de pension de retraite ou d'indemnités journalières durant le mois considéré.
* Il ouvre le deuxième volet du fonds aux entreprises ayant fait l'objet d'une interdiction d'accueil du public qui n'ont pas de salarié et ont un chiffre d'affaires annuel supérieur à 8 000 €.

[Le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041768315&dateTexte=&categorieLien=id) modifié par [le décret n° 2020-433 du 16 avril 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041804376&dateTexte=&categorieLien=id)  et le [décret n° 2020-552 du 12 mai 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041869976&dateTexte=&categorieLien=id) instaure un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation.

**Un Fonds de solidarité est créé pour une durée de trois mois prolongeables par décret pour une durée d'au plus trois mois supplémentaires.**

QUELLES ENTREPRISES SONT CONCERNEES PAR CE FONDS DE SOLIDARITE ?

Les entreprises exerçant une activité économique, peuvent bénéficier du fonds si elles respectent les conditions suivantes :

1. Leur effectif est inférieur ou égal à dix salariés,
2. Elles ont débuté leur activité avant le 1er février 2020 et ne se trouvaient pas en liquidation judiciaire au 1er mars 2020[[1]](#footnote-1),
3. Le montant de leur **chiffre d’affaires** hors taxes ou pour les entreprises relevant des BNC de leurs recettes hors taxes constaté lors du dernier exercice clos est **inférieur à un million d’euros**.

*Pour les entreprises n’ayant pas encore clos d’exercice, le chiffre d’affaires mensuel moyen sur la période comprise entre la date de création de l’entreprise et le 29 février 2020 doit être inférieur à 83 333€,*

*Pour les associations, n’entrent pas dans la détermination de leur CA ou recettes nettes les dons et subventions.*

1. Leur bénéfice imposable augmenté le cas échéant des sommes versées au dirigeant, au titre de l'activité exercée, n'excède pas 60 000 euros au titre du dernier exercice clos.

*Pour les entreprises n'ayant pas encore clos un exercice, le bénéfice imposable augmenté le cas échéant des sommes versées au dirigeant est établi, sous leur responsabilité, à la date du 29 février 2020, sur leur durée d'exploitation et ramené sur douze mois ;*

**A compter du mois d’avril** le bénéfice imposable est pris en compte de la manière suivante : Le bénéfice imposable, augmenté le cas échéant des sommes versées aux dirigeants associés au titre de l'activité exercée, n'excède pas, au titre du dernier exercice clos :

- pour les entreprises en nom propre, 60 000 euros. Ce montant est doublé si le conjoint du chef d'entreprise exerce une activité professionnelle régulière dans l'entreprise sous le statut de conjoint collaborateur ;

- pour les sociétés, 60 000 euros par associé et conjoint collaborateur.

*Pour les entreprises n'ayant pas encore clos un exercice, le bénéfice imposable augmenté le cas échéant des sommes mentionnées au présent 3° est établi, sous leur responsabilité, à la date du 29 février 2020, sur leur durée d'exploitation et ramené sur douze mois ;*

1. Les personnes physiques ou, pour les personnes morales, leur dirigeant majoritaire ne sont pas titulaires, au 1er mars 2020, d’un contrat de travail à temps complet ou d’une pension de vieillesse et n’ont pas bénéficié, au cours de la période comprise entre le 1er mars 2020 et le 31 mars 2020 (pour avril du 1er avril au 30 avril 2020), d’indemnités journalières de sécurité sociale d’un montant supérieur à 800 euros;

**A compter d’avril**, les IJ et les pensions de vieillesse sont au titre de la période de référence et les dirigeants peuvent en avoir bénéficié pour un montant inférieur à 1500€.

1. Ne pas être contrôlées par une ou plusieurs sociétés commerciales,
2. Les groupes ne dépassant pas pour l’ensemble de leurs entités les seuils fixés en matière de salariés, de chiffre d’affaires et de bénéfice, peuvent en bénéficier,
3. Pour les entreprises qui au 31 décembre 2019 étaient en difficulté au sens européen, l’aide doit être compatible avec les aides de minimis

Les associations peuvent en bénéficier lorsqu’elles sont assujetties aux impôts commerciaux ou emploient au moins un salarié.

QUELLES SONT LES CONDITIONS D’ELIGIBILITE ?

Les entreprises pouvant bénéficier du fonds de solidarité **doivent justifier un des deux motifs suivants** :

**POUR LE MOIS DE MARS**

* Elles ont fait l’objet d’une **interdiction d’accueil du public** intervenue entre le 1er mars 2020 et le 31 mars 2020.
* Elles ont subi une **perte de chiffre d’affaires au moins égale à 50 %** durant la période comprise entre le 29 février 2020 et le 31 mars 2020, par rapport à la même période en 2019,

*ou, pour les entreprises créées après le 1er mars 2019, par rapport au chiffre d’affaires mensuel moyen sur la période comprise entre la date de création de l’entreprise et le 1er mars 2020.*

*ou, pour les personnes physiques ayant bénéficié d'un congé pour maladie, accident du travail ou maternité durant la période comprise entre le 1er mars 2019 et le 31 mars 2019, ou pour les personnes morales dont le dirigeant a bénéficié d'un tel congé pendant cette période, par rapport au chiffre d'affaires mensuel moyen sur la période comprise entre le 1er avril 2019 et le 29 février 2020.*

**POUR LE MOIS D’AVRIL**

* Elles ont fait l’objet d’une **interdiction d’accueil du public** intervenue entre le 1er avril et le 30 avril.
* Elles doivent avoir subi une **perte de chiffre d’affaires au moins égale à 50 %** durant la période comprise entre le 1er avril 2020 et le 30 avril 2020, par rapport :
  + - À la même période en 2019 ;
    - Ou, si elles le souhaitent, par rapport au chiffre d'affaires mensuel moyen de l'année 2019 ;
    - Ou, pour les entreprises créées après le 1er avril 2019, par rapport au chiffre d'affaires mensuel moyen sur la période comprise entre la date de création de l'entreprise et le 29 février 2020 ;
    - Ou, pour les entreprises créées après le 1er février 2020, par rapport au chiffre d'affaires réalisé en février 2020 et ramené sur un mois

**POUR LE MOIS DE MAI**

* Elles ont fait l'objet d'une interdiction d'accueil du public intervenue entre le 1er mai 2020 et le 31 mai 2020 ;
* Ou elles ont subi une perte de chiffre d'affaires d'au moins 50 % durant la période comprise entre le 1er mai 2020 et le 31 mai 2020 :
* par rapport à la même période de l'année précédente ;
* ou, si elles le souhaitent, par rapport au chiffre d'affaires mensuel moyen de l'année 2019 ;
* ou, pour les entreprises créées après le 1er mai 2019, par rapport au chiffre d'affaires mensuel moyen sur la période comprise entre la date de création de l'entreprise et le 29 février 2020 ;
* ou, pour les entreprises créées après le 1er février 2020, par rapport au chiffre d'affaires réalisé en février 2020 et ramené sur un mois ;

QUELLES AIDES OFFRENT LE FONDS DE SOLIDARITE ?

Les aides financières prennent la forme de **subventions** attribuées par décision du ministre de l’action et des comptes publics

* Les entreprises ayant subi une perte de chiffre d’affaires supérieure ou égale à 1.500 euros perçoivent une subvention d’un montant forfaitaire de 1.500 euros.
* Les entreprises ayant subi une perte de chiffre d’affaires inférieure à 1.500 euros perçoivent une subvention égale au montant de cette perte[[2]](#footnote-2).
* Pour les personnes physiques ayant bénéficié d'une ou de plusieurs pensions de retraite ou d'indemnités journalières de sécurité sociale au titre du mois d'avril 2020 et les personnes morales dont le dirigeant majoritaire a bénéficié de telles pensions ou indemnités, le montant de la subvention est réduit du montant des retraites et indemnités journalières perçues ou à percevoir au titre du mois de référence (avril).

COMMENT FAIRE LA DEMANDE ?

* La demande d’aide est réalisée par voie dématérialisée, au plus tard le 30 avril 2020 pour le mois de mars et au 31 mai 2020 pour le mois d’avril ET et 30 juin pour le mois de mai.

*Ce délai est prolongé jusqu'au 31 mai 2020 (pour mars) pour les entreprises situées à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie. Jusqu’au 15 juin 2020 pour les artistes auteurs, les associations et les associés des groupements agricoles d'exploitation en commun.*

* La demande est accompagnée des justificatifs suivants :

1. une déclaration sur l’honneur attestant que l’entreprise remplit les conditions prévues par le décret et l’exactitude des informations déclarées, ainsi que l’absence de dette fiscale ou sociale impayée au 31 décembre 2019, à l’exception de celles bénéficiant d’un plan de règlement ;
2. une déclaration indiquant si l'entreprise était en difficulté au 31 décembre 2019 au sens de l’Union européenne (notamment lorsque plus de la moitié de son capital social souscrit a disparu en raison des pertes accumulées) ;
3. une estimation du montant de la perte de chiffre d'affaires ;
4. Les coordonnées bancaires de l'entreprise ;
5. Le cas échéant, l'indication du montant des pensions de retraite ou des indemnités journalières de sécurité sociale perçues ou à percevoir au titre du mois d'avril 2020

COMMENT BENEFICIER DE L’AIDE SUPPLEMENTAIRE DE 2.000 à 5.000 €

**Quelles entreprises sont concernées ?**

Les entreprises ayant fait l’objet d’une interdiction d’accueil du public ou ayant subi une perte de chiffre d’affaires au moins égale à 50% peuvent bénéficier d’une aide complémentaire d’un montant de 2.000 à 5.000 euros lorsqu’elles remplissent les conditions suivantes :

1. Elles ont bénéficié de l'aide prévue précédemment ;
2. Elles emploient, au 1er mars 2020, au moins un salarié en contrat à durée indéterminée ou déterminée ou elles ont fait l'objet d'une interdiction d'accueil du public entre le 1er mars 2020 et le 11 mai 2020 et ont un chiffre d'affaires constaté lors du dernier exercice clos supérieur ou égal à 8 000 euros. *Pour les entreprises n'ayant pas encore clos d'exercice, le chiffre d'affaires mensuel moyen sur la période comprise entre la date de création de l'entreprise et le 29 février 2020 doit être supérieur ou égal à 667 euros*
3. Le solde entre, d'une part, leur actif disponible et, d'autre part, leurs dettes exigibles dans les trente jours et le montant de leurs charges fixes, y compris les loyers commerciaux ou professionnels, dues au titre des mois de mars et avril 2020 est négatif ;
4. Leur demande d'un prêt de trésorerie d'un montant raisonnable faite depuis le 1er mars 2020 auprès d'une banque dont elles étaient clientes à cette date a été refusée par la banque ou est restée sans réponse passé un délai de dix jours.

**Comment calculer le montant de l’aide ?**

L’aide est de :

* 2 000 euros pour les entreprises :
  + - Ayant un chiffre d'affaires constaté lors du dernier exercice clos inférieur à 200 000 euros,
    - Pour les entreprises n'ayant pas encore clos un exercice
    - et pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires constaté lors du dernier exercice clos supérieur ou égal à 200 000 euros et pour lesquelles le solde mentionné au 3 est inférieur, en valeur absolue, à 2 000 euros ;
* 3 500 euros (maximum), pour les entreprises :
  + - Ayant un chiffre d'affaires constaté lors du dernier exercice clos égal ou supérieur à 200 000 euros et inférieur à 600 000 euros ;
    - Limité dans tous les cas au montant de la valeur absolue du solde mentionné au 3
* 5 000 euros (maximum), pour les entreprises :
  + - Ayant un chiffre d'affaires constaté lors du dernier exercice clos égal ou supérieur à 600 000 euros. » ;
    - Limité dans tous les cas au montant de la valeur absolue du solde mentionné au 3

**Comment réaliser cette demande ?**

* La demande d'aide au titre du présent article est réalisée auprès des services du conseil régional du lieu de résidence, de la collectivité de Corse, de la collectivité territoriale de Guyane, de la collectivité territoriale de Martinique, du conseil départemental de Mayotte ou de la collectivité de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin, de Saint-Pierre-et-Miquelon ou de Wallis-et-Futuna, par voie dématérialisée, au plus tard le 15 juillet 2020[[3]](#footnote-3).La demande précise :

Une seule aide peut être attribuée par entreprise.

* Cette demande est accompagnée :
* D’une déclaration sur l'honneur attestant que l'entreprise remplit les conditions prévues par le présent décret et l'exactitude des informations déclarées ;
* D’une description succincte de sa situation, accompagnée d'un plan de trésorerie à trente jours ;
* D’une déclaration indiquant si l'entreprise était en difficulté au 31 décembre 2019 au sens de l’Union européenne (notamment lorsque plus de la moitié de son capital social souscrit a disparu en raison des pertes accumulées) ;
* Du montant du prêt refusé, du nom de la banque le lui ayant refusé et des coordonnées de son interlocuteur dans cette banque

Des échanges de données sont opérés, entre l’administration fiscale et les services chargés de l’instruction et de l’ordonnancement de l’aide complémentaire pour leur permettre d’instruire les demandes et de verser l’aide complémentaire.

La décision d’attribution de l’aide est notifiée conjointement au bénéficiaire par le représentant de l’Etat et le chef de l’exécutif de la collectivité.

**Fonds de solidarité :** La fiche FAQ relative au fonds de solidarité a fait l’objet d’une mise à jour au 13 mai. [Consultez le site de la Direccte pour accéder à la FAQ](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_05_13_qr_fonds_de_solidarite.pdf)

# **Ordonnance N°2030-341** **du 27 mars qui adapte les règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l’urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale**

Détermination dans le temps de l’état de cessation des paiements

* Gel au 12 mars 2020 l'appréciation de la situation des entreprises ou exploitations agricoles s'agissant de l'éventuel état de cessation des paiements.
* Les entreprises peuvent bénéficier des mesures ou procédures préventives même si, après le 12 mars et pendant la période correspondant à l'état d'urgence sanitaire majorée de trois mois, elles connaissaient une aggravation de leur situation telle qu'elles seraient alors en cessation des paiements.
* Lors d’une sauvegarde, le débiteur - et lui seul - pourra demander l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, ou le bénéfice d'un rétablissement professionnel, du fait de cette aggravation.
* La prise en charge des salaires par l'institution de garantie compétente sera possible,
* La fixation au 12 mars 2020 de la date de l'appréciation de l'état de cessation des paiements ne peut être conçue, sauf fraude, que dans l'intérêt du débiteur.

*Evite, qu'il ne s'expose à des sanctions personnelles pour avoir déclaré tardivement cet état.*

* Le même principe de cristallisation a été appliqué pour l'exploitation agricole dans le cadre d'une procédure de règlement amiable relevant du code rural et de la pêche maritime

Adaptation des contraintes chronologiques des procédures

Les contraintes de temps imposées par les dispositions relatives à la conciliation, à l'exécution d'un plan de sauvegarde ou de redressement sont assouplies.

* Pendant cette période exceptionnelle, il est autorisé de reprendre des négociations sans attendre, en cas d'échec d'une première recherche d'accord.

S'agissant de la durée des plans, trois niveaux de prolongations sont prévus :

* Le premier correspond à la seule **période de l'état d'urgence sanitaire, majorée de trois mois** ; le président du tribunal pourra porter à un an la prolongation de la durée du plan, sur la demande du ministère public.

*Passé le délai de trois mois après la cessation de l'état d'urgence sanitaire, c'est le tribunal, qui sera seul compétent pour accorder des délais pendant une période qui correspond à la durée prévisible de des désordres que la crise pourra avoir provoqués dans la trésorerie des entreprises.*

* + - Pendant cette période, il est permis une prise en charge plus rapide par l'association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés (AGS).

*Il n'écarte pas le représentant des salariés ni le juge-commissaire, mais permet, sans attendre leur intervention, une transmission par le mandataire judiciaire à l'AGS des relevés de créances salariales qui déclenchent le versement des sommes par cet organisme.*

* + - Il appartiendra au Président du tribunal d'apprécier, au cas par cas, dans quelle mesure les circonstances exceptionnelles justifient une prolongation des délais pour une procédure collective.
    - Est prolongée, de plein droit, sans qu'il soit nécessaire de tenir une audience ou de rendre un jugement, la durée de la période d'observation et celle du plan.
* Pendant la durée correspondant à **l'état d'urgence, prolongée d'un mois**, il n’y aura pas d’obligation de tenir systématiquement une audience intermédiaire pour s'assurer de la possibilité, pour l'entreprise, de maintenir son activité pendant la période d'observation du redressement judiciaire.

*Ne fait pas toutefois pas obstacle à ce que le tribunal puisse, le cas échéant, être saisi d'une demande de conversion de la procédure.*

* Les AGS pourront être activés avant la fin de délais de rupture des contrats de travail.

Assouplissement des formalités

Pendant la période exceptionnelle et lorsque les acteurs de la procédure collective ne disposent pas de moyens de communication électronique adaptées, certaines formalités sont assouplies :

* La formalité du dépôt au greffe est écartée,
* Le débiteur est incité à solliciter sa non-comparution devant le tribunal de commerce pour faciliter la tenue d'audiences dans des conditions compatibles avec les mesures d'urgence sanitaire,

Un complément apporte à l’ordonnance portant adaptation des règles de procédure pénale

Les délais impartis à la chambre de l'instruction pour statuer dans des dossiers où des personnes sont placées en détention provisoire est augmenté d'un mois et s'appliquent également aux appels concernant des ordonnances du juge d'instruction renvoyant la personne mise en examen devant la juridiction et aux décisions concernant les déclarations d'irresponsabilité pénale en raison d'un trouble mental.

Par ailleurs nous vous rappelons également que pour accompagner les entreprises et les justiciables pendant la période actuelle et assurer leurs missions de service public, les greffiers s'appuient sur les **solutions dématérialisées développées par leur GIE Infogreffe**, couplées à une **assistance renforcée des usagers** avec la mise en place d'un numéro vert (01 86 86 05 78) et d'une adresse e-mail dédiée ([service.clients@infogreffe.fr](mailto:service.clients@infogreffe.fr)).

Ces différentes solutions sont disponibles :

* [Sur infogreffe.fr](https://www.infogreffe.fr/) : les chefs d'entreprise et les professionnels peuvent accéder à toute l'information légale issue du registre du commerce et des sociétés, mais aussi effectuer en ligne l'ensemble de leurs formalités RCS : dépôts d'actes et de comptes annuels, immatriculation, commandes de documents, etc.
* [Sur tribunaldigital.fr](https://www.tribunaldigital.fr/): les justiciables peuvent saisir en ligne leur tribunal de commerce et suivre leurs dossiers et procédures en cours. Pour prévenir leurs difficultés, les entreprises pourront solliciter un entretien avec le président du tribunal de commerce, ou bien encore ouvrir une procédure de mandat ad hoc.
* [Sur monidenum.fr](https://www.monidenum.fr/): les chefs d'entreprise peuvent obtenir gratuitement et à tout moment leur K.bis numérique, afin d'initier les démarches leur permettant de bénéficier des mesures de soutien instaurées par le gouvernement.

# **Apprentissage et contrats de professionnalisation**

Les contrats d'apprentissage mentionnés à l'article L. 6221-1 du code du travail et les contrats de professionnalisation mentionnés à l'article L. 6325-1 du même code, dont la date de fin d'exécution survient entre le 12 mars et le 31 juillet 2020, sans que l'apprenti ait achevé son cycle de formation en raison de reports ou d'annulations de sessions de formation ou d'examens, peuvent être prolongés par avenant au contrat initial jusqu'à la fin du cycle de formation poursuivi initialement (Cf [ordonnance 2020-387 du 2/04/2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041776899&categorieLien=id))

Le « questions/réponses » dédié à l’apprentissage a fait l’objet d’une mise à jour par le ministère du Travail. [Accéder au Q/R](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_04_06_qr-coronavirus-apprentissage.pdf)

* Organismes de formation & CFA

La **ministre du Travail** a adressé, le 2 avril, un courrier aux **organismes de formation** et aux**CFA** pour les assurer de tout son soutien, mais également pour leur demander de **répondre à une enquête nationale** qui permettra de mieux cerner leur situation et leurs besoins dans le contexte de crise du COVID-19. Accéder au [questionnaire en ligne](https://questionnaires.cap-metiers.pro/index.php/135461?lang=fr), ouvert jusqu’au 15 avril 2020.

[Plus d’info](https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/enquete-nationale-a-destination-des-organismes-de-formation-et-des-cfa)

* Formation professionnelle

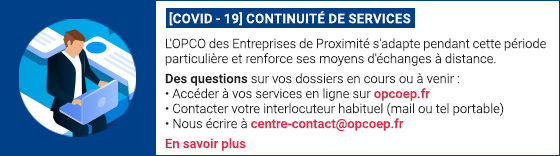
En vue d’harmoniser les pratiques entre les opérateurs de compétences (OPCO) avec les entreprises, les organismes de formation et centre de formation d’apprentis (CFA), le ministère du Travail a mis en place un modèle de **Certificat de réalisation des actions de formation, bilans de compétences, actions VAE et actions de formation par apprentissage** Ce certificat conduira à fluidifier les modalités de paiement à partir d’un document de référence simple et basé sur un principe de confiance.

Télécharger le [modèle de certification de réalisation](https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/formation-professionnelle)

* **OPCO EP Continuité de services**

Consultez la [présentation Powerpoint réalisée – Plan anticrise](https://drive.google.com/open?id=1hp6h-5mHm7quv1ZpPG1MeI0LtgH56mZ6)

Consultez [l’offre de formation de l’OPCO EP](https://drive.google.com/open?id=1QpmTBFeOFTWvyLhyZszCogbBV5rduFG2) pour les actions mises en place à partir du début du confinement (16 mars) et jusqu’au 31 août



**Formation continue**: Les centres de formation sont susceptibles d’accueillir à nouveau dans leurs centres des stagiaires en formation continue (salariés, indépendants, demandeurs d’emploi) à compter du 11 mai 2020. Les organismes devront nécessairement respecter le protocole national de déconfinement et le guide spécifique, travaillé avec la profession et validé par le ministère du travail.

* Accéder au [protocole national de déconfinement](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/protocole-national-de-deconfinement.pdf)
* Accéder au [guide de recommandations](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/guide_recommandations_sanitaires_federation_syntec.pdf)  dans  la formation professionnelle

# **Approvisionnement en masques**

Pour répondre **aux besoins des PME et TPE en masques de protection**, un **dispositif de « click & collect » opéré par Cdiscount est lancé** pour permettre aux TPE et PME de bénéficier d’un circuit de distribution sur tout le territoire. Il vise en priorité les TPE et les PME non adossées à des grands donneurs d’ordre, en leur offrant la possibilité d’acheter des masques de protection en bénéficiant d’une interface unique.

Cdiscount organisera l’approvisionnement, assurera les prises de commandes et mettra en œuvre la livraison de masques à travers les enseignes du Groupe Casino où les professionnels pourront récupérer leur commande en respectant les consignes sanitaires. Afin de servir le plus grand nombre de TPE-PME, les commandes sont limitées à 25 masques par personne dans l'entreprise par quinzaine et dans la limite de 250 personnes.

* Accéder au [communiqué de presse](https://minefi.hosting.augure.com/Augure_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=0366EEB1-2554-4D76-8533-57373F163FB3&filename=TPE%20fran%C3%A7aises%20op%C3%A9r%C3%A9%20par%20Cdiscount.pdf)
* Accéder à la plateforme Cdiscount : <https://www.cdiscount.com/masques>
* [Plus d’informations](https://www.entreprises.gouv.fr/covid-19/approvisionnement-en-masques-et-gel-hydroalcoolique.)

**Confection de masques : réouverture des commerces de détail de vente de tissus et de matériels de couture**

Le Gouvernement, par un décret publié au Journal officiel, a autorisé l’ouverture des commerces de détail de textiles en magasin spécialisé. Les magasins concernés sont ceux qui commercialisent à titre principal des tissus, textiles, fils et autres articles de couture. Il s’agit de permettre à chaque Français qui le souhaite de se procurer les matières premières nécessaires à la confection de masques ou d’autres équipements de protection textile en vue du déconfinement. [Lire le communiqué](https://minefi.hosting.augure.com/Augure_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=8EC76EFD-93D9-4868-93B7-0A71136D683A&filename=2136%20-%20CP%20R%C3%A9ouverture%20des%20magasins%20de%20vente%20de%20tissus.pdf)

**Commande de masques plateforme de la Poste**

Pour les PME et TPE des masques pourront être commandés sur la plateforme mise en place avec l'appui de la poste.

[Lire le communiqué](https://drive.google.com/open?id=1TbueWuzVFspEggh180vBP-KmA45SH08h)

Primes exceptionnelles et épargne salariale

Le ministère du Travail apporte des précisions quant aux **primes exceptionnelles susceptibles d’être accordées aux travailleurs par leurs employeurs dans le cadre de l’épidémie** et sur les modalités d’application de l’exonération de cotisations et contributions sociales et d’impôt sur le revenu

Accéder au [Questions/réponses](https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/coronavirus-covid-19/questions-reponses-par-theme/article/primes-exceptionnelles-et-epargne-salariale)

# **Mesures de soutien en faveur du transport routier**

Afin de faciliter la poursuite de cette activité économique prioritaire, le gouvernement a décidé de mettre en place deux nouvelles mesures spécifiques qui viennent s’ajouter ainsi aux mesures déjà applicables à l'ensemble des entreprises du secteur du transport routier.

* D'une part, la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE), actuellement remboursée aux opérateurs du transport routier de marchandises chaque semestre, sera exceptionnellement remboursée tous les trimestres. Cette mesure bénéficiera à l'ensemble des entreprises du secteur, et prioritairement à celles qui déposent leurs demandes de remboursement de façon dématérialisée, via l'application SidecarWeb. Cette première mesure permettra un gain de trésorerie immédiat de près de 300 millions d'euros pour l'ensemble de la filière.
* D'autre part, la prochaine échéance de la taxe sur les véhicules routiers (TSVR) 2020, qui doit être payée au plus tard le 1erseptembre, sera reportée de trois mois : les entreprises du secteur auront jusqu’au au 1er décembre 2020 pour la payer. Ce report soulagera la trésorerie des entreprises du secteur de 90 millions d’euros au total.

Accéder au [communiqué de presse](https://minefi.hosting.augure.com/Augure_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=B388890E-2A38-458D-9AF4-0A6EC301BC57&filename=1014%20-%20G%C3%A9rald%20Darmanin%20et%20Jean-Baptiste%20Djebbari%20annoncent%20390%20millions%20d%E2%80%99euros%20de%20mesures%20de%20tr%C3%A9sorerie%20en%20faveur%20du%20transport%20routier.pdf)

**Quels droits et obligations pour mon entreprise ?**

Le **Ministère du Travail** a mis en ligne un document visant à mieux **informer les employeurs et les salariés** sur la gestion de l'épidémie de coronavirus en entreprise. [Consultez les FAQ](https://drive.google.com/file/d/1dXIUMK-VwtdtHFF3xby11ALubyM0b5SN/view)

# **Déconfinement**

# **Sortie progressive du confinement : les règles applicables au 11 mai**

##### **Transports**: **le port du masque sera obligatoire dans les transports en commun, y compris pour les enfants de plus de 11 ans.**

**Déplacements et vie sociale : parcourir plus de 100 km au sein de son département de résidence reste possible sans restriction. Dans ce cadre, en cas de contrôle, un simple justificatif de domicile sera demandé.**

Par ailleurs, pour aller au-delà des 100 km hors de son département de résidence, une [nouvelle attestation](https://media.interieur.gouv.fr/deplacement-covid-19/) devra être remplie, invoquant un motif professionnel ou familial impérieux.

------

**La notion de "vol d'oiseau" est donc à retenir, et va impacter notre quotidien. Ce concept implique que la distance ne devra pas être calculée selon les kilomètres routiers parcourus, mais par un rayon de 100 km autour du point de départ.**

**Pour savoir si une destination entre dans périmètre, un outil cartographique imprimé ou numérique sera donc indispensable. L'un des plus connus, Google Maps, permet de calculer une distance "à vol d'oiseau". Il suffit de saisir dans l'outil le point de départ d'un itinéraire, puis d'effectuer un clic droit sur le pictogramme rouge qui vient alors s'apposer sur la carte. Dans le menu, il faut ensuite sélectionner "Mesurer une distance".**

**-----**

**À noter :**

* **Les rassemblements resteront limités à 10 personnes.**
* Le fonds de solidarité est maintenu jusqu’à la fin du mois de mai.
* Les charges sociales patronales des mois de mars, avril et mai seront totalement supprimées pour tous les secteurs qui ont été contraints à une fermeture administrative.
* La TVA pour les masques industriels et artisanaux répondant aux normes AFNOR est établie à 5,5%.

# **Fiches conseils métiers et guides pour les salariés et les employeurs**

Retrouvez les fiches conseils édités par le ministère du Travail et les guides publiés par les branches professionnelles pour aider les salariés et les employeurs dans la mise en œuvre des mesures de protection contre le COVID-19 sur les lieux de travail et assurer la continuité de l’activité économique. [Voir l’ensemble des fiches](https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/coronavirus-covid-19/proteger-les-travailleurs/article/fiches-conseils-metiers-et-guides-pour-les-salaries-et-les-employeurs)

**Mesures de protection** : Le ministère du Travail a publié de nouvelles fiches conseils métiers et guides pour les salariés et les employeurs.

* Fiche « [Suspicion de contamination](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid19_conduite_tenir_suspicion.pdf)»| 07/05/2020
* Fiche «[Travail dans l’arboriculture](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid19_exploitation_arboricole_v110520.pdf)» | 11/05/2020
* Fiche « Travail dans le maraîchage » rédigée en [arabe](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/_l_maraichage-arabe.pdf) |07/05/2020
* Fiche « Travail saisonnier » rédigée en [arabe](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/__saisonniers_arabe.pdf) | 07/05/2020
* Fiche « Activité viticole et/ou de vinification » rédigée en [espagnol](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid19_explotacion_viticola__vinificacion.pdf) |07/05/2020
* Fiche « [Travail dans un commerce de détail non alimentaire](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid19_commerce_non_alimentaire_v10052020.pdf)» | 07/05/2020
* Fiche « [Vendeur conseil](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid19_vendeurconseil_v10052020.pdf)» | 05/05/2020
* Guide des [services de l’automobile, du cycle et du motocycle](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/guide_covid19_bonnes_pratiques_services_de_lautomobile.pdf)
* Guide de [l’industrie cimentière](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/guide_covid19_bonnes_pratiques_industrie_cimentiere_v17042020.pdf)
* Guide la [branche de la coiffure](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/guide_covid_19_branche_coiffure_060520.pdf)
* Guide des [opérateurs de réseaux d’électricité et de gaz](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/guide_sanitaire_operateurs_reseaux_electricite_gaz_9_mai_2020.pdf)
* Accéder à [l’ensemble des fiches métiers  et guide pratiques](https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/coronavirus-covid-19/proteger-les-travailleurs/article/fiches-conseils-metiers-et-guides-pour-les-salaries-et-les-employeurs)

# **Communication sur les mesures de protection à respecter**

# **Boîte à outils en partenariat avec Harmonie Mutuelle**

# [Affiche Hygiène des mains 2](https://drive.google.com/open?id=1yCqFAqUvwjBek7TrsEkRx88jmhk93hT0)

* [Affiche s’organiser en entreprise](https://drive.google.com/open?id=1ibC-MT25k2gQD5fHa5PqJ-1xWSDdpe1b)
* [Affiche espaces communs et restauration](https://drive.google.com/open?id=1guplieieDl7XTDqZ7ZNaIImq7UVHEg0H)
* [Affiche arrivée sur site et retour à domicile](https://drive.google.com/open?id=1x6F1udLMpHy626pgg0DA76iT7a5SFj_R)
* [Affiche Hygiène des mains](https://drive.google.com/open?id=128WaGwklVW9Lg7SdIlB7_t8qa4_yJfXG)
* [Affiche masque grand public](https://drive.google.com/open?id=1raMrwKWayOWN2Sd0I0k2TEZk1KmqnSgW)

------------

**Mesures de soutien en faveur des restaurants, cafés, hôtels, des entreprises du secteur du tourisme, de l’événementiel, du sport et de la culture**

Afin de tenir compte de la situation spécifique des hôtels, cafés, restaurants, des entreprises du secteur du tourisme, de l’événementiel, du sport et de la culture, les mesures de soutien du plan d’urgence économique vont être maintenues et renforcées. [Consultez le communiqué](https://minefi.hosting.augure.com/Augure_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=595C2C9B-6C8A-49CB-B09D-6A7ACFF1BA04&filename=2135-1018%20-%20Mesures%20de%20soutien%20en%20faveur%20des%20restaurants%2C%20caf%C3%A9s%2C%20hotels.pdf)

**Protocole national de déconfinement pour les entreprises**. Ce document permet d’assurer la sécurité et la santé des salariés pour aider et accompagner les entreprises et les associations, quelles que soient leur taille, leur activité et leur situation géographique, à reprendre leur activité tout en assurant la protection de la santé de leurs salariés grâce à des règles universelles.

Ce protocole précise la doctrine générale de protection collective que les employeurs du secteur privé doivent mettre en place. Il vient en complément des [48 guides métiers déjà disponibles sur le site du ministère du Travail et élaborés en partenariat avec les fédérations professionnelles et les partenaires sociaux](https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/coronavirus-covid-19/proteger-les-travailleurs/article/fiches-conseils-metiers-et-guides-pour-les-salaries-et-les-employeurs). De nouveaux guides seront par ailleurs être publiés, à la demande des partenaires sociaux, dans les jours qui viennent.

Ce protocole est divisé en 7 parties distinctes et apportent des précisions relatives :

* Aux recommandations en termes de jauge par espace ouvert
* à la gestion des flux
* Aux équipements de protection individuelle
* Aux tests de dépistage
* Au protocole de prise en charge d’une personne symptomatique et de ses contacts rapprochés
* À la prise de température
* Au nettoyage et à désinfection des locaux

[Téléchargez le Protocole National de déconfinement](https://drive.google.com/open?id=1-no0-WXvT5WjyD2ZcwnMiwOXwSHgjGms)

**Conseils de sûreté aux élus et commerçants**

Dans le cadre de l'opération #RÉPONDREPRÉSENT, et en vue de la vente des masques dans les grandes surfaces, les pharmacies et chez les buralistes, la Gendarmerie des Côtes d'Armor vous transmet quelques conseils pour lutter contre les vols. [Lire le Flyer conseils sûreté vente et distribution de masques](https://drive.google.com/open?id=1WBLuZLktCjF3sb8Ql-P4PFdhrF3aKj6W)

**Cyber malveillance** : La direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) indique que des **escroqueries aux faux ordres de virement internationaux** (FOVI) se sont particulièrement développées ces dernières semaines. Dans certains cas, sans prendre en compte les frais de justice ni l’atteinte à l’image qui peut en découler, le montant du préjudice s’élève à plusieurs millions d’euros.

Télécharger le [flash d’information N°65](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_04_fi_n65_-_suite_escroqueries_covid-19.pdf)

# **La CPME présente un plan de soutien et d’investissement pour faire des TPE-PME le moteur de la relance**

Près de trois mois après le début de l’épidémie de Covid-19, le constat est sans appel : la France traverse une crise économique sans précédent dont les effets ne feront que s’intensifier dans les mois à venir.

**Les entrepreneurs bretons**, comme ceux des autres territoires, le vivent chaque jour, craignant pour l’avenir de leur entreprise, mais aussi pour leur propre avenir et celui de leurs salariés.

Dans l’urgence, les pouvoirs publics ont mis en place des dispositifs exceptionnels et massifs qui ont permis d’atténuer le choc immédiat de la mise à l’arrêt de l’activité économique. Par son action, la **CPME** elle-même a obtenu le déploiement de mesures inédites afin de soutenir au mieux les chefs d’entreprises.  **Retrouvez nos avancées pour les PME et les mesures obtenues par la CPME** [*en cliquant sur ce lien.*](https://cpme-bretagne.fr/nos-avancees-pour-les-pme/)

Passée donc cette phase d’urgence, **l’enjeu est aujourd’hui de continuer à limiter les dégâts** en accompagnant celles et ceux qui en ont besoin, tout en redonnant des perspectives.

Il ne faut pas ajouter à l’angoisse de la Covid-19 l’inquiétude des licenciements qui accompagneraient les fermetures d’entreprises.

**C’est pourquoi la CPME plaide pour le déploiement avant l’été d’un vaste** [**plan de soutien et d’investissement**](https://www.cpme.fr/sites/default/files/2020-06/plan_cpme_de_soutien_dinvestissement_04062020.pdf) **avec un objectif : faire des artisans, TPE et PME le moteur de la relance économique en Bretagne.**

Avec près de **110 mesures très concrètes**, le plan de soutien de la CPME, que vous trouverez en [cliquant sur ce lien](https://www.cpme.fr/sites/default/files/2020-06/plan_cpme_de_soutien_dinvestissement_04062020.pdf), vise en priorité à **éviter les défaillances d’entreprises**, **accélérer le redémarrage économique** en s’appuyant sur les territoires, prioriser les secteurs à fort taux de main d’œuvre et accompagner la reprise par des mesures sociales.

**L’enjeu n’est pas d’éviter une récession historique, parce qu’elle est là.  
L’enjeu, c’est d’en sortir le plus vite possible !**

Parmi les mesures figurent notamment :

* Une franchise fiscale, l’annulation des charges sociales et le maintien du chômage partiel à 100% jusqu’au 31 décembre 2020, pour les entreprises fermées sur décision administrative et pour celles de moins de 500 salariés ayant perdu plus de 70% de leur chiffre d’affaire (CA) pendant le confinement ou plus de 50% sur le premier semestre 2020 par rapport au premier semestre 2019 ;
* La diminution de 25% de la CVAE, de la CFE, de la TASCOM et…des primes d’assurances automobiles, correspondant aux 3 mois de confinement ;
* La mise en place d’un « médiateur du chômage partiel » pouvant analyser, au cas par cas, les demandes de maintien du dispositif en vigueur jusqu’au 01er juin ;
* La transformation du Prêt garanti par l’État (PGE) en quasi-fonds propres avec une durée de remboursement des titres pouvant s’étaler de 10 à 20 ans ;
* L’exonération d’Impôt sur les Sociétés (IS) pour les montants réinvestis dans l’entreprise ou remontés aux fonds propres ;
* La généralisation du mécanisme de « suramortissement » instituant une déduction supplémentaire du résultat fiscal, d’un montant égal à 40% de l’investissement réalisé ;
* La création d’un « Crédit Impôt Production en France » pour encourager le « made in France », sur le modèle du Crédit Impôt Recherche (CIR) ;
* L’exonération, pour les contribuables concernés, via un « IFI-PME », d’une partie de l’Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI), sous condition d’investissement dans une PME ;
* La mise en place d’un « PGE Vert » pour la rénovation énergétique des bâtiments ;
* Le déplafonnement du nombre d’heures supplémentaires autorisées avec exonération des charges sociales patronales et d’impôt, afin d’offrir une plus grande souplesse aux entreprises pour honorer leurs éventuelles commandes ;
* La réactivation d’une prime à l’embauche de 4000 € pour toute signature de CDI ou de CDD de plus de 6 mois, dans une TPE/PME ;
* La création d’un « chèque vacances en France 2020 » proposé aux Français avec un abondement de l’État, utilisable uniquement en 2020 dans les entreprises liées aux hôtels-cafés-restaurants, au tourisme, à l’événementiel, au sport et à la culture ;
* La possibilité, pour chaque salarié, de débloquer son épargne salariale à titre exceptionnel, sans avoir à justifier d’aucun motif, jusqu’au 31 décembre 2020 ;
* La mise en place d’un titre spécial de paiement préfinancé, le « CESU déconfinement » pour éviter le placement en activité partielle des parents dont les enfants ne peuvent aller à l’école ;
* L’instauration d’un dispositif « Zéro charge » patronale pour tout recrutement d’un apprenti en 2020-2021 et….  Un document intitulé « [**plan de relance de l’apprentissage**](https://www.cpme.fr/sites/default/files/2020-06/relance_de_lapprentissage.pdf)»
* La relance immédiate des marchés publics et…un document « [**Pour activer la commande publique**](https://www.cpme.fr/sites/default/files/2020-06/propositionscpme_commandepublique.pdf) ».

# **Check liste Chef d’Entreprise**

Je contacte mon expert-comptable pour :

* Recevoir un mandat tiers déclarant pour mettre en place l’activité partielle dans mon entreprise

NB : Nous disposons d’un délai de 30 jours avec effet rétroactif. Attention, ne semblerait concerner que les entreprises contraintes par le décret…Problème notamment de notes discordantes concernant par exemple le BTP

* Lui communiquer les justificatifs d’arrêt de travail de mes salariés contraints de garder leurs enfants ou les personnes à risque élevé.

NB : Déclaration préalable à effectuer sur <https://declare.ameli.fr/>

* En cas de difficultés, demander le report :
  + a. De mes cotisations URSSAF
  + b. De mes impôts directs (impôt sur les sociétés, CFE, CVAE)

NB : A ce jour, le règlement de la TVA du mois de Mars n’est pas concerné par cette mesure. Si difficultés avérées, on peut demander un échelonnement.

* En cas de difficultés, demander l’aide des 1 500 € pour les entrepreneurs individuels
  + Confère le volet Fonds de solidarité

Je contacte mon établissement bancaire pour :

* Un report des échéances de mon prêt bancaire et/ou des loyers de crédit-bail,
* Demander des précisions sur la couverture de mon assurance de prêt,
* Faire opposition aux prélèvements des charges fiscales et sociales,
* Demander des précisions sur la couverture de mon assurance de prêt,
* La BPI peut aussi vous aider.

Je contacte mon assureur

* Pour connaître les caractéristiques de ma couverture d’assurance en cas de perte d’exploitation ou perte de denrées périssables.

Je contacte mes fournisseurs d’énergie

* Pour demander la suspension de mes prélèvements relatifs à mon contrat gaz ou/et électricité.

Je contacte mon propriétaire (s’il s’agit d’un institutionnel)

* Pour demander la suspension des paiements de mes loyers et de mes charges.
* La déclaration du ministre ne concernait pas les propriétaires privés.

Je gère mon PAS depuis mon espace personnel

* Je peux me connecter sur mon espace personnel impots.gouv.fr si je souhaite reporter une échéance de prélèvement à la source rubrique « Gérer mon prélèvement à la source »

Maintien de mon activité professionnelle : je protège mes salariés

|  |  |
| --- | --- |
| |  | | --- | | **Informations et ressources utiles** | |

**\* Les Liens sont actifs**

**Covid19 - divers**

[Assurance Maladie fiches pratiques sont proposés par l'Assurance Maladie- Risques Professionnels, en lien avec les pouvoirs publics et les organisations professionnelles](https://www.ameli.fr/cotes-d-armor/entreprise/covid-19/lassurance-maladie-risques-professionnels-aide-les-entreprises-proteger-leurs-salaries)

* [Ingérence économique](https://drive.google.com/open?id=1eB4jIAbtn7B6Io6-c83VamybDx-1rI9B)
  + Pour toute question relative à ce « flash » ou si vous souhaitez nous contacter, merci de vous adresser à :

[securite-economique@interieur.gouv.fr](mailto:securite-economique@interieur.gouv.fr)

* [Flash Ingérence Économique n°63 en lien avec les risques de cyber liés au télétravail.](https://drive.google.com/open?id=1pBeDYEEZUkAr-oQjxlaQsJNcW_J8Pftv)

Dernier [Flash ingérence n°64](https://drive.google.com/open?id=1T1CDXkWVJDXoFOJw3hgRzsH3MnycV_UY) La direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) attire l’attention sur l’exposition médiatique, facteur de vulnérabilité.

* [Fiches pédagogiques COVID-19 – Médiateur des entreprises](https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/publications-mediateur-des-entreprises)
* [Ordonnance du 22 avril portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19](https://drive.google.com/open?id=1JRIOPrHi0BRCFrxyHo-igw2XT0rqYMUA)
  + Faisant évoluer divers dispositifs préexistants ou apportant des précisions sur ces derniers. Cela concerne notamment le fonctionnement des Centre de Formalités des Entreprises (CFE), le Fonds de Solidarité (FDS) ainsi que certaines dispositions relatives à l’activité partielle, notamment la prise en compte dans les heures non travaillées indemnisables, des heures de travail au-delà de la durée légale ou collective, sous réserve d’une stipulation contractuelle ou conventionnelle antérieure
  + [Fiche Ordonnance CPME](https://drive.google.com/open?id=15edTFK--jTzhFjFQOc0w_UW6OvKhRr0F)

[Un soutien massif de la région Bretagne](https://www.bretagne.bzh/actions/grands-projets/covid-19/un-soutien-massif-aux-entreprises/)

* [Ordonnance N°2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l’épidémie](https://drive.google.com/open?id=1EpVNc_h8LkU3gYhJ09WAkquoT8-dv2AW). L’article 6 précise notamment les dispositions relatives à l’activité partielle pour certaines catégories de salariés tels que les apprentis et les bénéficiaires de contrat de professionnalisation. L’article 8 adapte les délais relatifs à la conclusion et à l’extension d’accords collectifs tandis que l’article 9 porte sur l’indemnité complémentaire aux allocations journalières.
* [Arrêté du 15 avril 2020 fixant les modalités relatives au dépôt et à la distribution des envois postaux.](https://drive.google.com/open?id=17Q6ZLR1XxtBTLgMnEDlRmeqb2JFZHQBM)
* [FAQ Masques au 31 mars](https://drive.google.com/open?id=1nzdzPvxIWGzAg2fp5uETS0gRdjNs_8bl)
* [Démarches d’aides Covid-19](https://drive.google.com/open?id=1Zh1cGWO7YNImFMN1YkjYfXZJ_9ytqxxx)
* [Covid-19 Présentation La DIRECCTE](https://drive.google.com/open?id=1QuRljASNYAc1bEclbDckRkympUFYx0Cl)
* [Présentation COVID19 20 mars 2020](https://drive.google.com/open?id=195AdyGZgqO7Th5y6cFNB8FhkG2qhEmeY)
* [Questions Réponses Covid-19](https://drive.google.com/open?id=1-DhJAmH1Uisk4J5mrTW5AN5eQA4odAuV)
* [Fiche expert coronavirus](https://drive.google.com/open?id=1v6V4KbF_Qu5_Sr_jh86gw1jYuLrsNxru)
* [Flyer Action Sociale](https://drive.google.com/open?id=1N_l0ATgiNIyWzJwQE1-eQWBeDN1z7DWO)
* [Mise en œuvre du décret n° 2020-281 du 20 mars 2020 modifiant le décret n° 2020-247 du 13 mars 2020 relatif aux réquisitions nécessaires dans le cadre de la lutte contre le virus covid-19, vous trouverez en PJ des éléments de réponse.](https://drive.google.com/open?id=1meH8iNvgRF5Co4fHGV5sbzEWhjcWDfUr)
* [Informations coordonnées Interlocuteurs Covid-19](https://drive.google.com/open?id=1v2LLvp2KyQ7GOer-OyaaBVleNN5LeFTu)
* [FAQ DE LA DGE](https://drive.google.com/open?id=12P3Z9iArAsEGUdH4dEj5Lncllkzk5aJq)
* [Flyer soutien aux entreprises](https://drive.google.com/open?id=1iLnAaZ9Dg8c6mKxMRHIPKy61IFEt1BA_)
* [Fiche pandémie Covid19](https://drive.google.com/open?id=138t_-jbv2zW-u10qP9Xk0rAIqfgN9HBX)
* [Synthèse mesures projet de loi Covi19](https://drive.google.com/open?id=17jAZ3HT07oe-P1_U8QtpoKyaIvTEmSEf)
* [Informations interlocuteurs](https://drive.google.com/open?id=1QNA7sMp3-vBGWh2XVfbU_ofmVto5vzrE)

**Mesures d’urgences**

* [Mesures exceptionnelles liées à la crise sanitaire – Banque de France](https://entreprises.banque-france.fr/coronavirus)
* [TVA coronavirus Les mesures d’aides – experts comptables](https://drive.google.com/open?id=1eSgG4pzE-7mtfHoH7EqoI8qQJVqJKPqZ)
* [Coronavirus Covid-19 : soutien aux entreprises et aux salariés (Note de l’ordre des Experts Comptables)](https://drive.google.com/open?id=1DHgyN64k5uv9PSymJRsTI9xKBXQ9pxIO)
* [Revue fiduciaire comment doit s’adapter le monde du travail](https://drive.google.com/open?id=18hp31upf-3-64JHdQKu6J-jwhecr7aQF)
* [Courrier FFB difficulté chômage partiel](https://drive.google.com/open?id=1OREOafJrcLp7difK421YZtQYk8_h95eo)
* [CP Crédit Agricole en Bretagne](https://drive.google.com/open?id=1tszED0CqPlUj9zbsYUMP9YdgtS0eIdeU)
* [Saisine de la médiation de crédit](https://mediateur-credit.banque-france.fr/saisir-la-mediation/vous-allez-saisir-la-mediation-du-credit)
* [FAQ Entreprise de Bercy sur le Fonds de solidarité](https://info-entreprises-covid19.economie.gouv.fr/kb/explanation/jusqua-1500-daide-du-fonds-de-solidarite-pgiIlCXT4F/Steps/27397,26975,28875,28878,28877?xtor=ES-29-%5bBIE_Sp%C3%A9cialCoronavirus_20200407%5d-20200407-%5bhttps://info-entreprises-covid19.economie.gouv.fr/kb/explanation/jusqua-1500-daide-du-fonds-de-solidarite-pgiIlCXT4F/Steps/27397,26975,28875,28878,28877%5d)

# [Le report de paiement des loyers est-il conditionné à l’accord du bailleur ?](https://www.economie.gouv.fr/coronavirus-videos-questions-reponses#reportpaiementloyers?xtor=ES-29-[BIE_Sp%C3%A9cialCoronavirus_20200407]-20200407-[https://www.economie.gouv.fr/coronavirus-videos-questions-reponses)

**URSSAF**

* [Informations partenaires URSSAF – Covid-19](https://drive.google.com/open?id=1c7xdv9scehr5UP15QvG_2sXmX3LojY9r)
* [URSSAF](https://www.urssaf.fr/portail/home/actualites/toute-lactualite-employeur/mesures-exceptionnelles-pour-les.html)
* [URSSAF synthèse des mesures prises pour les travailleurs indépendants](https://drive.google.com/open?id=1wljY5pFDAKMkB7QPEpj6x1OMZgybC2qA)
* [Action sociale de la branche recouvrement](https://drive.google.com/open?id=1lzvfP-VlWc_W7IC8cKEYFnK-lfCEcbyH)
* [CP réseaux des Urssaf et des services des impôts](https://drive.google.com/open?id=1gqO2zR6ETuKxixo9ZmG0O8rw3CDXNWKw)

**Fonds de Solidarité**

* Fonds de solidarité [Déposer une demande, pas à pas](https://drive.google.com/open?id=16BNvlmcCze9suKsyB4pBiW1HWRGkXkuc" \t "_blank)
* [Fonds de solidarité](https://drive.google.com/open?id=1ifPA0Tp2dc9KK4j1hkqzJG25aA_cwFcX)
* [Aide 1500€](https://drive.google.com/open?id=16RHt4efndxr73rWJ34M70TKGL_NC4IMu)
* [Décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises](https://drive.google.com/open?id=19Lfqyo6blsewVlKkFv5nTTaPdrQ2Xn2L)

**Prêt garanti par l’Etat**

* [Garantie État établissement de crédit](https://drive.google.com/open?id=14UMGGEd86HOQNMN-PifwMt1tqAu7-UzX)
* [Démarche pour bénéficier d’un prêt garanti par l’État](https://drive.google.com/open?id=1VS6CBFsfl2L6s6pOUvR6jxNcBBZnIA4l)
* [Fiche produit prêt garanti](https://drive.google.com/open?id=1D50Lv7b5jdx91Vqy7t3wbbVWipFU4W7z)
* [Q&A Prêt garanti](https://drive.google.com/open?id=1VmKaow7R9LsvmFkejkfObTChNE3MRh4E)
* [Arrêté garantie de l’État Établissements de crédit](https://drive.google.com/open?id=1D3nzRPDYx1lMf_141yON5kfh7SNhqEgu)
* [Les étapes pour obtenir un prêt garanti par l’État pour les entreprises de moins de 5 000 salariés](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/infographie_-_demarches_pour_beneficier_d_un_pret_garanti_par_l_etat.pdf)
* En ligne sur le site de la DIRECCTE Bretagne : <http://bretagne.direccte.gouv.fr/Coronavirus-Prets-garantis-par-l-Etat>

**Modèles**

* [Modèle courrier Bailleur](https://drive.google.com/open?id=1a_SE-NmYxgVVXOiISMYdT-6b7mwx1MyC)
* [Modèle lettre demande report d’échéances](https://drive.google.com/open?id=11abrVf3XqMA_65ne2-fdSCojENLBo4CK)
* [Modèle de suspension de loyers](https://drive.google.com/file/d/15Tvnrqf8Q2G_5ER-dMrz1ONy_8NMjWDb/view)
* [Modèle de lettre de demande de remboursement de l’impôt sur les sociétés](https://drive.google.com/file/d/1LbH3qWRFXMZCQHuGV798qKi0a42HdtAl/view)
* [Justificatif déplacement professionnel](https://drive.google.com/open?id=15Ceq_B9ceFYhChfj4ajugNj8zvUhs9T-)

[Formulaire fiscal simplifié Demande de délai de paiement et/ou de remise d’impôt](https://drive.google.com/open?id=13DhtvkzgkfvZMNc6pHxSE8bnyKpYVdji)

* [Attestation de garde d’enfants](https://drive.google.com/open?id=1dNOe5I3b8A0kSjlaqDYSFEr4xb8K1pJ_)

**Activité partielle**

[L’activité partielle : le contrôle, les sanctions et les précautions à prendre](https://drive.google.com/open?id=1FoWgfsN4kMk2xtWxUk2HewyjNiT8wQSG)

[DISPOSITIF EXCEPTIONNEL D’ACTIVITE PARTIELLE Précisions sur les évolutions procédurales et questions-réponses - Dernière mise à jour : 2 avril 2020](https://drive.google.com/open?id=1Xko6K2H3BxPa8-wHrE45vD1rDV5I7ODP)

[Aide à la Saisie Activité partielle](https://drive.google.com/open?id=1SDAoCY79afKEQTIKLYP3skOZtd9wQ327)

* [Doc précision activité partielle](https://drive.google.com/open?id=1770HL7u_gwX0fiDk1iwuCV1LO7Hn761L)
* [Amendement à la loi d’urgence pour faire face à l’épidémie de COVID 19, précisant que « toutes les entreprises bénéficieront du dispositif de chômage partiel adopté »](C://Users/Utilisateur/AppData/Local/Microsoft/Windows/INetCache/Content.Outlook/728YIMFR/Assembl%C3%A9e%20nationale%20_%20D'URGENCE%20POUR%20FAIRE%20FACE%20%C3%80%20L'%C3%89PID%C3%89MIE%20DE%20COVID-19%20(no%202764)%20-%20Amendement%20no%20233.html)
* [Mise en œuvre de l’activité partielle](https://drive.google.com/open?id=1mJ_umyZnWsMx5aVCjyalWvvKWe3SS_1L)
* Le ministère du Travail a publié un [schéma](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/jpg/arbre_decision_activite_partielle.jpg) à destination des employeurs pour les aider à prendre, ou pas, la décision d’avoir recours à l’activité partielle.
* Les nouvelles règles applicables en matière d’activité partielle : <https://travail-emploi.gouv.fr/emploi/accompagnement-des-mutations-economiques/activite-partielle>

[Fiche DI : régularisation pour des demandes d’indemnisation déjà payées](https://drive.google.com/open?id=1DfN813pEWIvq2hO7-MgM97sNWISCNfg3)

[Récupérer ma DI](https://drive.google.com/open?id=1Kn1noyJz8qejp-RFmoO6pqsLws4FyHWW)

**Kit de lutte Covid19 – Fiche métier**

Le Ministère du travail publie sur son site des guides de continuation ou de reprise d’activité, par métier, à raison de deux /trois nouveaux guides chaque jour. Vous pouvez les consulter régulièrement la page suivante, enrichie chaque jour, sur laquelle vous trouverez [d’ores et déjà 31 guides disponibles](https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-covid-19-fiches-conseils-metiers-pour-les-salaries-et-les)

* [Conseils chauffeur-livreur](https://drive.google.com/open?id=11o1acsROI_IOxdhaZCHlZ3x9vAJddBnB)
* [Conseils Boulanger](https://drive.google.com/open?id=1icc1aobHne8Ok0OIhICyOqE2CQB57797)
* [Conseil caissier-ière](https://drive.google.com/open?id=1lNgNyZrVtuprkJoobkiPm4OhEzkQeAvn)
* Fiche "Travail dans le BTP" | [Télécharger la fiche](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid19-conseils-btp.pdf)
* Fiche "Chauffeur Livreur" | [Télécharger la fiche](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-chauffeur-livreur.pdf)
* Fiche "Travail en caisse" | [Télécharger la fiche](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-caissier-iere.pdf)
* Fiche "Travail en boulangerie" | [Télécharger la fiche](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-boulangerie.pdf)
* Fiche "Travail dans un garage" | [Télécharger la fiche](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-garagiste.pdf)
* Fiche "Activité agricole" | [Télécharger la fiche](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-agriculture.pdf)
* Fiche "Travail dans un commerce de détail" | [Télécharger la fiche](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-commercedetail.pdf)
* Fiche "Travail sur un chantier de jardins espaces verts" | [Télécharger la fiche](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-espaces_verts.pdf)
* Fiche "Travail dans l’élevage" | [Télécharger la fiche](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils-elevage.pdf)
* [Guide de préconisations pour assurer la sécurité sanitaire des salariés pendant cette période de continuité des activités de la Construction.](https://drive.google.com/open?id=1AOZXc4PriEyEPThPc1I0-hCRP2uTthAK)

Lien vers la page internet du Ministère du Travail où peuvent être téléchargées les fiches conseils métiers pour les salariés et les employeurs : <https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-covid-19-fiches-conseils-metiers-pour-les-salaries-et-les>

* Mesures de protection : Le ministère du Travail a publié une nouvelle fiche relative au « [Travail dans la restauration collective ou la vente à emporter](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid-19conseils_restauration_collective_vente_emporter.pdf)»
* Site du Ministère du Travail où peuvent être téléchargées les fiches conseils métiers pour les salariés et les employeurs : <https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/coronavirus-covid-19/proteger-les-travailleurs/article/fiches-conseils-metiers-et-guides-pour-les-salaries-et-les-employeurs>

**Documents divers**

# [Enquête Impact Covid19](https://www.cpme.fr/sites/default/files/2020-04/200410_resultats_enquete.pdf) sur les TPE et PME

# [Note Sur la Responsabilité de l’employeur](https://drive.google.com/open?id=1pK4aEbpAYRWLIo5Q0s3iKT9kxxsXwJQo)

-    Étendue et limite de la [responsabilité de l’employeur](https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/securite-et-sante-des-travailleurs-et-coronavirus-les-obligations-generales-de) vis-à-vis des salariés dans la période

# Mesures et [Accompagnements pour la Formation en Bretagne](https://www.gref-bretagne.com/Page/webmaster/Covid-19-Mesures-et-Accompagnements-pour-la-Formation-en-Bretagne)

# [Document AFNOR Spec – Masques barrières](https://drive.google.com/open?id=1G7fyKCB3sJOV0h4wwodEc7qpUC78SmAD)

* [Document AFNOR Masques Barrières patrons](https://drive.google.com/open?id=1OZjR0SAwjdaH1xLuwCmFwHfE7Bm0nvg5)
* [Ressources locales en santé mentale pendant le confinement et ressources sociales](https://drive.google.com/open?id=115k7kcJ1qqhRi-n8qJvrQ4XXydB53zKQ)
* [Mesures de soutien et les contacts utiles pour vous accompagner ? mise à jour le 31 mars](https://drive.google.com/open?id=1OxI59G5EMNJdzqeifXlW3E4exugYrK_g)
* [Plaquette sur la politique de sécurité économique et numérique coréalisée avec l’ANSSI](https://drive.google.com/open?id=1qNQLaAP2ZbgBRsrnuQJ4AjLQYxRgBS4G)
* Le lien vers la page d’accueil du SISSE : <https://sisse.entreprises.gouv.fr/fr>

# [Coronavirus : point sur les baux commerciaux](https://drive.google.com/open?id=1fYv3uatR5L1mBIVqadfvmPG9R9cn3lqq)

* [Le décret n° 2020-378 publié le 01 avril apportant des précisions quant à l’application des mesures de report des factures d’énergie et d’eau et des suppressions des sanctions en cas de non-paiement des loyers et charges locatives.](https://drive.google.com/open?id=1ctqaMc6rJuaVhilDqcgf2WxlYzGp9if0)
* [Décret paiement eau gaz électricité](https://drive.google.com/open?id=1_XnsuN6Kh5pUwkwXirB-YvMPo-RxPFq-)
* Plan de Continuité d’Activité [Accompagnement dans l’élaboration du PCA](https://drive.google.com/open?id=138t_-jbv2zW-u10qP9Xk0rAIqfgN9HBX)
* https://www.mon-entreprise.bzh/actualites/coronavirus-elaboration-du-plan-de-continuite-dactivite-pca
* [Contrats en alternance et formation](https://drive.google.com/open?id=17jbxJjWOhrn9uMfJz4XGhDp_dnaHhDW5)
* [Travailleur indépendant mesures sociales](https://drive.google.com/open?id=18ijr_HShlfE_7qwmnQ4ctcsX5OT5gvIk)
* Arrêté du 15 mars 2020 complétant l’arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19 [Arrêté au Journal Officiel](https://drive.google.com/open?id=1HdvEZvqatVtZ0-NrIoqmNFfz9UQnTtjH)
* [Arrêté du 15 mars complétant l’arrêté du 14 mars](https://drive.google.com/open?id=1q6VzJrG6sIZpM4MvyAhzbrT0WE6PtNTY)
* [Arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=D71805FDB8719BCAA696EC764810F743.tplgfr29s_1?cidTexte=JORFTEXT000041722917&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041722651&utm_source=CPME+Paris+Ile-de-France&utm_campaign=5caaa299d8-20200315_Coronavirus&utm_medium=email&utm_term=0_b0ef0a088c-5caaa299d8-48740779" \t "_blank)
* [Fiche info Télétravail](https://drive.google.com/open?id=1yRS37vdXGj-OzDUqxRU9QwxLki8OOyqQ)
* [Communiqué du Tribunal de Commerce de Saint Malo](https://drive.google.com/open?id=1P3-O-BHtC9sjjDw5hHpAypocoSgRs6Uh) Chambre de Prévention dont le rôle est d’aider les entreprises en difficulté à éviter le dépôt de bilan.
* [Mesures relatives à la prévention de la contamination par le virus dans les transports publics de voyageurs et de marchandises](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=6BC4CC1B35608DDCB4ABBD7B4B69685F.tplgfr37s_3?idArticle=LEGIARTI000041738088&cidTexte=LEGITEXT000041725829&dateTexte=20200321)
* [Communiqué de presse entreprisesunies-covid19.bzh](https://drive.google.com/open?id=1NjZby35CfVvedbS6vIErJnQYOcQWfbky)

[La Région lance une plateforme pour recenser les offres de services des](https://drive.google.com/open?id=1NjZby35CfVvedbS6vIErJnQYOcQWfbky)

[entreprises à destination des acteurs de santé](https://drive.google.com/open?id=1NjZby35CfVvedbS6vIErJnQYOcQWfbky)

* [Les derniers dispositifs](https://www.cpme.fr/actualites/economie/covid-19-les-derniers-dispositifs) document de la CPME
* [CROCT Bretagne Santé et travail](https://drive.google.com/open?id=1P9GLN5uNuLFS_h8EpwIF7EypSpXXqqCj) recommandations

## [Base de connaissances Mesures d’urgence pour les entreprises confrontées au Covid-19](https://info-entreprises-covid19.economie.gouv.fr/kb/)

* [Ordonnance no 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l’urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale](https://drive.google.com/open?id=19Mnx021QxL2-Lc7ucQsfyFfZZLWPbn9C)
* La direction générale des entreprises a produit un « [Questions/Réponses](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_03_24_faq_sap_covid19_v_24_03_2020.pdf)» à l’attention des entreprises de services à la personne (en date du 24/03/2020)
* « Questions / réponses » à l’attention des structures de l’insertion a fait [l’objet d’une mise à jour le 24](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_03_24_covid-19-qr-entreprises-inclusion-24-03.pdf) mars.
* Une cellule d’experts exclusivement dédiée à formuler des préconisations concrètes, par secteur ou par métier, pour poursuivre l’activité de l’entreprise tout en **préservant la santé et la sécurité des salariés** a été mise en place au sein du ministère du Travail. Ces experts produiront des outils pratiques et opérationnels afin que des entreprises de toute taille puissent se les approprier et mettre en œuvre les préconisations formulées. Au total, environ 15 fiches pratiques seront produites, en lien avec les secteurs concernés. [Plus d’info](http://bretagne.direccte.gouv.fr/Coronavirus-Assurer-la-securite-et-la-sante-des-travailleurs)
* Pour contribuer à sécuriser l’approvisionnement en gel hydroalcoolique et produits ou services sanitaires, le ministère de l’Économie et des Finances a soutenu la mise en place d’une **plateforme** [stopcovid19.fr](https://stopcovid19.fr/customer/account/login/) permettant de mettre en relation les fabricants et les clients de gels hydroalcooliques. [Plus d’info](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_03_25_cp2094_-_stopcovid19.fr.pdf)
* Bruno Le Maire, Muriel Pénicaud et Didier Guillaume, ont proposé le 24 mars, un plan de soutien spécifique afin de faciliter les [règles d’accès à l’emploi pour le secteur agricole et agroalimentaire](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_03_24_cp_2093_-_plan_de_soutien_de_l_agriculture.pdf)

# **Nos partenaires en action pour vous soutenir**

[Proposition de coaching d’appui aux chefs d’entreprises.](https://drive.google.com/open?id=1m70gaZ5r038Ad8ATYk-jLX_tCdYj00-n)

**60 000 Rebonds s’associe à l’effort national pour soutenir les entrepreneurs et mobilise les 320 coachs de son réseau**

Concrètement, tout entrepreneur qui en exprimerait le besoin peut s’adresser à l’antenne locale de 60 000 Rebonds qui le mettra en contact avec un coach de l’association :

**3h de coaching,**soit 2 à 3 séances en Visio ou par téléphone**, seront proposées gracieusement aux entrepreneurs qui en feront la demande en précisant dans l’objet « demande de coaching d’appui »** via le lien suivant : [https://bit.ly/3beOjOS](https://186004.g9.mp-stats.com/redirect/?s=OuRA%2bBc8GAz1p9m4jv%2bpjbMgrKNsLOkpFAaJrf5iYpWu%2bWT4w%2f94Z8jmSIPtkZ9uFu%2bEKCXShL6eJg%2fgj%2b2%2b37%2fvOxxgFns0X4%2bKX5olv1A2ToDR5efUyGTOSRyvDv3g&e=%2fG9ADt8draoszo9bw2y7TdFUgulh%2bDR4OfgMphyHLWw%3d)

Ce dispositif exceptionnel sera opérationnel pendant toute la période de confinement.

Élaboration et la mise à jour du Document Unique d’Evaluation des Risques (DUER) avec EGEE

Les entreprises doivent avoir un Document Unique, DU, qui décrit les risques auxquels les salariés sont exposés et qui détaille le plan d’action des préventions (inscrit dans la loi).

Les autorités recommandent fortement de réaliser un plan de continuité d’activité, PCA.

(rappel officiel : <https://www.mon-entreprise.bzh/actualites/coronavirus-mise-jour-du-document-unique-devaluation-des-risques-duer-et-mise-ou-place>)

Vous souhaitez être accompagner dans vos obligations légales, notamment dans le recensement des risques professionnels et l’aide à l’élaboration et la mise à jour du Document Unique d’Evaluation des Risques avant toute reprise de votre activité ?

[Contactez la CPME Bretagne](https://cpme.prochainement.online/contact/) pour connaître les modalités … <mailto:contact@cpme-bretagne.fr>

Avantages de passer par notre prestation :

* Disposer d’un Document Unique conforme à la législation,
* Disposer d’un plan d’action illustré et facile à mettre en œuvre pour l’entreprise,
* Assurer la sécurité juridique du dirigent employeur.

Pour ceux qui travaillent avec le secteur public et qui rencontreraient des difficultés, notre partenaire l'[Agence Déclic](https://www.agence-declic.fr/) vous propose son aide via 1 action totalement gratuite:

Une hotline "SOS Marchés publics", destinée à répondre aux questions des entreprises confrontées à des difficultés dans leurs réponses aux marchés publics ou dans l'exécution de ceux-ci, en lien avec la situation actuelle.

Dès aujourd'hui, envoyez vos questions à [contact@agence-declic.fr](mailto:contact@agence-declic.fr) et une réponse vous sera apportée le plus rapidement possible.

**Outils gratuits mis à disposition par notre adhérent**

[Elyazalée](http://www.elyazalee.com)

En cette période compliquée pour ceux qui ont la nécessité de continuer à travailler nous pouvons vous proposez des solutions GRATUITESpour le télétravail :

* Groupware pour équipe (chat, partage fichier, confcall, etc)
* Visioconférence pour équipe / clients (jusqu'à 40 personnes)

Nous pouvons aussi vous guider pour des solutions de :

* Téléphonie VoIP
* Mailing postal
* Mailing SMS
* Emailing
* Etc.

Nous restons bien entendu disponibles pour la mise à jour de vos sites internet ou de votre communication de crise...

Contact : Loïc PIQUARD

Support : [support@mon-assistance.fr](mailto:support@mon-assistance.fr)  
Tél. : 09 52 53 81 76

**Groupement de gendarmerie des Côtes d’Armor – Prévention cybercriminalité**

Le **Covid 19** est actuellement le principal appât des pirates informatiques qui exploitent le besoin d'information sur l'évolution de la situation ou sur les aides.

* Veuillez trouver [quelques renseignements](https://drive.google.com/open?id=1VeGMgkwNogkES2nIsLGOLAZATb47bz9o) pour les entreprises et les salariés en télétravail.
* Vous pouvez les rejoindre sur leur page Facebook du Groupement de Gendarmerie des Côtes d'Armor <https://fr-fr.facebook.com/pages/category/Government-Organization/Gendarmerie-des-C%C3%B4tes-dArmor-1627619020862690/> où vous trouverez différentes informations et actualités.

Ils proposent également dans la situation sanitaire actuelle, de bénéficier gratuitement de la surveillance de vos emprises en vous inscrivant au dispositif OTE (**Opération Tranquillité Entreprises pour les artisans, commerçants, entreprises**). Pour lutter contre les cambriolages, la gendarmerie des Côtes d'Armor s'engage à veiller sur votre commerce ou votre entreprise pendant votre absence.

Alors ayez le bon réflexe en vous signalant à la Gendarmerie de votre domicile par téléphone ou par mail. Pendant votre absence, des patrouilles de surveillance seront effectuées, de manière aléatoire, de jour comme de nuit, en semaine comme le week-end, afin de dissuader tout individu de tenter de cambrioler votre entreprise/votre commerce.

Notre partenaire l’association GSC assure le standard téléphonique de l’association, pour répondre le mieux possible aux dirigeants, qu’ils soient affiliés ou non.  Toutes informations sont disponibles et mises à jour sur le site internet de la GSC [www.gsc.asso.fr](http://www.gsc.asso.fr) dès que l’actualité le nécessite.

Ils continuent également de répondre aux demandes plus particulières d’affiliés, mais aussi de courtiers, experts comptables, avocats, partenaires…

Notre partenaire Catalys Conseil propose un accompagnement en distanciel : numéro vert reste ouvert et le CEP est délivré via le téléphone ou la visioconférence.

En effet, la période que nous traversons est difficile pour de très nombreuses entreprises et leurs salariés, qui vivent des bouleversements face à cette [crise](https://www.linkedin.com/feed/hashtag/?highlightedUpdateUrns=urn%3Ali%3Aactivity%3A6651021606816620545&keywords=%23crisesanitaire&originTrackingId=%2BJeVp25PrC9YIItea2Lihw%3D%3D) sanitaire (télétravail, activité partielle, interrogation sur l’emploi etc.) et s’interroge sur le devenir de leur activité.

Face aux questionnements et incertitudes que peuvent remonter les salariés auprès de leur employeur, le conseil en évolution professionnel peut être un outil à préconiser, afin que les salariés fassent le point sur leur situation professionnelle.

Catalys Conseil, opérateur du conseil en évolution professionnelle dans la région Pour toute question sur ce dispositif, qui relève du service public n’hésitez pas à les appeler





La préoccupation première, aujourd’hui, pour l’ADIE Bretagne va à aux 1 400 créateurs bretons, dont nous savons que, pour beaucoup d’entre eux, la situation est extrêmement difficile.

L’équipe régionale est mobilisée depuis 10 jours pour reprendre contact par téléphone, avec chacun de ces créateurs en cours d’accompagnement.  
  
L’ADIE Bretagne a mis en place deux mesures :

* Une procédure accélérée de report d’échéance et de rééchelonnement,
* Un dispositif de crédit de trésorerie ultra souple, financé sur fonds propres, pour couvrir les situations d’urgence.

**Pour le mois d’avril, un programme d’urgence :**

Des communications régulières, par téléphone, e-mailing, SMS, webconférences, réseaux sociaux, seront adressées à nos créateurs, avec des fiches pratiques pendant cette période de crise (comment gérer son budget, sa trésorerie, etc.) et des informations sur les mesures exceptionnelles mises en place pour les créateurs par les pouvoirs publics.

**À l’issue de la crise, nous mettrons en place un plan de reprise et de relance**  
L’ADIE sera réactive à l’issue de la crise dans l’accompagnement de ces entrepreneurs pour relancer rapidement leur activité, ainsi que pour accompagner les porteurs de projet qui auront repoussé la création de leur entreprise au vu de la situation.   
  
Pour les joindre pendant cette période de confinement sur [bretagne@adie.org](mailto:normandie@adie.org)  
ou au 02 28 27 18 02

****

**Covid-19 : qui peut vous accompagner dans la gestion de la crise et la reprise ?**

Nous traversons actuellement une crise sanitaire inédite, aux conséquences humaines et économiques lourdes. Dans ce contexte si particulier, gérer l’urgence n’est pas une réponse suffisante. Entreprises démunies, dirigeants en quête de solutions… Il est essentiel de se remettre en action dès aujourd’hui afin d’anticiper la reprise de demain.

L’association Tactique – Collectif Stratégique a été créée pour répondre à une mission : apporter un soutien actif et un appui stratégique permanent aux dirigeants de Très Petites Entreprises (TPE) et de Petites et Moyennes Entreprises (PME).

Face à cette crise exceptionnelle, le Collectif Tactique mobilise ses membres et ses experts en stratégie (financement, management, RH, marketing, etc.) afin d’accompagner – en toute confidentialité - les dirigeants dans leur stratégie de reprise. Le tout dans la bienveillance, l’optimisme et le pragmatisme. Parce que la bonne stratégie est (et restera) toujours collective !

**Son rôle :**

* Récolter des idées, des pistes de solutions et croiser les regards stratégiques.
* Aider à se projeter et à anticiper la reprise.
* Accompagner sur la prise de recul.
* Encourager la confiance en soi et en l’avenir.

Plus d'informations disponibles via leur site : <https://collectif-tactique.fr/flash>

# **La Région de Gendarmerie de Bretagne renforce son action en soutien au monde de l’Entreprise**

Dans le contexte de crise majeure que traverse notre pays, la gendarmerie est pleinement engagée pour accompagner les acteurs économiques.

Afin de renforcer leur action en soutien au monde de l’Entreprise et de fluidifier les échanges d’informations un point de contact dédié est à notre disposition au sein de leur Etat-Major.

Vous souhaitez faire connaître vos questions, vos éventuels problèmes face à l’émergence de nouvelles délinquances et fraudes, sur d’autres sujets ressortant du domaine de compétence de la gendarmerie, contactez la CPME Bretagne qui transmettra à notre contact privilégié.

Consultez également les documents mis à notre disposition :

* [Cybermenaces et Covi19 : recommandations pour les entreprises et les salariés en télétravail](https://drive.google.com/open?id=1SMn0Dv9qjIeOsTkKIj9ggni5nYAA67SQ)
* [Opération tranquillité Entreprise et Commerce](https://drive.google.com/open?id=1eMLTuQP1q1-Y_LD7yCvo7wzZtaEVHwFX)
* [Fiche Brigade numérique](https://drive.google.com/open?id=1WW31Y7Dn_jcNfJEqp05KdH94PmXnc6ct)



1. **Inciter les entreprises à se former et mettre en valeur les offres de formation** (Webinaires, MOOC, …). Une centaine de webinaires ou formations en ligne ont déjà été mises sur le site de notre [partenaire francenum.gouv.fr](https://www.francenum.gouv.fr/comprendre-le-numerique/conferences-sur-le-numerique-pour-votre-entreprise)
2. **France Num sur la webradio de FrenchWeb tous les matins de la semaine**

Entreprises : comment accélérer avec le numérique durant la crise Covid-19 et durant la période de post-confinement Coronavirus ?

Retrouvez France Num sur la radio de FrenchWeb.fr chaque matin de la semaine à partir de 9h30 avec une chronique dédiée

C'est en direct chaque matin du lundi au vendredi, à partir de 9h30 sur [FrenchWeb.fr](https://www.frenchweb.fr/).

Ou à écouter ou à réécouter [via le lecteur audio sur FrenchWeb.fr ("La Radio FrenchWeb")](https://www.spreaker.com/show/radio-frenchweb).

1. **Découvrir 100 ateliers en ligne gratuits pour sauvegarder et développer son entreprise avec le numérique et Internet.** [Conférences sur le numérique](https://www.francenum.gouv.fr/comprendre-le-numerique/conferences-sur-le-numerique-pour-votre-entreprise)

France Num lance, à titre expérimental, [**1 info pratique par jour pour développer et accélérer son entreprise avec le numérique**](https://www.francenum.gouv.fr/comprendre-le-numerique/recevez-sur-votre-mobile-1-info-par-jour-pour-developper-et-accelerer-votre) (à destination des entreprises TPE/PME) via un canal Telegram France Num. Si vous avez déjà un compte sur Telegram, rendez-vous ici : <https://t.me/francenum> et cliquez sur « rejoindre ».

# **Offres de prestataires**

****

## **Plateforme de réservation en ligne**

##### **Votre futur assistant digital !**

Optez pour une solution simple et efficace pour faciliter la reprise ou bien pour faire progresser votre activité :

* Un service facilement accessible pour les TPE, PME, indépendants et commerçants.
* Une page Internet complète
* Le paiement en ligne
* Un outil de prise de RDV en ligne

**Pour en savoir plus :** <https://cpme-bretagne.fr/plateforme-iwana/>

Demandez, dès maintenant, la démo d’un compte professionnel : [demo@iwana.fr](mailto:demo@iwana.fr)

Pour plus d’informations, appelez au 01 49 85 22 54 ou par email [hello@iwana.fr](mailto:hello@iwana.fr)

**Laboratoire Phykidis**

Installée depuis plus de trente ans sur la zone d’activités communautaires de la Morandais, la petite entreprise familiale qui produit d’ordinaire des produits de massages et autres huiles essentielles pour les kinés, produit du gel hydroalcoolique pour répondre à la demande croissante des PME et TPE de Bretagne.

Pour commander du Gel et/ou des bornes, merci de [Télécharger le Flyer](https://drive.google.com/open?id=1TC20RL8IU8fwD0MJomd4o3eyjF1y_IL6) où vous retrouverez toutes les informations produits, tarifs et coordonnées.

**---**

**Consultations et coachings gratuits - en Visio  
jusqu'au 30 juin le jeudi de 14h à 17h30 sur rendez-vous.**

Annie Charbonnier consultante et Coach en Qualité de vie chez Elabor & Sens, se connecte à distance le temps d’un bilan et d’une écoute. Elle vous aidera à libérer ce qui vous encombre dans l’immédiat pour y voir plus claire dans vos idées. Elle vous offre des clés pour retrouver votre boussole intérieure et augmenter votre niveau d’ambition pour mieux envisager votre avenir entrepreneurial plus sereinement.

Les accompagnements et les coachings sont spécialement adaptés pour répondre aux besoins des chefs d'entreprises face aux aléas de la vie, chocs émotionnels ou adaptation contrainte.  
Garder de la clarté pour un dirigeant, rester concentré, maintenir le cap et son niveau d’ambition malgré les turbulences extérieures sont les priorités chez Elabor & Sens.  
Chasser la charge mentale et émotionnelle avec un accompagnement de qualité permet ainsi de garder une positive attitude et de gagner un temps précieux.

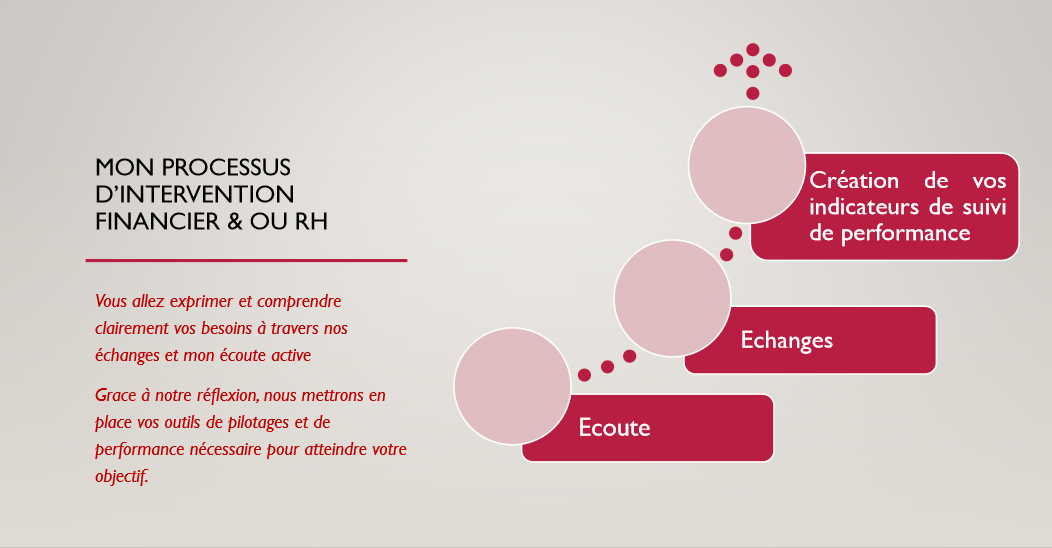


**Offre d’accompagnement financier et RH**

**Isabelle Peaudecerf Consultante Indépendante Financier – RH mets à votre service ses compétences dans deux pôles différents et complémentaires.**

* **Axe financier**
* **Axe RH**

**Isabelle se propose d’accompagner gracieusement deux dirigeants, afin de les aider dans leur besoin d’élaborer leurs prévisionnels (gestion et financier) pour franchir sereinement cette reprise.**

****

[Téléchargez sa plaquette](https://drive.google.com/open?id=1Z_nUIjjK-LqdxQaGgeItLA0WXghkdOtM)

**Contactez Isabelle PEAUDECERF**

**Courriel : Isabelle@peaudecerf.fr**

**Tél. : 06 83 32 40 53**



**Offre de formation dans le cadre du FNE-Formation**

Ouinnov est une TPE (STARTUP PARTNERS SAS) spécialiste dans la mise en place de formations et ateliers autour de l'innovation afin d'accompagner les entreprises dans la construction de méthodes de travail plus efficaces.

Nous travaillons entre autres avec Thalès, la Commission Européenne, le groupe BPCE et nous intervenons dans une vingtaine de Grandes Écoles en France sur le thème de l'innovation et de l'entrepreneuriat. Actuellement, toutes nos formations sont au tarif exceptionnel de 1500€ pour être prises en charge à 100% par la DIRECCTE dans le cadre de l'aide spéciale à la formation décidée par le gouvernement pour les salariés en chômage partiel.

[Plus d’informations](http://ouinnov.fr/formation-confinement.)



**Proposition de masques**

NOREP distribue du matériel de protection individuel dont des masques lavables réutilisables.

Ils fournissent déjà différents départements, communes, agglo et entreprises, leur production est importante et ils peuvent répondre à de fortes demandes.

Ceux-ci sont donc réalisé en coton, 3 couches dont une filtrante, ils sont faits conformément aux normes AFNOR Spec. S76-001 :2020-classe 1 – classe 2. Ils sont donc lavables à 60° et réutilisables.

Voici donc l’offre de prix pour les modèles uni (personnalisation et couleurs possible sur demande) :

* + Par quantité de 1 000,                4.08 € HT
  + Par quantité de 10 000,              3.26 € HT
  + Par quantité de 100 000,            3.10 € HT
  + Par quantité de 500 000,      3.05 € HT

Délai, actuellement 2 semaines après cde et paiement de l’acompte.

[Consultez le PDF regroupant tous leurs produits](https://drive.google.com/open?id=1A3ACZUNWQk3gpV2wb4rnTEUJChyumnoD)

[Bon de commande](https://drive.google.com/open?id=186E1ehL2gCYDhzAjevVoziO_jZyKBMKW)

Hervé KMIECIAK - Responsable Ouest - Dépôt de GUERANDE -06 09 71 72 00- [Contact2.masques@norep.fr](mailto:Contact2.masques@norep.fr)

**Proposition de masques**

WD International est une jeune société spécialisée dans le commerce de pièces et accessoires multimédia depuis 2016. Nous sommes basés à Saint Jacques de la Lande (35) et disposons d'un ancrage à Shenzen (Chine).

Nous avons entrepris l'importation d'équipements de protection dès que nous l'avons pu et en avons entamé la distribution il y a quelques jours.

* [Fiche technique Masques](https://drive.google.com/open?id=1mDCD_1Cdmg1wZ2s9QadP1tws163sUFXp)
* [Certificat EU](https://drive.google.com/open?id=1WMQg4SnmYRh4Om8OrZOJCgh7b6-JeFtC)

Masques chirurgicaux : 0,68€ HT / pièce (commande mini 200 pcs)  
Livraison Chronopost 24H : 5,90€ HT  
Livraison UPS 24 H :  12,90€ HT  
Possibilité de retrait dans leur bureau de Saint Jacques de la Lande.

Règlement possible par carte bancaire via lien de paiement mail sécurisé ou virement bancaire. Pour plus d’information, contactez Cyril Biet au **06 61 07 59 79**.

En France, nous avons la chance de bénéficier d’un tissu de commerces exceptionnel et diversifié. Nos commerces de proximité contribuent au dynamisme économique de notre quartier/de notre ville et à son attractivité. Ils fournissent une offre de qualité et des conseils auxquels s’ajoutent une grosse dose d’humanité, de gentillesse et de bonne humeur. **Ensemble, soutenons et préservons nos commerces !**

**Un annuaire gratuit des commerçants** proposant de la vente à emporter ou la livraison ouverte par **Solidarité commerçant**

►<https://solidarite-commercants.fr>

**CRISE ÉCONOMIQUE DU CORONAVIRUS**

|  |  |
| --- | --- |
| |  | | --- | |  | |

Dès la fin janvier, la CPME s’est mobilisée pour contrer les premiers effets de la crise sur les TPE-PME. Avec la mise en place du confinement, la Confédération a intensifié les négociations avec le gouvernement, pour obtenir des dispositifs exceptionnels, adaptés aux petites entreprises durement frappées. Elle a également alerté sur les difficultés de mise en œuvre de certains dispositifs.

# LES MESURES OBTENUES PAR LA CPME



* Lancement d’un Fonds de solidarité (FDS) pour aider les plus petites entreprises en leur attribuant une somme de 1500€, à laquelle vient éventuellement s’ajouter jusqu’à 5 000€
* Assouplissement en matière de déclaration de TVA
* Report de la déclaration de résultats en matière fiscale
* Possibilité d’obtenir un prêt bancaire garanti par l’Etat (PGE) à hauteur de 90% du montant emprunté, et ce dans la limite de 3 mois de CA
* Report du paiement des cotisations sociales et fiscales sur simple demande
* Mise en place d’une avance de trésorerie remboursable pour aider les PME à redémarrer leur activité
* Remboursement à l'employeur par l’Etat de 100% de l’avance d’activité partielle, dans la limite de 4,5 SMIC et déplafonnement du nombre d’heures éligibles
* Amélioration de l’accès à la plateforme de déclaration du dispositif de l’activité partielle
* Création d'aides spécifiques pour les travailleurs indépendants via le fonds d’action sociale du CPSTI
* Obtention d’une « indemnité de perte de gains » plafonnée à 1250 €, correspondant à un an de cotisations individuelles au régime de retraite complémentaire des indépendants (RCI) pour les artisans et commerçants
* Action conjointe de la Fédération des Marchés de France et de la CPME ayant permis la réouverture, par autorisation préfectorale, des marchés de plein air
* Possibilité pour les TPE/PME éligibles au Fonds de solidarité d’obtenir, sous condition, un report du paiement des loyers, des factures d’eau, de gaz et d’électricité

LES DEMANDES EN NÉGOCIATION

* Inciter les préfets à accepter les demandes de dérogations d’ouverture de marchés de plein air
* Améliorer L’accessibilité et la transparence des mécanismes de financement du prêt garanti par l’Etat (PGE) et du Fonds de solidarité : problème de seuils, complexité des documents à fournir, coûts à prévoir, différés de remboursement...
* Elargir le report ou l’exonération ponctuelle de loyers commerciaux sans léser les bailleurs indépendants
* Permettre de décaler ou d’annuler tous les impôts (TVA, etc.). A ce stade, les mesures fiscales exceptionnelles ne portent que sur les impôts directs.
* Examiner la possibilité de transformer les reports en annulations de charges sociales
* Rendre possible pour les TPE/PME la mise en œuvre du dispositif de prise de congés payés sur décision unilatérale de l’employeur
* Instaurer un dispositif faisant en sorte de couvrir financièrement tout ou partie des pertes d’exploitation des TPE-PME assurées pour ce risque
* Clarifier la responsabilité de l’employeur sur le risque d’exposition au Covid-19 en réaffirmant l’absence d’obligation de résultats impossible à garantir

#### **Chefs d’entreprise, rejoignez-nous !**

#### [www.cpme-bretagne.fr](http://www.cpme-bretagne.fr)

# **HOTLINE CPME BRETAGNE**

**Vous rencontrez des difficultés à faire valoir vos droits ?**

**La CPME Bretagne vous propose d’intervenir en cas de refus d’accès au chômage partiel, de difficultés quant au report de prélèvement fiscal ou social, fonds de solidarité, crédit bancaire…**

**Merci de nous remonter les dossiers des entreprises confrontées à cette situation.** [contact@cpme-bretagne.fr](file:///C:\Users\Utilisateur\Desktop\CORONAVIRUS\contact@cpme-bretagne.fr)

# **CONTACTS UTILES**

**Chefs d’entreprises, entrepreneurs, artisans, commerçants, industriels, pour vous aider à faire face aux conséquences économiques, sociales et sanitaires de la crise du Covid-19, nous sommes à votre écoute.**

**L’union des CPME territoriales pour vous répondre**

**CPME 22** Courriel [cpme22@cpme-bretagne.fr](mailto:cpme22@cpme-bretagne.fr) Tél. : 06 07 76 49 17

**CPME 29** Courriel [Cpme29@cpme-bretagne.fr](mailto:Cpme29@cpme-bretagne.fr) Tél. : 06 51 53 98 90

**CPME 35** Courriel [cpme35@cpme-bretagne.fr](mailto:cpme35@cpme-bretagne.fr)

**CPME 56** Courriel [dozoulclaude@orange.fr](mailto:dozoulclaude@orange.fr)

1. Les aides versées au titre du présent décret aux entreprises qui étaient, au 31 décembre 2019, en difficulté au sens de l'article 2 du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité doivent être compatibles avec le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis. [↑](#footnote-ref-1)
2. La perte de chiffre d'affaires est définie comme la différence entre, d'une part, le chiffre d'affaires durant la période comprise entre le 1er mars 2020 et le 31 mars 2020, et, d'autre part, le chiffre d'affaires durant la même période de l'année précédente, ou, pour les entreprises créées après le 1er mars 2019 (entre le 1/1/2020 et le 30/01/2020 en avril) , le chiffre d'affaires mensuel moyen sur la période comprise entre la date de création de l'entreprise et le 29 février 2020. pour les entreprises créées après le 1er février 2020, par rapport au chiffre d'affaires réalisé en février 2020 et ramené sur un mois.

   Pour les personnes physiques ayant bénéficié d'un congé pour maladie, accident du travail ou maternité durant la période comprise entre le 1er mars 2019 et le 31 mars 2019, ou pour les personnes morales dont le dirigeant a bénéficié d'un tel congé pendant cette période, le chiffre d'affaires mensuel moyen sur la période comprise entre le 1er avril 2019 et le 29 février 2020. [↑](#footnote-ref-2)
3. Le conseil régional, la collectivité de Corse, les collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, le conseil départemental de Mayotte, les assemblées de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin, de Saint-Pierre-et-Miquelon ou de Wallis-et-Futuna instruisent la demande et examinent en particulier le caractère raisonnable du montant du prêt refusé. Le chef de l'exécutif de la collectivité concernée adresse au représentant de l'Etat la liste des entreprises remplissant les conditions d'application du présent article ainsi que le montant de l’aide attribuée, et met à sa disposition les informations ayant servi à l'instruction de leur demande, afin que le représentant de l'Etat puisse opérer les vérifications nécessaires avant le versement de l'aide. Le chef de l'exécutif de la collectivité rend compte à la prochaine réunion de l'organe délibérant de l'exercice des compétences prévues à l'alinéa précédent et en informe par tout moyen la commission permanente.

   La décision d'attribution de l'aide est notifiée conjointement au bénéficiaire par le représentant de l'Etat et le chef de l'exécutif de la collectivité. [↑](#footnote-ref-3)